

SUMARIO

Introduction	3-4
Familles fragiles et familles-ressource : une nouvelle forme de placement familiale qui valorise les familles fragiles	5-14
Elisabetta Carrà. Università Cattolica del Sacro Cuore, Milano	
Gruppi di parola per figli di genitori separati: una risorsa nella transizione del divorzio .	15-22
Chiara Fusar Poli. Università Cattolica del Sacro Cuore, Milano	
Les dispositifs de résilience sociale quand les communautés sont fragilisées. L'exemple des cercles collectifs d'épargne	23-35
Pascale Jamouille et Wily Lahaye. Université Catholique de Louvain	
Tecnologías de la información y comunicación. Familias vulnerables y familias resilientes. (Orientaciones y propuestas para familias y educadores /as basadas en el Apego y el Vínculo)	
Félix Loizaga Latorre. Universidad de Deusto, Bilbao	37-53
Las personas mayores y la resiliencia	55-65
Rosario Paniagua Fernández. Universidad Pontificia de Salamanca	
Hacia un derecho que promueva la resiliencia	67-76
Blanca Gómez Bengoechea. Universidad Pontificia Comillas.	
Resiliencia y violencia de pareja	77-87
Pérez Testor, C. Alomar Kurz, E.; Davins, M.; Aznar, B.; Saccinto, E.; Callís, M.; Aramburu, I.; Salamero, M. Universitat Ramon Llull	
La protection des enfants sans parents sur le territoire français et les outils juridiques de droit commun.....	89-95
Marie Douris. Université de Lyon	
Vulnerabilite de l'enfant et crise des institutions.....	97-100
Kamel Arar. Université de Lyon	

Introduction

Le numéro 7 de notre Revue du REDIF a pour thème « Familles fragiles, vulnérabilité et résilience ». Il faut rappeler d'abord que, historiquement, si la narrative de la résilience (résistance à des conditions de vie très difficiles, au stress) commence dans les années 1950, celle de la vulnérabilité (du latin « vulnus », blessure, c'est-à-dire la possibilité d'être maltraité, exploité, abusé) ne débute qu'au début du 21^{ème} siècle pour remplacer, en pensant les fragilités, la narrative de l'exclusion.

Tous nos Instituts ont pratiquement répondu à l'appel et nous avons au final 9 articles portant sur cette thématique qui a le vent en poupe, car l'usage parfois intensif des concepts de vulnérabilité et de résilience dans toutes les sciences humaines, sociales et même environnementales ne se dément pas. Les théories sociologiques, décrivant les sociétés capitalistes actuelles impliquant risques, contingence et incertitudes, ainsi que le retrait progressif de l'État-providence ont favorisé la circulation de ces concepts. Le développement de l'éthique du *Care* n'est pas étranger à leur médiatisation, voire aussi à leur « sacralisation », dans une société laïque plurielle. En mettant au cœur de son approche la reconnaissance de la vulnérabilité, le *Care* permet de mobiliser aussi, par ricochet, le concept de résilience. Cela étant, les textes dans ce numéro ne se réduisent pas toutes à la vulnérabilité psychologique puisque certains mettent l'accent, par exemple, sur la vulnérabilité sociale.

Milan et Lyon se sont distingués en fournissant, chacun, deux contributions au lieu d'une. Qu'ils soient ici remerciés pour leur effort supplémentaire qui contribue à étoffer encore plus notre numéro actuel.

Les apports de ce numéro ont permis d'aborder, sous différents angles, divers aspects en lien direct avec la vulnérabilité et la résilience, en mettant l'accent, tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre ou sur les deux. **Milan**, par le texte d'Elisabetta Carrà, dans le cadre d'une intervention nommée « une famille pour une famille », montre comment éviter l'éloignement des mineurs de leur famille d'origine ; le texte de Chiara Fusar Poli cherche à permettre aux enfants des séparations, par la mise en place de groupes de parole, de surmonter leurs angoisses et leur douleur. **Louvain-La-Neuve** dissèque le fonctionnement d'une cognotte, un cercle d'épargne collectif dans un café populaire et métissé, et nous éclaire sur comment ce dernier permet de tisser ou de maintenir de la résilience, dans un contexte de vulnérabilité sociale. **Bilbao** constate que si les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) élargissent les horizons de tout un chacun, elles peuvent aussi créer de la dépendance. La question serait alors de savoir comment éviter la vulnérabilité dans ce domaine et améliorer la résilience familiale. **Salamanque** aborde le lien, pratiquement naturel, entre seniors et résilience, vu qu'avec l'âge, on devient plus résistant, plus aidant et généreux avec la famille et les proches. **Madrid** s'intéresse au lien, pas trop manifeste, entre Droit et résilience, en évoquant aussi bien la

Convention internationale des droits de l'enfant, la Constitution espagnole que la Cour européenne des droits de l'homme, et leur affirmation du droit de l'enfant à vivre dans sa famille d'origine. **Barcelone**, après avoir défini le concept de résilience et ce que sont les personnes résilientes, aborde le problème de la violence conjugale sous toutes ses formes, qui reste malheureusement d'actualité, en mettant l'accent sur les mécanismes d'attachement, de dépendance affective, mais aussi sur ceux de résistance et de développement post-traumatique. **Lyon**, par le texte de Marie Douris, étudie le mineur isolé étranger dans sa triple situation de vulnérabilité : du fait de son âge, de l'absence de parent et de l'application des règles internes françaises. Quant à la contribution de Kamel Arar, elle pointe le lien entre individualisme, narcissisme et affaiblissement du sur-moi culturel, et sa répercussion sur la crise de l'autorité dans la famille, dans l'école, voire dans l'ensemble sociétal.

Il faudrait rappeler aussi, et pour ouvrir de nouvelles perspectives, qu'on peut être vulnérable dans une situation mais pas dans une autre, que cette vulnérabilité, perçue comme telle par l'expert, relève parfois de la résistance, donc de la résilience, pour la personne concernée, que ce terme peut avoir des effets stigmatisant, qu'il peut y avoir plusieurs couches

superposées de vulnérabilité (jeune femme par exemple pauvre, illettrée, au chômage, souffrant de sida, de discrimination raciale et du genre, n'ayant pas accès à l'aide sociale, à la contraception ...). Cette dernière approche pousse, à l'évidence, à regarder de façon plus fine le contexte dans lequel se trouve la personne vulnérable.

Quoi qu'il en soit, un point est commun à toutes les contributions de notre Revue numéro 7 : concilier deux injonctions presque paradoxales, le respect de l'autonomie de la personne vulnérable, d'autant que cette personne est appelée à devenir résiliente et elle l'est peut-être déjà un peu, et l'évitement de sa mise en danger. Et que l'objectif reste, en fin de compte, et malgré la disparition du terme exclusion comme on l'a déjà vu au début de l'introduction, l'inclusion de tous les vulnérables. Inclusion qui emprunte, de plus en plus et ce pour des raisons à la fois politiques, économiques, sociales et culturelles, la voie de la résilience.

Georges Eid
Institut des Sciences de la Famille
Université Catholique de Lyon

Familles fragiles et familles-ressource : une nouvelle forme de placement familiale qui valorise les familles fragiles

Elisabetta Carrà

Università Cattolica del Sacro Cuore, Milano

Aujourd'hui un des domaines le plus critique, par rapport aux services à la personne, est celui des interventions auprès de la fragilité des familles avec des enfants mineurs. Dans ce type de familles les problèmes peuvent être nombreux, et se croisent souvent entre eux, parfois de façon complexe (séparation conjugale, migration, pauvreté, ...)

Dans cet article on s'est concentré en particulier sur les *familles avec des mineurs à risque d'éloignement*, un domaine pour lequel aujourd'hui, il est bien évident qu'il faut essayer des solutions innovatrices, qui considèrent les personnes dans une perspective "relationnelle" et "familiale", et non pas individualiste et sectorielle¹.

Les récentes études scientifiques révèlent l'urgence de réaliser des interventions de promotion des relations familiales, afin de prévenir les situations pour lesquelles il n'y a pas d'autres solutions que l'éloignement des enfants mineurs ou, quand cela s'est déjà vérifié, pour favoriser le plus possible la reconstitution du noyau familial. En Italie, il y a encore peu de services qui prennent soin, non seulement du mineur, mais également de son foyer familial, évitant qu'ils soient suivis par différentes personnes/services qui ne travaillent pas conjointement (Bramanti & Carrà, 2011). C'est donc pour cela, que les cas sur lesquels l'on travaille avant tout est le foyer familial en le considérant comme une ressource et non seulement comme un

problème, et ces situations nous semblent particulièrement intéressantes. La recherche présentée ici (Carrà, 2011) porte sur l'étude d'une de ces interventions, qui fait levier sur les familles-ressource en tant que soutien pour la famille fragile, valorisant le potentiel de chacune d'entre elles, afin d'éviter l'éloignement des mineurs.

1. Tutelle des mineurs en favorisant les relations familiales: suggestions par la recherche et la littérature

Le parcours de tutelle des droits de l'enfance traverse aujourd'hui une nouvelle phase, dans laquelle l'exigence de *protection* du mineur est connectée à celle de la tutelle et de la valorisation de ses relations primaires, en ayant une vision plus ample et moins individualiste du bien-être personnel (Morris *et al.*, 2008; Bramanti & Carrà, 2011). Mettre sous tutelle le mineur et son bien-être signifie réaliser toujours plus d'interventions, qui préviennent son éloignement de son foyer d'origine par le biais d'un renforcement des relations familiales et une valorisation de leurs ressources (Morris & Connolly, 2012). De telles interventions de soutien et d'aide peuvent éviter des mesures d'éloignement des mineurs qui frappent le foyer familial qui, s'il est aidé de façon opportune, pourrait développer des ressources autonomes ou cueillir des opportunités imprévues (Every Child, 2009).

¹ Voir Rossi (2010, 2012), Carrà (2003); Folgheraiter (2004).

Pendant de nombreuses années, l'attitude des services sociaux envers la famille d'origine des enfants pris en charge a souvent été accusatrice : la famille était jugée inadéquate et considérée comme étant la cause des traumatismes subis par le mineur, donc vue comme un élément seulement négatif, duquel l'enfant devait être séparé (Hellinks, 2002). Même l'utilisation du terme « tutelle » pour qualifier le service qui s'occupe des mineurs de familles en difficulté (le service de la tutelle Italien, par exemple) indique que l'intention n'est pas celle de « prendre soin » des relations problématiques, mais de défendre la partie la plus faible. Aujourd'hui, se renforce graduellement une perspective selon laquelle la collaboration avec la famille naturelle de l'enfant s'avère un important objectif à atteindre, pour un bien-être relationnel (Carrà, 2008) ou « écologique », selon le modèle élaboré par Bronfenbrenner (1986), qui comprend celui du mineur et de son réseau de relations. D'autre part, les parents sont prêts à assumer un comportement plus positif et de plus grande collaboration quand ils se sentent réellement aidés à dépasser leurs difficultés et quand ils voient que les intervenants considèrent positivement leur rôle d'éducation, même si limité, dans la vie de l'enfant (Neander & Skott, 2006).

Le centre d'attention de la littérature internationale, traitant de la protection des enfants, porte sur les interventions les plus innovatrices, qui incluent le travail avec les familles, aussi bien dans la prévention de l'éloignement, que dans les compétences parentales afin de favoriser la réinsertion du mineur éloigné (Burford & Hudson, eds, 2000; Asen *et al.* 2001; Kiely 2001; Lacluyse *et al.* 2007; Metselaar, *et al.* 2007; McWey Lenore 2008). Le but est que soit évité le plus possible l'éloignement et que le temps pendant lequel le mineur est hors de la maison soit réduit.

Morris et al (2008) ont réalisé une étude sur ce qu'ils appellent « whole-family approaches », qui travaillent sur le ménage dans son ensemble. Le « Family Group Conferencing » est désormais un exemple assez généralisé (Mutter et al., 2002; Burford et al., 2011).

En Italie, il y a encore beaucoup de résistances à l'adoption des approches qui maintiennent le mineur et sa famille ensemble. Les recherches récentes (Bramanti, Carrà 2011) ont mis en évidence une remarquable fragmentation des services (celui qui prend en charge le mineur est le plus souvent différent de celui qui s'occupe de la famille) et un comportement d'assistance, brimant et passif face aux familles à grands problèmes.

Parmi toutes les « whole family approaches » citées par Morris, seul le « Multifamily Approach » a été expérimenté en Italie, bien que uniquement dans quatre services sociaux et dans une seule région, la Lombardie. En Lombardie quelques expérimentations ont commencé sur le « Family Group Conferences » déjà répandues dans 17 pays, sur l'exemple de l'expérience de la Nouvelle Zelande (Maci 2011).

Dans le Piémont par contre, a été mise en place pour la première fois, et maintenant également dans d'autres villes italiennes, une forme d'intervention sans analogie avec d'autres pays ; il s'agit d'une intervention nommée « une famille pour une famille », sur laquelle s'est focalisé le cas présenté ici.

2. Source de données sur l'accueil et placement des mineurs, vivant «hors» famille en Italie

Dans ce paragraphe sont présentées les données sur les enfants et les adolescents qui, pour des motifs divers, vivent hors de leurs familles d'origine, en illustrant la

répartition nationale de l'accueil en structure et en placement familial.

Le tableau suivant, entre fin de 2007 et 2011, montre l'état des savoirs le plus récent sur les dimensions et les caractéristiques des enfants et adolescents hors famille pour les raisons suivantes (tableau 1).

Tableau 1 – Enfant et adolescents en placement familial et accueil dans les foyers d'accueil pour les régions et les provinces autonomes. De 31/12/2007 à 31/12/2011

Régions et Provinces autonomes	Enfants et adolescents en placement familial	Enfants et adolescents accueillis en foyers d'accueil	Total	Enfants et adolescents en placement familial pour 1.000 résidents de 0-17 ans	Enfants et adolescents accueillis en foyers d'accueil pour 1.000 résidents de 0-17 ans	Enfants et adolescents hors famille pour 1.000 résidents de 0-17 ans	Enfants en placement familial chaque enfants accueilli en foyers d'accueil
Italie	2007	16.800	15.600	32.400	1,7	1,5	3,2
	2011	14.397	14.991	29.388	1,4	1,5	2,9
Piémont	2007	1.634	990	2.624	2,4	1,5	3,9
	2011	1.364	823	2.187	2,0	1,2	3,2

Source : 2007- Document Elaboré par le Centre national de documentation et d'analyses pour l'enfance et l'adolescence, basé sur les données des régions et provinces autonomes; 2011 – Placements en familles et placement en communautés au 31/12/2011, Cahiers de la recherche sociale.

Globalement – aussi bien pour les placements que pour les foyers d'accueil – entre 2007 et 2011 on a enregistré une baisse d'environ 3.000 cas estimés de mineurs « hors » famille en Italie. On est passé d'un taux de 3,2 à un taux de 2,9 sujets pour 1000 résidents de 0-17 ans (tableau 1). Le Piémont, où la recherche s'est focalisée et qui était, en 2007, parmi toutes les régions italiennes, celle avec le plus grand taux de mineurs hors famille (3,9), a maintenant un niveau très peu supérieur à la moyenne italienne (3,2).

La moitié des mineurs italiens hors du foyer familial est accueillie en foyers d'accueil (donc, un quota en légère croissance), qui en Italie sont classifiés en 4 typologies, *communauté éducative*, *communauté prête à l'accueil* (ou intervention d'urgence), *communauté familiale et groupe d'appartements* (ou logements pour l'autonomie). L'autre moitié au contraire est accueillie en famille d'accueil : cette forme d'accueil s'est développée de manière constante (64%) entre 1999 et 2007, même après la promulgation de la loi 149/2001 qui a fortement promu cette forme de soin pour les mineurs hors famille; entre 2007 et 2011, elle s'est au contraire légèrement réduite. Ceci est aussi probablement lié à l'augmentation du nombre de mineurs étrangers accueillis et la présence étrangère est répartie en environ 2/3 pour les foyers d'accueil et un tiers en famille d'accueil. L'accueil des mineurs étrangers non accompagnés est encore plus marqué, 86% des cas sont insérés dans les structures d'accueil. Dans ce cadre le Piémont continue d'être parmi les régions où le rapport entre mineurs en placement et mineurs accueillis en structures est le plus élevé (1,7).

2.1 Méthodologie

L'enquête empirique effectuée s'est basée sur la méthodologie de « l'étude du cas » (Kemmis 1980; Yin 2003), interviewant les responsables des organismes chefs de projet, les opérateurs impliqués dans sa gestion, les familles et les bénéficiaires.

Le matériel hétérogène recueilli a été analysé, en suivant le modèle de la « qualité relationnelle ». Il est développé, entre les modèles de *welfare* et des services à la personne, par Donati (2007), dans le cadre de la théorie sociologique relationnelle (2010), basée sur les 4 dimensions du fameux schéma AGIL de Parsons (1951) qui a pour but de mesurer

la qualité relationnelle, en tant que capacité d'une intervention, afin de transformer les utilisateurs en sujets actifs, avec un rôle spécifique dans la contribution à leur propre bien-être. Le modèle analyse avant tout *l'efficience* (A) (accord entre moyens et fins), *l'efficacité* (G) (capacité à régler le problème). A ceci s'ajoute l'évaluation de la réelle capacité du service/intervention à contribuer à l'amélioration du *welfare* et à l'accroissement du capital social (*subsidiarité* - L). En effet, un service qui poursuit un but de type assistance/substitution pourrait s'avérer fonctionnel intérieurement, efficace, mais efficace seulement en apparence, en ayant comme résultat l'érosion et non la régénération du capital social du destinataire. Dans cette recherche, l'évaluation de la méthodologie se révèle fondamentale, suivie par le projet (*la dimension relationnelle* - I) et la réalisation du service, qui doit être le plus possible participatif et basé sur un travail en réseaux (Folgheraiter 2004). Un tel modèle a été appliqué dans de nombreuses recherches qui en montrent la validité (Carrà 2008; Bramanti & Carrà eds 2012).

2.2 Le cas du placement de famille à famille

Le choix du cas à étudier relève d'un service qui réalise une forme extrêmement intéressante et innovatrice du placement familial.

Le projet/service « une famille pour une famille », né à Turin est maintenant « exporté » dans d'autres villes italiennes, représente une approche innovatrice dans le domaine du placement familial journalier, et prévoit également l'élargissement de l'intervention, non seulement au mineur mais à toute sa famille, qui a besoin elle aussi d'aide et de soutien, par le biais de l'implication et l'apport au centre du foyer d'accueil. Le projet/service se positionne comme une activité de type préventive, il a comme

objectif de baisser les facteurs de risques qui peuvent amener à l'éloignement du mineur comme réponse aux problèmes internes du foyer familial.

La proposition du projet a été faite par le secteur des mineurs et le secteur de la famille de la ville de Turin. Elle a été sélectionnée parmi les lauréats dans le cadre de « La fatigue de grandir : un projet pour l'enfance », encouragé par la Fondation Paideia en 2003 afin de faire émerger des idées innovantes pour des projets à développer, et les transformer en des projets exécutifs, réalisables et efficaces.

Le rapport entre la Commune de Turin et la Fondation Paideia est allé bien au-delà de l'approbation du projet et de son financement : la Fondation a garanti (et continue de garantir le projet là où il commence) une fonction d'accompagnement et de soutien jusqu'à la fin de la phase d'expérimentation.

Une des conditions fondamentales pour le lancement du projet est qu'à la fin de l'expérimentation, l'intervention soit insérée dans la politique ordinaire de la municipalité pour les mineurs en situation personnelle et familiale difficile. Ce qui s'est réalisé à Turin.

Un des éléments de son succès consiste, sans aucun doute, dans sa capacité à fournir une réponse utile et concrète à la simple mais fondamentale demande, faite par un mineur placé « pourquoi m'aidez-vous seulement moi ? Pourquoi n'aidez-vous pas également mes parents ? Ma famille en a autant besoin que moi » (Maurizio, a cura di, 2007).

2.2.1 Analyse du service

L'objectif (G) du projet « une famille pour une famille » est d'offrir un soutien temporaire aux familles fragiles avec des mineurs, dans l'optique de la prévention,

puisqu'il intervient sur des situations qui ne sont pas prises en charge par les services règlementaires, car n'étant pas dégradées au point de les demander : il s'agit d'une sorte de « zone grise ». Les cas suivis par le projet touchent principalement les familles monoparentales, avant tout les mères isolées avec des enfants, peu de familles étrangères et quelques familles à multiples problèmes. Ce projet atteint les objectifs indirects de la valorisation des compétences familiales en offrant un support et en mobilisant la capacité d'action des associations présentes, face aux problèmes du territoire.

Une des *ressources* du service est constituée par les familles « solidaires » ou « d'accueil », qui mettent à disposition des familles fragiles leurs propres compétences.

Une autre *ressource* importante est constituée par les associations et leurs réseaux qui, étant bien enracinées sur le territoire, ont mis en place une stratégie pour répondre aux besoins.

Du point de vu de la *méthode*, l'aspect majeur est que le projet génère une nouvelle orientation dans les Services Sociaux, car on déplace l'attention du mineur à sa famille d'origine. En ce sens, un des moments le plus crucial pour garantir la bonne réussite de l'intervention est de bien connecter les familles « solidaires » ou « d'accueil » aux familles « placées ». Cependant, « l'entretien » de la relation grâce à une formation continue et une supervision est indispensable, afin de ne pas laisser les familles abandonnées à elles-mêmes.

Les familles solidaires sont repérées aussi bien par les Services Sociaux compétents que par les Associations qui opèrent au niveau de la circonscription ou de la ville. Il peut s'agir d'une famille qui a déjà vécu

l'expérience du placement du mineur, mais aussi de familles qui affrontent pour la première fois le placement.

En ce qui concerne le *modèle* de valeur sous-jacent, l'on pourrait synthétiser avec un unique concept : la famille comme ressource. Ceci se réalise à travers une sorte de responsabilisation en chaîne : les capacités des familles d'accueil se renforcent, afin qu'elles puissent renforcer les familles placées, en faisant levier sur le « pouvoir » thérapeutique de la relation familiale. L'on présume que l'objectif de l'intervention est le bien-être des relations et non des individus seuls. En ce sens, les relations du mineur avec sa propre famille sont valorisées comme ressource, plutôt que comme un problème duquel l'enfant ou l'adolescent doit s'en sortir.

2.2.2 Evaluation de la “validité” de l'expérience

L'évaluation de la validité du projet/service « une famille pour une famille » implique l'analyse des quatre dimensions sur lesquelles s'articule le modèle de « bonne pratique » : *l'efficience (A)*, *l'efficacité (G)*, *la dimension relationnelle (I)*, *la subsidiarité (L)*.

A propos de *l'efficience*, l'intervention économique est vraiment inférieure par rapport à ce qui aurait été nécessaire d'investir dans le secteur, avec des interventions plus indirectes mais aussi plus invasives à l'encontre de la famille concernée.

Dans le projet la cohérence *entre les moyens et les fins* est garantie par une conception minutieuse, faite au début et qui évalue les compétences spécifiques de chaque membre du foyer d'accueil par rapport aux besoins de la famille prise en charge. L'efficience de l'échange s'appuie et se base également sur le rôle de support

continu développé par les associations, qui continuent aussi après la fin du projet.

En ce qui concerne la *durabilité* du service, la Fondation Paideia s'est engagée à financer l'expérimentation de ce projet, mais au moment où l'expérimentation se termine, les administrations locales, les administrations publiques ou les fondations locales ont prévue de prendre en charge les frais du service. La première expérimentation du projet, à Turin, a impliqué 8 familles², et a duré un an, afin de favoriser un travail attentif de monitorat et d'analyse de l'expérience.

Aujourd'hui à Turin le service est devenu stable, et constitue une des interventions prioritaires du placement, par apport aux autre typologies de placement, grâce également à une constante réflexion sur l'évaluation des résultats du processus, qui suit les projets de placement avant, pendant, et après.

Suite à l'expérience de Turin, et toujours grâce au financement de la Fondation Paideia, sont nés des projets dans d'autres villes italiennes et partout l'objectif est de mettre en relation le service et les politiques sociales de la municipalité pour les familles fragiles avec mineurs. Il est important de souligner que chaque nouvelles expériences a des caractéristiques différentes en relation avec les exigences réelles du contexte : par exemple, dans un cas, le projet a été pensé pour les situations de réunification post-communauté ou post-placement familial, donc dans les cas où le mineur rentre en famille, mais où les problèmes familiaux sont encore présents, et méritent une attention. Pour ne pas mettre en place l'éloignement, on donne un soutien par une famille solidaire mise en lien avec la famille fragile.

² Au moment actuel à Turin les familles qui ont bénéficié de ce service sont environ 150.

La transformation d'une bonne pratique en une bonne politique s'est effectuée à Turin, et le fait que d'autres régions, dans le reste de l'Italie, ont demandé à pouvoir utiliser ce modèle dans le contexte de leur territoire, confirment qu'il s'agit d'une pratique qui a des énormes qualités.

En ce qui concerne *l'efficacité*, le succès de l'intervention effectuée concerne aussi bien la promotion de la responsabilisation des destinataires que l'accroissement du capital social familial, associatif et communautaire, que le projet/service est capable de fournir.

Le projet prévoit une intervention « légère », non invasive, qui vise à rendre les familles fragiles avec des mineurs conscientes, autant de leurs propres potentiels et possibilités de croissance, que de leurs propres limites, et capables d'être plus autonomes à la sortie du projet, renforçant les capacités du foyer dans sa totalité. La prise de conscience ne se développe pourtant pas par un simple jugement professionnel, mais bien par un partage d'expérience, dans lequel l'exemple éducatif de la famille responsable de ses propres enfants s'avère déterminant, puisqu'il encourage un processus d'émulation dans la famille prise en charge. Quelques familles, peu disposées au début à s'adresser aux Services Sociaux, une fois l'expérience terminée, leur ont même demandé de construire un projet avec eux.

Le passage d'une optique du contrôle à une optique de soutien fait que, petit à petit, la famille prise en charge se rapproche des objectifs : grâce à cela un saut qualitatif est effectué, puisque cette famille prend conscience de sa capacité à récupérer sa fonction parentale auprès de ses enfants, aussi bien que de sa nouvelle autonomie au travail et à la maison. L'intervention provoque une croissance de l'estime de soi, la récupération d'une façon de penser à de nouveaux projets, des changements qui se

réalisent grâce au fait de ne pas être jugé, mais soutenu.

Un dernier élément à ne pas négliger : « l'intégration des familles étrangères ». Il y a en effet des familles étrangères qui s'offrent comme familles d'accueil, et deviennent par-là-même des protagonistes d'un projet, démontrant ainsi concrètement qu'elles font partie de la communauté de façon positive et importante et qu'elles sont bien enracinées (Brambilla, Marzotto 2012).

Enfin, les rapports constants entre les institutions et les réseaux associatifs encouragent un travail conjoint également dans d'autres secteurs d'intérêt social, stimulant ainsi les projets et l'innovation.

Donc dans l'ensemble, le projet favorise un accroissement considérable du capital social familial, associatif et communautaire.

La *dimension relationnelle* de ce projet/service est démontrée aussi par divers éléments: sa mise en place/réalisation de manière impliquée, à partir de l'individualisation du problème auquel répondre, de l'engagement des sujets qui bénéficient de l'intervention dès le début, et de l'évaluation de l'action réalisée.

Au niveau territorial le projet a été géré par les Services Sociaux, pendant que la Fondation Paideia était impliquée directement dans l'action de coordination et de monitorat du projet. L'expérimentation a impliqué les bureaux Centraux Adjoints aux Politiques Sociales, les intervenants des Services Sociaux du territoire, beaucoup d'Association « Anti/Institutions » de la Ville de Turin. Elle a surtout suscité l'intérêt de nombreuses familles, avec leurs précieuses disponibilités à essayer de nouvelles

formes de solidarités, de proximité et de soutien.

Du point de vue des familles, le projet a sans doute contribué à dépasser un certain isolement, source première de la fragilité des familles placées : ces dernières, grâce à la relation avec la famille d'accueil, apprennent à utiliser les ressources des associations, comme par exemple les bureaux du travail, les activités sportives, le rapprochement avec d'autres adultes à l'occasion des repas ou de groupes de formation, dépassant ainsi l'isolement social. Les rencontres avec d'autres familles du même quartier contribuent également aux objectifs du projet, ainsi qu'à ceux des familles d'accueil. Le processus a des retombées positives aussi sur les relations internes des familles solidaires, enrichies par la pratique d'une nouvelle responsabilité. Le bénéfice de cette dernière dérive aussi du lien qu'elle instaure dans le réseau des familles d'accueil : entre les familles, mais même entre les associations naissent aussi des processus d'auto-organisation et elles apprennent à interagir et à coopérer, renforçant ainsi le réseau.

La capacité du service à promouvoir un bien-être *subsidaire* multiple est démontré par l'ample implication de la communauté locale, avec une forte mobilisation des associations et des familles. Pour autant, il est fondamental que le projet de placement se réalise au sein d'un réseau de relations qui soutient le lien entre les familles d'accueil et les familles placées. Il y a à la base une idée « relative » du bien-être, qui dépasse la vision simpliste des interventions qui mettent au centre le mineur uniquement : au cœur, il y a la famille du mineur, son lien avec la famille d'accueil et leurs connections avec les réseaux sociaux de soutien.

Le dernier aspect absolument fondamental est la nouveauté de l'intervention qui

représente un modèle unique, qui se propage en Italie, en faisant levier sur un caractère spécifique de la famille italienne : une orientation solidaire forte.

2.3 Conclusion

De l'intervention sur la fragilité familiale, qui concerne trop de cas, à l'éloignement des mineurs du foyer d'origine, les « whole family approaches » – dans leurs multiples formes d'application – représentent sûrement une solution possible qui peut être adoptée soit quand l'éloignement est déjà advenu, afin de récupérer les fonctions parentales, soit dans le cas nommé « zone grise », quand apparaissent les premiers signes de malaises, mais que la fragilité n'est pas encore au point d'être prise en charge par les services. Le moment de crise que le monde occidental traverse tend à amplifier toujours plus cette zone problématique, qui est très difficile à saisir. Les interventions traditionnelles s'avèrent totalement inadéquates pour affronter la vulnérabilité latente. Pour ces raisons, il est très important d'étudier et de diffuser la connaissance de ces expériences qui se sont avérées efficaces aussi bien dans le fait de soulever les demandes d'aide non exprimées, que dans celui d'y répondre de façon opportune et durable, sans peser excessivement sur les finances très réduites des services sociaux. Parmi les diverses typologies signalées et étudiées au niveau internationale, il nous semble que le cas italien du placement « une famille pour une famille », constitue une réponse extrêmement intéressante pour différentes raisons repérables grâce à l'application du modèle de la qualité relationnelle :

1. c'est une intervention peu coûteuse, qui n'aggrave pas la charge de travail des services sociaux.
2. elle utilise comme « instrument » pour répondre aux besoins, les compétences naturelles des familles, dans la perspective d'une complète subvention,

obtenant comme effet direct la responsabilisation des familles fragiles, valorisées dans leur propre normalité.

3. elle renforce les liens communautaires, parce qu'elle génère des liens entre les familles qui, pour une fois, se mettent sur la voie des réseaux de soutien promis par les associations de la société civile.
4. elle est exportable à des contextes divers, où – sur la base de l'évaluation de l'expérience déjà en action – elle est réadaptée afin de correspondre de façon efficace aux caractéristiques du territoire d'action.

Bibliographie

Asen E., Dawson N., McHugh B. (2001), *Multiple Family Therapy: The Marlborough Model and its Wider Applications*, Karnac, Londra.

Bramanti D., Carrà E. (2011), *I servizi di accoglienza residenziale per minori in Lombardia. Verso una valutazione della qualità relazionale*, Guerini e Associati S.p.A., Milano.

Bramanti D., Carrà E. (eds) (2012), *Buone pratiche nei servizi alla famiglia. Famiglie Fragili e Famiglie con anziani non autosufficienti*, e-book, Osservatorio Nazionale sulla Famiglia, Roma.

Brambilla M., Marzotto C. (2012) *"Mi fido di te in tutte le lingue del mondo". Arricchire il quadro sull'affido familiare e i suoi significati in un'ottica multiculturale*, in *Animazione Sociale*, 42 (262), pp. 92-99 <http://www.gruppoabele.org/flex/cm/pa>

Brofenbrenner U. (1986), *L'ecologia dello sviluppo umano*, Il Mulino, Bologna.

Burford G., Hudson, J. (2000), *General introduction*, in G.Burford. J.Hudson (Eds.), *Family group conferencing: New directions in community-centered child &*

- family practice*, Aldine de Gruyter, Hawthorne, NY, pp. IX-XXVII.
- Burford G., Nixon P. (2005), *A Survey of International Practices, Policy and Research on Family Group Conferencing and Related Practices*, Englewood, Colorado American Humane Association.
- Burford G., Pennell J., Edwards M. (2011), *Family team meetings as principled advocacy*. *Journal of Public Child Welfare*, 5(2-3), pp. 318-344.
- Carrà E. (2008), *Un'osservazione che progetta. Strumenti per l'analisi e la progettazione relazionale di interventi nel sociale*, Led, Milano.
- Carrà E. (2011), *Famiglie fragili*, in P. Donati P. (Ed.) *La famiglia in Italia. Sfide sociali e innovazione nei servizi, Nuove best practices nei servizi alle famiglie -Vol II*, Carocci, Roma, pp. 207- 222.
- Donati P. (2007), *La qualità sociale del welfare familiare: le buone pratiche nei servizi alle famiglie*, in P. Donati (Ed), *Famiglie e bisogni sociali: la frontiera delle buone prassi*, FrancoAngeli, Milano, pp. 424-426.
- Donati P. (2010) *Relational Sociology. A New Paradigm for the Social Sciences*, Routledge, London.
- Every Child (2009), *Missing. Children without Parental Care in International Development Policy*. Every Child, London.
- Folgheraiter F. (2004) *Relational Social Work. Towards Networking and Social Practices*. Jessica Kinsley Publishers, London.
- Hellincks W. (2002), *Residential care: last resort or vital link in child welfare?*, in *International Journal of Child and Family Welfare*, 5, pp. 75-83.
- Istituto degli Innocenti (2012), *Affidamenti familiari e collocamenti in comunità al 31/12/2011*, *Quaderni della ricerca sociale*, 26.
- Kemmis S. (1980), *The Imagination of the Case and the Invention of the Study*, in H. Simons (Eds.), *Towards a Science of the Singular*, Centre for Applied Research in Education, University of East Anglia, Norwich, CARE Occasional Publications, 10, pp.96-146.
- Kiely P. (2001), *A longitudinal evaluation of family group conferencing*, Unpublished Masters of Clinical Psychology, Macquarie University, Sydney.
- Lacluyse K., Grietens H., Hellincks W. (2008), *Improving early intervention for families at risk of serious parenting problems*, Eusarf International Conference: "Assessing the 'Evidence-base' of Intervention for Vulnerable Children and Their Families", Padua, Italy.
- Maurizio R. (a cura di) (2007), *Dare una famiglia a una famiglia. Verso una nuova forma di affido*, EGA edizioni, Torino.
- McWey Lenore M. (2008), *In-Home Family Therapy as a Prevention of Foster Care Placement: Client's Opinions About Therapeutic Services*, in *American Journal of Family Therapy*, 36, pp. 48-59.
- Metselaar J., Knorth E.J., Van Den Bergh P.M. (2007), *Needs-Led and Family Centered Child and Youth Care: Theoretical considerations and evaluation in practice*, in *Relational Child and Youth Care Practice*, 20(2), pp. 38-46, 2007.
- Morris K. et al. (2008), *Think family: A Literature Review of Whole Family Approches*, Great Britain. Cabinet Office. Social Exclusion Task Force

Morris K., Connolly M. (2012), *Family Decision Making in Child Welfare: Challenges in Developing A Knowledge Base for Practice*, in *Child Abuse Review*, 21(1), pp.41-52.

Neander K., Skott C. (2006), *Important Meeting with Important Persons. Narratives from Families Facing Adversity and Their Key Figures*, in *Qualitative Social Work*, 5(3), pp. 295-311.

Parsons, T. (1951) *The Social System*. Routledge & Kegan Paul Ltd., London.

Rossi, G., *Servizi e interventi sociali per e con le famiglie lungo il ciclo di vita*, in P.Donati (Ed.), *La famiglia in Italia. sfide sociali e innovazioni nei servizi - Vol. II Nuove best practices nei servizi alle famiglie*, Carocci, Roma 2012: 245- 267

Rossi G. (2010), *Politiche familiari*, in AIS, *Mosaico Italia*, Franco Angeli, Milano, pp. 399-404.

Yin R.K. (2003), *Case Study Research: Design and Methods, Third Edition*, Sage Publication, Thousand Oaks-London-New Delhi.

Gruppi di parola per figli di genitori separati: una risorsa nella transizione del divorzio

Chiara Fusar Poli

Università Cattolica del Sacro Cuore, Milano

1.- INTRODUZIONE

È noto come la transizione innescata dalla rottura del legame coniugale sia assolutamente delicata e cruciale per le relazioni familiari, che devono essere riorganizzate e rilanciate anche in una fase di profondo dolore (Cigoli, 1998, 2006; Emery, 1998, 2008). Il compito principale, per gli ex partner, è quello di portare in salvo le funzioni genitoriali, separandole da quelle coniugali affinché sia possibile legittimare l'ex partner nel ruolo di genitore e mantenere un *coparenting* continuato e collaborativo (Cigoli & Scabini, 2004). Anche i figli, inevitabilmente coinvolti nella separazione dei loro genitori, si trovano a dover fronteggiare i complessi e molteplici cambiamenti richiesti dalla riorganizzazione della vita familiare.

La letteratura evidenzia chiaramente la presenza di un'associazione tra divorzio dei genitori e benessere dei figli (Amato, 1994, 2000; Emery, 1999; Kelly & Emery, 2003; Kelly, 2000) ed ha affrontato la tematica allargando progressivamente la prospettiva. Dall'attenzione orientata a comprendere il *trauma* provocato dalla separazione, passando attraverso il *confronto* tra figli provenienti da famiglie intatte e figli di genitori separati, essa è giunta a considerare il *contesto familiare* in cui avviene la separazione. Quest'ultimo viene attualmente considerato come cruciale per comprendere le modalità di adattamento dei figli a seguito dell'evento critico (Cigoli & Iafrate, 2007).

È così possibile osservare una progressiva apertura nel modo in cui la letteratura scientifica ha connesso la separazione dei genitori agli effetti che essa

può avere sui figli, consentendo di ragionare in termini di maggiore complessità. Inoltre, ha permesso di affiancare ai costrutti tradizionalmente indagati, volti ad esplorare le conseguenze del divorzio sui figli e al tentativo di identificare possibili fattori di rischio, la ricerca di fattori di protezione atti a favorire il processo di adattamento. Si può parlare, in tal senso, di *risk and resilience perspective*, con cui si sottolinea il ruolo significativo sia dei fattori di rischio, sia dei fattori di protezione nel far fronte al processo innescato dalla separazione dei genitori (Pedro-Carroll, 2001, 2005).

Inoltre, gli studi sulle conseguenze del divorzio sui figli sono stati inizialmente molto focalizzati sull'analisi di variabili di matrice individuale-strutturale (in primis età, genere, temperamento); solo successivamente sono stati considerati gli aspetti legati a variabili relazionali e processuali (Cigoli & Iafrate, 2007). Di conseguenza, diventa necessario valutare in che modo la separazione dei genitori modifichi l'intera configurazione delle risorse e dei rischi nella vita familiare, tenendo in considerazione sia la dimensione di *processualità* della transizione (Amato & Booth, 1996; Bernardini & Jekins, 2002)¹, sia il peso delle *differenze individuali* nell'adattamento psicologico dei soggetti (Amato, 1994; Cigoli & Iafrate, 2007).

¹ Il costrutto di adattamento andrebbe esaminato non solo in relazione a variabili misurate a posteriori, con studi retrospettivi: tenere in considerazione anche la situazione di vita *precedente* alla separazione può dare informazioni importanti rispetto alla comprensione delle modalità di adattamento successive a tale evento critico, soprattutto in una logica di bilanciamento tra rischi e risorse.

In sintesi, la separazione dei genitori può essere definita come *evento potenzialmente dannoso* (Emery, 2008) e *fortemente stressante* per i figli (Amato, 2000; Emery, 1998). Nonostante questo, è per loro possibile far fronte alla complessa transizione che essa innesca senza conseguenze di rilievo clinico (Bernardini & Jekins, 2002; Cigoli & Iafrate, 2007; Cigoli, 1998, 2006; Emery, 1998, 2008; Kelly & Emery, 2003).

In questa logica diventa fondamentale rilevare la presenza di risorse che il sociale mette a disposizione delle famiglie impegnate ad affrontare una difficile situazione di fragilità relazionale, quale quella della rottura del legame di coppia (Marzotto, 1999, 2004). Una forma di sostegno è rappresentata da specifici interventi che si qualificano per la loro dimensione grupppale e hanno la finalità di sostenere i membri delle famiglie divise per promuoverne il benessere e la resilienza.

Nel paragrafo successivo verrà presentato uno specifico intervento di gruppo pensato appositamente per i figli di genitori separati.

2.- I GRUPPI DI PAROLA

I Gruppi di parola per figli di genitori separati sono stati avviati a partire dal 2006 presso il Servizio di Psicologia Clinica per la Coppia e la Famiglia dell'Università Cattolica di Milano² (Marzotto, 2007, 2010, *in press*). Tale intervento è stato attivato sulla scorta della positiva esperienza canadese dei *Groupe Confidences* attivati presso il Centre Jeunesse di Montréal e francese dei *Groupe de Parole* condotti presso l'Ecole des Parents et des Educateurs di Lyon.

È possibile definire il Gruppo di parola come un intervento breve (quattro incontri

della durata di due ore ciascuno a cadenza settimanale) rivolto a un gruppo di bambini (massimo 8/10) di età compresa fra 6-12 oppure 13-16 anni, accomunati dall'esperienza della separazione dei genitori e condotto da esperti appositamente formati.

Tale intervento incontra il bisogno dei figli di essere ascoltati; di essere informati sugli accadimenti connessi alla separazione; di essere rassicurati rispetto all'amore e alla presenza dei genitori. Inoltre, attraverso lo strumento del gruppo, permette loro di non sentirsi gli unici a vivere la problematica della separazione dei genitori; di trattare tale tema attraverso l'espressione di pensieri, emozioni, sentimenti legati all'evento; di condividere strategie di fronteggiamento. In questo modo, i figli possono elaborare l'evento critico che li accomuna avviando un processo di attribuzione di senso.

Accostandosi ai principi del modello relazionale-simbolico, il Gruppo di parola si avvale di una metodologia orientata in senso relazionale; la finalità è *portare in salvo i legami*, aiutando i figli ad orientarsi nelle relazioni familiari e mantenendo il proprio posto nella storia di entrambe le stirpi (Fusar Poli & Molgora, *in press*).

L'intervento è un dispositivo di cura dei legami; lo scopo, per sua natura circoscritto, è quello di consentire ai figli di mettere in moto un circolo virtuoso nello scambio relazionale con i genitori, che fa da fondamento ad un processo innovativo e di cambiamento.

L'esperienza della separazione dei genitori viene trattata nel gruppo attraverso la proposta di stimoli e di attività molteplici da parte dei conduttori, alcuni dei quali lavorano sul versante individuale (ad es.: vignette o storielle da completare, brevi messaggi che i partecipanti scrivono anonimamente - i "messaggi segreti") e altri sul versante grupppale (ad es.: il cartellone delle due case, il

² In Italia l'intervento è coperto da *copyright*, depositato all'ufficio brevetti di Roma dal Centro di Ateneo Studi e Ricerche sulla Famiglia dell'Università Cattolica di Milano.

collage sul conflitto, la costruzione della lettera congiunta - la "letterona"³.

Le attività vengono collocate all'interno di una cornice spazio-temporale che prevede una chiara ritualità, permettendo così di definire l'intervento come semi-strutturato. Tale cornice viene scandita da tre momenti chiave, presenti in ogni incontro (Marzotto, 2010):

1. *L'accoglienza*. I partecipanti sono seduti in cerchio con i conduttori, esplorano i motivi per cui sono lì in quel momento, condividono le regole del gruppo, esprimono il loro stato d'animo rispetto all'evento della separazione e all'essere nel gruppo;
2. *La pausa per la merenda*. Situata tra la prima e la seconda ora dell'incontro, è il momento in cui i membri del gruppo sono liberi di interagire tra loro e parlare di diversi temi;
3. *La chiusura dell'incontro*. Riguarda gli ultimi momenti, in cui i conduttori avviano i riti di chiusura e congedano i partecipanti.

Il Gruppo di parola, infine, prevede che i genitori siano invitati, durante l'ultima ora del quarto incontro, a condividere con i figli la chiusura del percorso. Questo momento permette al gruppo di genitori di riconoscere e porsi in sintonia con i bisogni e le richieste che il gruppo dei figli esprime attraverso gli strumenti costruiti durante gli incontri ("messaggi segreti" e "letterona"); inoltre, aiuta i genitori a rassicurare i figli sulla loro costante presenza e sul loro continuo supporto

anche a seguito di una quotidianità familiare profondamente modificata⁴.

La ricerca su questo dispositivo di cura è ancora agli inizi. Le prime risultanze empiriche da noi evidenziate si sono concentrate sull'identificazione della sequenza rituale (la cornice) tipica dell'intervento (Montanari, Fusar Poli, Farinacci, & Garbelli, 2010); sull'esplorazione dei contenuti che i bambini indirizzano ai genitori durante l'ultimo incontro (Bonadonna, Cenere, & Marzotto, 2010); sui fondamenti teorico-metodologici dell'intervento e sull'analisi di alcuni segmenti del processo (Fusar Poli, 2013; Molgora, Fusar Poli, & Montanari, *in press*).

In questa sede verranno illustrati i risultati preliminari di uno studio condotto dall'Osservatorio Nazionale sui Gruppi di parola dell'Università Cattolica di Milano. Esso è volto a comprendere se la partecipazione al Gruppo di parola sia in grado di produrre cambiamenti e di supportare i "figli del divorzio" nella difficile transizione che attraversano.

3.- LA RICERCA

Obiettivi

Ci poniamo all'interno del filone degli studi di efficacia e le finalità dello studio sono state definite a partire dall'analisi dei fattori di rischio e di protezione che la letteratura internazionale ha identificato come rilevanti durante la transizione del divorzio (Amato & James, 2010; Amato, 2000; Kelly & Emery, 2003; Schick, 2002).

L'obiettivo del lavoro qui presentato è comprendere se la partecipazione al Gruppo di

³ Le attività di matrice prevalentemente individuale implicano un lavoro personale del singolo partecipante, a seguito del quale viene sollecitato un confronto tra i membri del gruppo. Le attività di matrice prevalentemente grupppale implicano il coinvolgimento diretto e costante di tutto il gruppo.

⁴ Al termine del percorso è poi possibile, per i genitori, fissare un colloquio con i conduttori del Gruppo di parola, in cui poter parlare della situazione familiare specifica mantenendo il focus sui figli.

parola sortisca dei cambiamenti relativamente a:

- la percezione che i partecipanti hanno delle proprie relazioni interpersonali (auto-percezione);
- la percezione che i genitori hanno dei comportamenti dei loro figli (etero-percezione).

Coerentemente con quanto sopra esposto e in particolare con i principi del modello relazionale-simbolico, crediamo sia fondamentale poter considerare il partecipante/figlio inserito all'interno di una storia familiare specifica. Per tale ragione è stato scelto di dare rilievo anche alle informazioni fornite dai genitori, per poterle incrociare con quelle ottenute direttamente dai figli a supporto dei dati relativi alla sfera dell'auto-percezione.

Soggetti

Le analisi preliminari di seguito illustrate sono state condotte su 40 soggetti, figli di genitori separati o divorziati, che hanno partecipato ai Gruppi di parola⁵. Questi ultimi sono stati condotti da due operatori (bi-conduzione femminile).

I soggetti sono 23 maschi (57.5%) e 17 femmine (42.5%) ed hanno un'età compresa tra 6 e 11 anni (M=7.9; DS=1.64). Sono figli unici in 2 casi (5%), hanno un fratello/sorella naturale o acquisito/a in 25 casi (62.5%) e hanno due fratelli/sorelle naturali o acquisiti in 13 casi (32.5%).

I genitori sono separati di fatto in 11 casi (27.5%), separati legalmente in 27 casi (67.5%) e divorziati in 2 casi (5%). Per questi soggetti, sono trascorsi da 1 a 7 anni dalla

⁵ L'intervento è stato condotto presso il Servizio di Psicologia clinica per la coppia e la famiglia dell'Università Cattolica di Milano e presso la Fondazione Fare Famiglia ONLUS di Assago (MI), ai quali va il nostro ringraziamento.

decisione della separazione (M=2.68; DS=1.93).

Procedure e strumenti

È stato costruito un disegno di ricerca sperimentale per gruppi non equivalenti con condizioni pre-test e post-test (Kazdin, 1996).

Ai genitori (madri e padri separatamente) sono stati somministrati i seguenti strumenti:

- *Questionario di raccolta dei dati strutturali* (QDS, costruito *ad hoc*);
- *Strengths and difficulties questionnaire* (SDQ) - sottoscale: sintomi emozionali, problemi comportamentali, iperattività, rapporti problematici con i pari, comportamento prosociale (Marzocchi *et al.*, 2002).

Ai figli sono stati somministrati i seguenti strumenti:

- *Test di valutazione multidimensionale dell'autostima* (TMA) - scala delle relazioni interpersonali⁶ (Bergamini & Pedrabissi, 2003);
- *La doppia luna* (Greco, 2006);

Le analisi dei dati sono state condotte mediante il Reliable Change Index, indice statistico di misura del *cambiamento individuale* in seguito ad un intervento (Hawley, 1995; Jacobson e Truax, 1991).

Il test grafico-simbolico "La doppia luna" è stato analizzato secondo le linee guida indicate dall'autrice (Greco, 2006).

Risultati

Etero-percezione. I dati ottenuti dalla somministrazione del questionario SDQ evidenziano che le 40 coppie di genitori

⁶ Somministrato ai soggetti di età \geq a 9 anni.

percepiscono i loro figli in difficoltà sia al pre che al post-test, con un'invarianza nella percezione da parte delle madri e un miglioramento significativo nelle sottoscale "problemi comportamentali" e "iperattività" nella percezione dei padri. È da notare l'assenza di peggioramento riscontrata sia dalle madri che dai padri (Grafico 1).

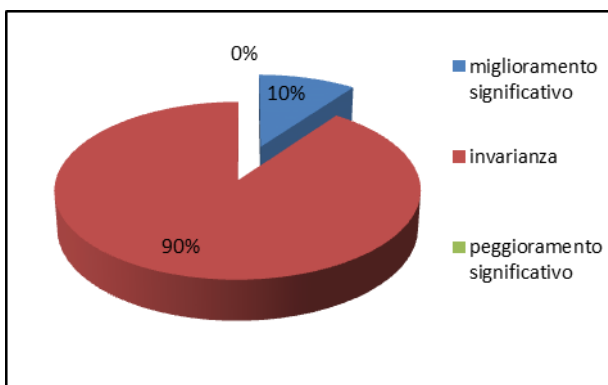


Grafico 1- SDQ: risultati

Auto-percezione. Per quanto riguarda i partecipanti (N=30 con età \geq a 9 anni), i livelli di autostima sono da considerarsi nella media già al pre-test; in seguito all'intervento viene rilevato un miglioramento significativo nella maggior parte dei casi. Va anche sottolineata la presenza di invarianza e l'auto-percezione di un peggioramento dell'autostima nel 10% dei casi (Grafico 2).

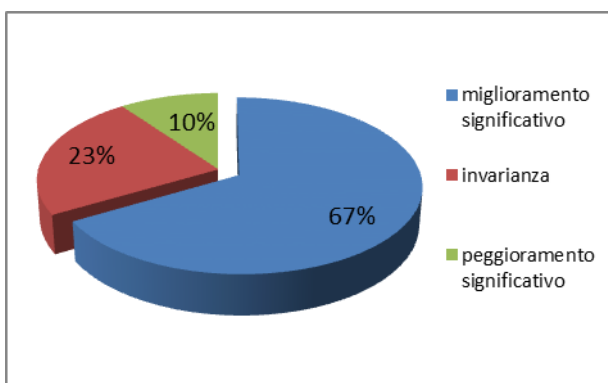


Grafico 2- TMA: risultati

Lo strumento grafico-simbolico "La doppia luna" ha permesso di rilevare come per tutti i 40 soggetti coinvolti nella ricerca, al pre-test fosse presente una raffigurazione prevalente dell'asse verticale delle relazioni familiari (genitori, nonni, zii). Al post-test, invece, i partecipanti hanno delineato maggiormente il livello orizzontale dei legami che vivono (fratelli, cugini, amici, gruppo dei pari).

Rispetto alle rappresentazioni familiari, il pre-test indica una prevalenza di idealizzazione di un nucleo familiare intatto, mentre al post-test viene manifestata una maggiore integrazione tra due poli familiari separati.

4.- DISCUSSIONE

I risultati ottenuti dal questionario SDQ ci consegnano l'immagine della separazione come una situazione relazionale caratterizzata da fragilità e incertezza, tant'è vero che i genitori percepiscono i loro figli in difficoltà prima del Gruppo di parola. Le madri confermano questa situazione di fatica e problematicità anche in seguito all'intervento, mentre i padri rilevano un miglioramento dei loro figli, in particolare per l'area relativa ai problemi comportamentali e all'iperattività. Entrambe le figure genitoriali concordano sull'assenza di peggioramento.

Per spiegare tale differenza possiamo ricorrere al nostro modo di intendere le relazioni familiari, per cui oltre al legame genitoriale che la coppia sviluppa con i figli, esiste un "proprium relazionale" che i figli instaurano con ciascun genitore (Fusar Poli & Molgora, *in press*). Pertanto, ciascun genitore sarà più incline ad osservare alcuni cambiamenti nei comportamenti del figlio in base alla specifica e peculiare relazione che intrattiene con lui.

In secondo luogo, è opportuno considerare che i tempi e i modi di frequentazione delle madri e dei padri separati sono differenti. Di conseguenza, è possibile

ipotizzare che le madri, più abituate a gestire la quotidianità dei figli, possano avere meno occasione di rilevare in loro cambiamenti nell'arco di un breve periodo quale quello che qualifica l'intervento in oggetto. Elemento che, per converso, potrebbe risultare più semplice ai padri.

I colloqui con i genitori in seguito all'intervento rimandano ai conduttori l'idea di un percorso clinico che apre a molte domande e riflessioni da parte dei figli; e che, in un certo senso, li autorizza a porre le questioni che affollano la loro mente. I genitori, in particolare le madri, come reagiscono di fronte alle domande che i figli pongono? Potrebbero interpretarle come un peggioramento e credere che l'intervento "non abbia funzionato". Oppure, di converso, apprezzare l'apertura dei loro figli e credere che questo sia positivo. Ovviamente, questo aspetto necessita di essere approfondito attraverso il proseguo della ricerca e ci consentirà di aprire a nuovi interrogativi, che permetteranno di ridirezionare le future fasi dello studio.

I risultati relativi al TMA ci dicono di livelli di autostima nella media al pre-test, che nella maggioranza dei casi migliorano in modo clinicamente significativo al post-test. Concedono anche di osservare come l'intervento permetta ai partecipanti di rinforzare positivamente il loro concetto di sé relativamente alle relazioni interpersonali. È in tal modo per noi possibile attribuire al Gruppo di parola un valore come strumento relazionale e di socializzazione, in linea con gli obiettivi che tale intervento si pone.

Questo dato è confermato anche dai risultati ottenuti attraverso lo strumento "La doppia luna", che ci ha permesso di osservare come lo sguardo dei partecipanti si sia progressivamente ampliato. Al pre-test, infatti, i bambini erano molto orientati sull'asse verticale delle relazioni familiari, mentre in seguito alla loro partecipazione al Gruppo di parola l'attenzione è stata spostata sul versante

orizzontale delle relazioni con il sociale, esteso anche ai legami con i pari. È come se l'intervento, per quanto breve, abbia permesso ai soggetti di cogliere nuove risorse su cui fare affidamento nella transizione che stanno attraversando.

Rispetto ad una lettura più orientata ad esplorare le relazioni familiari, tale strumento grafico-simbolico ci permette di rilevare come sia avvenuto un importante passaggio: dall'idealizzazione della famiglia nucleare intatta, ad una maggiore integrazione tra due nuclei familiari separati, ma allo stesso tempo uniti dalla presenza dei figli stessi. Questo ci dice anche che il Gruppo di parola, per quanto breve e focalizzato, possa aiutare i figli a riconfigurare la propria rappresentazione delle relazioni in seguito alla separazione attraverso una maggiore comprensione e l'attribuzione di senso alla fase che stanno attraversando.

5.- CONCLUSIONI

Il presente contributo ha illustrato come il Gruppo di parola rappresenti una risorsa in grado di sostenere la fragilità che si manifesta nelle relazioni familiari durante la transizione innescata dalla separazione dei genitori.

In particolare; esso consente ai partecipanti di rinforzare il proprio concetto di sé rispetto alla dimensione più sociale ed interpersonale e li aiuta ad avviare un processo di elaborazione dei cambiamenti che sono avvenuti e avvengono nella loro famiglia.

Inoltre, permette ai genitori di meglio percepire le difficoltà dei figli e di rispondere al loro bisogno di essere informati e rassicurati rispetto all'affetto e alla costante presenza genitoriale.

Le evidenze empiriche sopra esposte necessitano di essere ulteriormente implementate, attraverso lo studio approfondito di alcune variabili specifiche che possono moderare gli esiti dell'intervento.

Indubbiamente esse direzionano la rotta, nella consapevolezza che la ricerca e l'intervento clinico collaborano a sostenere le famiglie nella difficile transizione del divorzio.

BIBLIOGRAFIA

Amato, P.R. (1994). Life-span adjustment of children to their parents' divorce. *The Future of Children*, 4(1), 143–164.

Amato, P.R. (2000). The consequences of divorce for adults and children. *Journal of Marriage and the Family*, 62(4), 1269–1287.

Amato, P.R., & Booth, A. (1996). A prospective study of divorce and parent-child relationships. *Journal of Marriage and the Family*, 58(2), 356–365.

Amato, P.R., & James, S. (2010). Divorce in Europe and the United States: Commonalities and differences across Nations. *Family Science*, 1(1), 2–13.

Bergamini, L., & Pedrabissi, L. (2003). *Validazione e taratura italiana del TMA- Test di valutazione multidimensionale dell'autostima*. Trento: Erickson.

Bernardini, S., & Jekins, J. (2002). *An overview of the risks and protectors for children of separation and divorce*. Toronto: The Ontario Institute for Studies in Education of the University of Toronto.

Bonadonna, M., Cenere, C., & Marzotto, C. (2010). Parlare la famiglia divisa: un'analisi dei testi. In C. Marzotto (Ed.), *I Gruppi di Parola per figli di genitori separati* (pp. 143–166). Milano: Vita e Pensiero.

Cigoli, V. (1998). *Psicologia della separazione e del divorzio*. Bologna: Il Mulino.

Cigoli, V. (2006). *L'albero della discendenza. Clinica dei corpi familiari*. Milano: FrancoAngeli.

Cigoli, V., & Iafrate, R. (2007). Dai risultati della ricerca empirica sul divorzio all'uso sistemico-relazionale della Consulenza Tecnica d'Ufficio. In V. Cigoli, G. Gulotta & G. Santi (Eds.), *Separazione, divorzio e affidamento dei figli* (pp. 403–476). Milano: Giuffrè Editore.

Cigoli, V., & Scabini, E. (2004). La mediazione familiare: l'orizzonte relazionale-simbolico. In E. Scabini & G. Rossi (Eds.), *Rigenerare i legami: la mediazione nelle relazioni familiari e comunitarie* (pp. 19–55). Milano: Vita e Pensiero.

Emery, R.E. (1998). *Il divorzio. Rinegoziare le relazioni familiari*. Milano: FrancoAngeli.

Emery, R.E. (1999). *Marriage, divorce and children's adjustment*. Thousand Oaks, CA: Sage Publication.

Emery, R.E. (2008). *La verità sui figli e il divorzio. Gestire le emozioni per crescere insieme*. Milano: FrancoAngeli.

Fusar Poli, C. (2013). *Interventi di gruppo per figli di genitori separati: dalla rassegna sistematica narrativa all'analisi esplorativa dei Gruppi di Parola*. Università Cattolica del Sacro Cuore, Milano (Tesi di dottorato non pubblicata).

Fusar Poli, C., & Molgora, S. (in press). Una cornice teorica per leggere il Gruppo di parola: il modello relazionale-simbolico. In C. Marzotto (Ed.), *Gruppi di parola per la cura dei legami familiari*. Milano: FrancoAngeli.

Greco, O. (2006). *Il lavoro clinico e sociale con le famiglie complesse. Il test La doppia Luna nella ricerca e nella terapia*. Milano: Franco Angeli.

- Hawley, D.R. (1995). Assessing change with preventive interventions: The Reliable Change Index. *Family Relations*, 44(3), 278–284.
- Jacobson, N., & Truax, P. (1991). Clinical significance: A statistical approach to defining meaningful change in psychotherapy research. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 59, 12–19.
- Kazdin, A. (1996). *Metodi di ricerca in psicologia clinica*. Bologna: Il Mulino.
- Kelly, J.B. (2000). Children's adjustment in conflicted marriage and divorce: A decade review of research. *Journal of the American Academy of Child & Adolescent Psychiatry*, 39(8), 963–973.
- Kelly, J.B., & Emery, R.E. (2003). Children's adjustment following divorce: Risk and resilience perspectives. *Family Relations*, 52, 352–362.
- Marzocchi, G.M., Di Pietro, M., Vio, C., Bassi, E., Filoramo, G., & Salmaso, A. (2002). Il questionario SDQ Strength and Difficulties Questionnaire: uno strumento per valutare difficoltà comportamentali. *Difficoltà Di Apprendimento*, 8(1), 483–493.
- Marzotto, C. (1999). Transizioni familiari e nuovi servizi per il legame sociale. *Politiche Sociali e Servizi*, 2, 81–100.
- Marzotto, C. (2004). I bisogni dei figli delle famiglie divise e le risorse istituzionali. In M.L. De Natale (Ed.), *Pedagogisti per la giustizia* (pp. 665–684). Milano: Vita e Pensiero.
- Marzotto, C. (2007). Appartenere alle due stirpi: i Gruppi di Parola per figli di coppie separate. In E. Scabini & G. Rossi (Eds.), *Promuovere famiglia nella comunità* (pp. 141–159). Milano: Vita e Pensiero.
- Marzotto, C. (Ed.). (2010). *I Gruppi di Parola per figli di genitori separati*. Milano: Vita e Pensiero.
- Marzotto, C. (Ed.). (in press). *Gruppi di parola per la cura dei legami*. Milano: Franco Angeli.
- Molgora, S., Fusar Poli, C., & Montanari, I. (in press). La ricerca clinica sui Gruppi di parola. In C. Marzotto (Ed.), *I Gruppi di parola per la cura dei legami familiari*. Milano: FrancoAngeli.
- Montanari, I., Fusar Poli, C., Farinacci, P., & Garbelli, E. (2010). Le parole e i gesti. In C. Marzotto (Ed.), *I Gruppi di Parola per figli di genitori separati* (pp. 75–141). Milano: Vita e Pensiero.
- Pedro-Carroll, J.L. (2001). The promotion of wellness in children and families: Challenges and opportunities. *The American Psychologist*, 56(11), 993–1004.
- Pedro-Carroll, J.L. (2005). Fostering children's resilience in the aftermath of divorce: The role of evidence-based programs for children. *Family Court Review*, 43(1), 52–64.
- Schick, A. (2002). Behavioral and emotional differences between children of divorce and children from intact families: Clinical significance and mediating processes. *Swiss Journal of Psychology*, 61(1), 5–14

Les dispositifs de résilience sociale quand les communautés sont fragilisées. L'exemple des cercles collectifs d'épargne

Pascale Jamouille et Wily Lahaye

Université Catholique de Louvain

Pascale Jamouille est dr en anthropologie, licenciée en lettres et assistante sociale. Elle est chargée de cours à l'Université de Mons (UMons) et de Louvain-La-Neuve (UCL). Elle est membre du CeRIS (Centre de recherche en inclusion sociale), du LAAP (Centre d'anthropologie prospective) et de IACCHOS. Wily Lahaye est philosophe et dr en psychologie et sciences de l'éducation. Il est professeur à L'Université de Mons (UMons) où il dirige le Service des Sciences de la Famille et le CeRIS

Quand le salariat devient précaire (Wacquant, 2007), comment les familles vulnérables tiennent-elles debout ? Comment résistent-elles aux psychopathologies sociales générées par la désaffiliation, le chômage et l'économie de la débrouille (de Gaulejac, 2011 ; Castel, 2003 ; Roche, 2005) ? Comment vivent-elles les transformations des familles contemporaines (séparations, monoparentalité, recompositions...) dans de tels contextes ? Quelles ressources peuvent-elles mobiliser dans leurs communautés de vie ?

Nous décrivons ici les processus d'inclusion et de dialogue interculturel à l'œuvre dans « la cagnotte du bar le Plaza », un cercle d'épargne collectif implanté dans un café populaire et métissé.¹ Cette cagnotte est un lieu heuristique, protecteur ; un micro-monde social investi de façon pragmatique et inventive par des familles fragilisées. En favorisant la rencontre et la compréhension mutuelle des différentes cultures en présence dans le quartier, cette cagnotte est un lieu d'invention de la vie affective et familiale en milieux précaires et migrants. Faire partie de la cagnotte permet aux parents de diversifier leurs pratiques sociales et économiques, de

bénéficier de médiations informelles pour gérer les conflits et « problèmes de famille ».

Dans un premier temps, nous avons réalisé une description de la cagnotte selon une approche ethnographique : quelles sont ses règles de fonctionnement, les jeux de tensions et les relations d'entraide, à multiples dimensions, qui s'y nouent ? Les cagnotteurs disent qu'ils participent à la cagnotte pour épargner. Cependant, nous le verrons, la plupart s'offrent mutuellement des consommations ; aussi, ils dépensent au bar du Plaza bien plus qu'ils n'épargnent. Ils s'exposent aussi à la surconsommation d'alcool. Cependant ils continuent à cagnotter d'année en année, certains participent même à plusieurs cagnottes, parce qu'ils y gagnent des informations, une vie émotionnelle, des relations et des protections. En somme, cette pratique apparaît comme un processus informel de retissage ou de maintien des liens de socialisation dans un contexte de fragilisation et d'exil. Une opération que nous pourrions qualifier de résilience sociale.

Dans un second temps, nous interrogerons cette dimension sociale et collective de la notion de résilience au regard de ce terrain d'enquête. En effet, depuis son émergence dans la littérature scientifique des sciences humaines, à la suite des travaux d'E. Werner dans les années cinquante (Werner et Smith, 1989), le concept de résilience a

¹ Dans un souci de confidentialité et pour donner une dimension plus universelle aux processus décrits, dans cet article, nous avons anonymisé tous les noms propres (lieux, noms de personnes...)

toujours été défini comme une caractéristique, un facteur voire un processus individuel (Werner et Smith, 1989 ; Rutter, 1987 ; Vanistendael et Lecomte, 2000 ; Manciaux, 2001 ; Cyrulnik et Seron, 2003 ; Cyrulnik, 2008). Pour ces auteurs, la résilience est un phénomène dont la résultante demeure intrinsèque et propre à l'individu, décrivant sa capacité à reprendre un nouveau développement à la suite d'un traumatisme. Par la suite, cette conception a évolué grâce à une constellation d'horizons scientifiques variés qui ont ouvert la notion de résilience, en montrant la nature multifactorielle des processus résilients. Dans cette version élargie et interdisciplinaire, la résilience est une reprise de développement qui relève d'un mécanisme qui intègre aux facteurs personnels les ressources de l'environnement (apports de la socio-anthropologie et de la psychosociologie), les apprentissages liés aux interactions comportementales (l'éthologie), les potentialités de l'épigénétique (la neurobiologie), les complexités de métissages socioculturels dans un contexte interculturel (l'ethnopsychiatrie) et bien d'autres ressources encore. Dans cette évolution actuelle du concept (Cyrulnik et Jorland, 2012 ; Ionescu, 2011 ; Delage, 2008), la résilience se présente comme un mécanisme complexe, rompant avec des conceptions déterministes monolithiques encore trop souvent présentes dans les écoles de pensées en sciences humaines. Toutefois, même si sa dimension multifactorielle commence à être intégrée, dans le champ scientifique, comme dans le sens commun, la résilience demeure une notion à géométrie individualiste, dont les effets restent cantonnés à la dimension personnelle.

Dans l'exemple présent des cercles d'épargne collective, il s'agit d'examiner dans quelle mesure une collectivité - ou une communauté solidarisée par une pratique spécifique - pourrait être qualifiée de

résiliente par la dynamique qu'elle instaure entre les individus.²

Participer à une cagnotte

Les cagnottes peuvent être des tirelires géantes, fixées au mur, généralement à côté du comptoir de cafés populaires. La face externe est quadrillée d'une centaine de cubes nominatifs et numérotés. Au centre de chacun d'eux, une fente permet au cagnotteur de glisser la somme qu'il peut épargner chaque semaine. Mais la cagnotte du Plaza est une simple boîte en carton verte, glissée derrière le comptoir, dans laquelle sont rangées, par ordre numérique, les enveloppes contenant la feuille de compte de chacun des cagnotteurs.

Issues de la tradition ouvrière, les cagnottes proposent à leurs membres une planification collective de leur épargne, sur une année, pour faire face à une dépense d'envergure. Les « anciens » cagnottaient « pour rentrer le charbon » pour l'hiver ; aujourd'hui, on cagnotte pour « mettre de côté pour les vacances ». Situé au cœur d'une grande ville d'une ancienne région minière, le Plaza, est un bar populaire fréquenté par des populations qui vivent aujourd'hui d'importantes souffrances psychiques d'origine sociale (Furtos, Joubert et Louzoun, 2005). Peu de membres de la cagnotte travaillent « en déclaré », ils disent « bricoler à droite, à gauche ». S'ils viennent cagnotter dans ce bar du centre-ville, beaucoup vivent dans d'anciennes cités ouvrières périphériques, devenues des cités d'habitats sociaux. Les vagues successives d'émigration dans cette région d'anciennes industries ont composé un monde urbain multiculturel ; la cagnotte du Plaza rassemble des personnes de toutes origines. Si pour elles, l'argent est rare et difficile à épargner, être protégé est

² Notons que cette posture du groupe résilient, et non plus de l'individu résilient, trouve déjà quelques fondements dans la littérature lorsqu'il s'agit de considérer la famille résiliente (Delage, 2008) ou les traumas collectifs (Tousignant et Ehrensaft, 2005).

aussi une préoccupation quotidienne. Pour pouvoir faire face aux aléas de leurs vies fragiles, les plus précaires ont besoin d'un large réseau d'interconnaissances, d'appartenir à des cercles ; ce qui explique le succès des cercles d'épargne collectifs. Les règles officieuses et officielles des cagnottes se sont adaptées aux évolutions des besoins et des conditions de vie de leurs affiliés.

Pendant une année, l'ethnologue est devenue membre de la cagnotte du Piazza. Elle y a mené une enquête de terrain, en combinant les sources (descriptions ethnographiques, observations directes et participantes, entretiens formels et informels, récits de vie...) (de Sardan, 2008). Elle a fréquenté assidûment sa cagnotte, participé à ses activités, noué des relations, épargné chaque semaine et récupéré son épargne à la fin de l'année. Ce faisant, elle a recueilli une diversité de données d'expérience sur ce micro-monde. Elle a pu observer comment il pouvait faire support social, espace-temps de transculturalité, de subjectivation et d'entraide, pour de nombreux membres.

Les cagnotteurs(euses) du Piazza

Traditionnellement, les cagnottes sont gérées par un président, un trésorier et un secrétaire. En juin de cette année-là, Orlanda, la secrétaire belge d'origine belge de la cagnotte fonda le comité de la cagnotte du Piazza avec Khaled, le patron du café, belge d'origine marocaine, et Halil, un ancien du charbonnage belge d'origine turque.

A cette époque, Orlanda vit dans une petite maison sociale, dans une cité « *mal vue* » de la périphérie. Elle a une quarantaine d'années et élève seule ses trois enfants, de pères différents, après des échecs conjugaux qui ont trempé son caractère. Elle a déjà géré les comptes de plusieurs cagnottes. D'une honnêteté rigoureuse, elle est directe, franche, généreuse et drôle. Son sens de la répartie et son intelligence aiguë des situations l'amènent à recevoir les confidences des

cagnotteurs. A sa table du Piazza, elle passe beaucoup de temps à écouter « *les problèmes d'argent et de ménage* ».

Khaled est bel homme, il est le patron du Piazza, il est célibataire, ce qui a rapporté à notre cagnotte un important public féminin. « *La cagnotte c'est bon pour lancer un commerce* », dit-il. Dans son café, Khaled a créé un espace métissé à double scène: un bar commercial, baroque populaire, « *à la belge* », et un recoin petit salon « *à la marocaine* », pour les états d'âme et les affaires de familles. La permanence, pour relever l'épargne des cagnotteurs, a lieu dans le bar « *à la belge* » mais dès que la conversation prend un détour plus intime, les interlocuteurs se rendent dans le salon marocain.

Halil Bâba, notre président, est turc. Il est le 'Bâba' de la cagnotte, son père spirituel, son garant. Halil est un Alévi, une minorité musulmane proche du chiisme, originaire des montagnes du sud-est de la Turquie (Lebrecht, 1997). L'alévisme est structuré à la manière d'une confrérie mystique, ayant sa hiérarchie de maîtres spirituels qui, selon leur degré d'influence jouent un rôle régulateur dans la communauté. Ces maîtres spirituels, appelés différemment selon les aires culturelles ('Cheick', 'dédé', 'pir', 'serign') jouent un rôle de conseil, d'avis, d'orientation spirituelle. C'est le rôle joué par Halil. Dans la coutume alévie, la vérité est dans le cœur de l'homme, elle s'acquiert, elle n'est pas révélée. Le conseil doit permettre à celui qui le reçoit de discerner « *la bonne vérité* », le laissant libre de penser ou d'agir (Fayt, 2003).³ De loin, « *des camarades* » viennent

³ Pour les Alévis, Dieu vit dans le cœur de chaque être humain sans distinction de race de sexe ou de religion. Les textes religieux doivent être interprétés de façon subjective et inter-subjective. Car la vérité se trouve, derrière les mots, dans la parcelle de divinité que chacun a en lui. Elle s'apprend dans la relation avec l'autre. « Vous devez apprendre qui vous êtes. ... Vous devez découvrir ce qui est bon en vous » disent les dédés (pères spirituels alévis) quand ils donnent le

consulter Hali Bâba, lui demander des conseils, des autorisations ou des conciliations. Halil « *parle droit* ». Dans les « *affaires de familles* » et/ou « *de business* », les conflits de voisinage, d'héritages ..., « *je réfléchis et je dis : Si tu fais ça, tu vas gagner* », explique Halil. Sa notoriété dépasse les frontières de la communauté alévie en migration ; « *les sunnis* » [croyants de la branche sunnite de l'islam] aussi le consultent. Du matin au soir, Halil fait de la médiation. Il va « *à gauche à droite, pour arranger les affaires.* » Ce rôle de tiers, en marge des institutions, est très utile dans la vie de la cagnotte.

Chaque membre du comité a ramené à la cagnotte son réseau de relations. En une quinzaine de jours, il a réuni 82 cagnotteurs d'origines différentes : 11 d'origine turque, 15 d'origine marocaine, 8 d'origine algérienne, 33 d'origine belge, 11 d'origine italienne, 3 d'origine polonaise et 1 d'origine portugaise.

Traditionnellement les cagnottes sont plus masculines que féminines, mais la nôtre est totalement mixte : 42 femmes et 40 hommes. La moyenne d'âge tourne autour de 35 ans. La cagnotte du Plaza comptait beaucoup de célibataires, intermittents du couple, qui avaient ou pas des enfants, avec qui ils vivaient ou pas. Aussi les « *problèmes de famille* » tissaient les conversations.

Les vulnérabilités vécues par les cagnotteurs étaient de différents ordres. Outre leurs difficultés d'insertion dans l'économie légale, la plupart d'entre eux vivaient ou avaient vécu les aléas des familles contemporaines (divorce, monoparentalité, recomposition ...). De nombreuses cagnotteuses, mères en solo, vivaient, comme Orlanda, en marge de l'emploi, confinées avec leurs enfants, dans des complexes de logements sociaux, où l'implantation forte de

l'économie souterraine exposait leurs enfants (Jamouille, 2002). Ces femmes avaient souvent accumulé de la rancune contre les hommes parce qu'ils les avaient fait souffrir et avaient été peu présents pour leurs enfants ou beaux enfants. Pour leur part, de nombreux cagnotteurs souffraient, eux, de vivre séparés de leurs enfants ; comme si la coparentalité prévue par le législateur ne les avait pas protégés de la dépaternalisation (Jamouille, 2005 ; Marquet, 2005). Beaucoup incriminaient leurs ex-femmes qu'ils accusaient de les avoir évincés de leurs fonctions parentales. Ils racontaient haut et fort, et dans le détail, comment la précarité et l'intervention sociojuridique, façonne des dyades mères/enfants. Des mères isolées s'épuisaient à gérer - toutes seules et tout le temps - toutes les fonctions de la parentalité. Certaines réclamaient une part de vie de femme, alors que leur vie faisait surtout d'elles des mères, parfois débordées par les conduites à risque de leurs adolescents (Jamouille, 2002). Certaines se demandaient comment impliquer les pères de leurs enfants dans des formes de coéducation ; d'autres refusaient l'idée même d'un partage éducatif, ce qui laissait pas mal de beaux-pères sur le carreau, quand ils tentaient de prendre une place d'autorité dans ces foyers (Jamouille, 2008).

De nombreux cagnotteurs (teuses) cherchaient à faire leurs propres chemins dans attermoissements de l'interculturalité et les oscillations des métissages socio-culturels (Laplantine et Nouss, 2011). Ils vivaient des couples mixtes, de plus ou moins longues durées. Beaucoup de migrants se sentaient mis à distance par leurs enfants, métis socio-culturels, qui ne leur ressemblaient pas (Sayad, 1999 ; Jamouille, 2013).

Peu de membres de la cagnotte travaillaient officiellement ; la plupart étaient peu formés et qualifiés. Ils vivent de combinaisons de petits revenus : des allocations de retraite, de chômage, d'aide sociale ou de maladie ; du travail contingent, de petites « *affaires* » [activités économiques

conseil (Fayt, 2003 : 156 ; Lambrecht, 1997 : 42, 37, 66 et 2).

hors taxe] ou des débrouilles d'appoint. Aux aléas du précaire et de l'économie souterraine, aux disqualifications sociales, aux relégations spatiales qu'ils vivaient dans leurs quartiers d'habitation sociales (Paugam, 1991 ; Lapeyronnie, 2008) se conjuguait souvent des vécus de discrimination ethnico-raciale (Castel, 2007) et des souffrances transculturelles (Moro, 2002, 2010). Or, sur ces points de vulnérabilité, nous le verrons, les activités de la cagnotte sont des points d'appui.

Le fonctionnement de la cagnotte

Le règlement de la cagnotte, affiché au mur du Plaza, stipule que la mise minimum est de 5 euros par semaine. Officieusement, la mise maximum était de 100 euros/semaine. En effet, si le comité de la cagnotte refuse d'aider au blanchiment de l'argent « *des gros bonnets du trafic* » ; de façon pragmatique il ne refusait pas d'aider de « *petits jeunes à mettre un petit quelque chose de côté* ». Les cagnotteurs remettent « *leur semaine* » à un des membres du Comité ou à la serveuse du Plaza. Le réceptionnaire additionnait ce montant à leur épargne globale, sur leur fiche de compte. Des cagnotteurs faisaient parvenir leur semaine à Orlanda par divers moyens. Outre ses « permanences » au Plaza, l'argent arrivait à son domicile, de la main à la main, par un de ses enfants, dans une enveloppe glissée sous la porte. Ce qui montre l'inscription d'une confiance dans l'entre-soi de la cagnotte, une confiance en soi nourrissante sur le plan psychique. D'autant plus qu'« *aujourd'hui, dans la vie, tu ne peux jamais baisser ta garde* » (Khaled).

Tous les dimanches, à vingt heures, Halil, Orlanda et Khaled « *relèvent la cagnotte* » ensemble dans le petit salon marocain attendant au café. Les montants de chaque cagnotte doivent rester secrets, le comité est tenu au silence. Chacun doit pouvoir cagnotter pour lui et les siens - hommes, femmes et enfants, légitimes ou illégitimes - dans le plus strict anonymat.

Khaled dépose la cagnotte globale de la semaine, à la banque, le lundi matin, sur le compte collectif « spécial cagnotte » à 2,5 %. Pour retirer la cagnotte, il faut sa signature et celle d'Halil. Cette règle, comme d'ailleurs les documents comptables individuels de la cagnotte, montrent qu'elle se différencie des tontines africaines ou des « *guns* » [mode d'épargne collective des femmes turques en migration] (Jamouille, 2002). Tontines et « *guns* » ont un idéal beaucoup plus communautaire ; elles fonctionnent sur la parole donnée, parfois sans reçus. Chacun remet à date fixe une somme à la tontine ou à la « *gun* » ; octroyée à tour de rôle à chacun de ses membres. Seuls une confiance de longue durée entre les membres et un contrôle social fort peuvent assurer ce fonctionnement redistributif. Les cagnottes ont un autre référentiel, adapté à l'individualisme contemporain et à la mobilité des populations précaires. Chacun ne récupère que sa propre épargne, un an plus tard, et les inscriptions comptables sont déterminantes.

Les cagnottes ont des règles de continuité et de convivialité, associées à des sanctions financières. Ainsi le cagnotteur qui omet d'épargner est soumis à une amende de trois euros par semaine, au profit de la collectivité. Et « *au bout de quatre semaines sans nouvelles, l'argent retourne à la cagnotte* », indique le règlement. L'argent des amendes et des cagnottes interrompues ainsi que les intérêts bancaires sont redistribués équitablement, à tous les membres, en fin d'année.

Quatre assemblées générales de la cagnotte sont organisées par an. Elles ont généralement lieu le dimanche soir, en début de mois, « *une fois que le chômage et l'aide sociale sont tombés.* » (Halil) Au cours des assemblées, chaque cagnotteur est invité individuellement à contrôler sa fiche. Khaled fait l'accueil, tandis qu'Orlanda et Halil reçoivent leurs cagnotteurs, l'un après l'autre, dans le petit salon marocain. Après les salutations et les politesses d'usage, ils

vérifient les comptes ensemble. Ensuite le cagnoteur signe sa fiche. La plupart poursuivent la soirée au Piazza, participent à un repas de cagnoteurs et à une fête dansante, où les jeux de séduction sont ensuite largement commentés.

L'épargne de l'année est remise aux cagnoteurs fin juin de l'année suivante, ce qui peut leur permettre de financer leurs vacances. Fin septembre, le mois le plus dur sur le plan financier, le comité offre aux cagnoteurs « *le souper de la cagnotte* », avec les intérêts du compte global. « *A ce moment-là, une invitation à souper, les gens sont contents.* » (Orlanda). Les excusés reçoivent un cadeau (un colis ou deux bouteilles de vin).

Dans la vie de la cagnotte, les dates festives, les moments de dépense et de redistribution sont continuellement adaptés aux aléas de la vie des précaires, où l'argent ne fait pas long feu dans les porte-monnaie, où toutes les charges sont difficiles à gérer.

Pendant une année, les cagnoteurs mettent en commun un bien précieux, leur épargne, comptant sur l'émulation du groupe. De fait, nous le verrons, ils mettent aussi en commun des relations et des réseaux. Ils mobilisent de l'information, des régulations et des formes d'entraide ; ce qui, dans les économies de survie, vaut bien plus que l'épargne.

La dimension socio-économique des relations de la cagnotte

La plupart des cagnoteurs n'ont pas de travail déclaré. Ils participent à des circuits économiques informels pour gagner leur vie, boucler leurs fins de mois ou « *faire des extras* ». Certains ne veulent d'ailleurs aucune trace bancaire de leur épargne. « *Ils ont leurs raisons, on ne leur demande pas. Mais ils devront me signer un reçu au moment où je leur rendrai leur cagnotte, pour qu'il y ait une preuve que je la leur ai bien donnée.* » dit Orlanda. Elle sait que chacun et tous doivent

composer de façon mesurée, avec l'économie souterraine depuis que « le travail s'en est allé » (Beaud et Pialoux, 1999).

Dans la cagnotte, beaucoup s'informent des possibilités de travail en noir à l'heure, à la journée ou à la semaine. Appels d'offres, devis, marchés informels s'établissent. Halil, par exemple, prend tous les matins son petit déjeuner au Piazza. De là, sa journée s'organise : un travail qu'on lui propose, une équipe à former... Les cagnoteurs offrent des services variés : travaux du bâtiment, garnissage, ramassage de fruits et légumes, mécanique auto, brocante, heures de ménages, « coups de main » pour l'Horeca ... Les paiements se font généralement « *de la main à la main* ».

Au Piazza, comme partout en ville, on vend tout et à toute heure : parfums, vêtements, jouets de provenance indéfinie. On y cherche aussi le bon renseignement pour un appartement qu'on veut louer, une fausse domiciliation ou un salon 'deuxième main' dont on aurait besoin.

Le cercle d'épargne régule *a minima* ces pratiques économiques informelles. Il offre certaines garanties : des arbitrages et une relative visibilité des affaires traitées. Pour ne pas perdre leur réputation, les cagnoteurs ont tout intérêt à respecter les engagements qu'ils prennent les uns envers les autres.

Les pratiques socio-affectives

Lorsqu'un cagnoteur a besoin d'un coup de main pour régler des problèmes avec sa banque, avec le chômage ou l'aide sociale, il sait qu'il peut aller voir Orlanda, à sa table. Elle guide de nombreux cagnoteurs dans la jungle socio-administrative. Elle dispose d'un vaste réseau de relations, d'appuis et d'informations. Orlanda a une sensibilité particulière aux problèmes des gens. Ecouter, conseiller et assister les cagnoteurs l'aide à faire face aux aléas de sa propre vie

sentimentale. La cagnotte lui permet de faire de nouvelles rencontres, d'accéder à une plus grande diversité de pratiques festives et sociales.

Si des couples cagnotent, beaucoup de membres participent au cercle d'épargne « *en célibataire* ». Les amours s'y font et s'y défont. Des messages sont laissés au bar. Les cagnoteurs potinent et jaugent : « *Qui est venu ? Qui a demandé qui ? Qui est avec qui ? ...* ». Qui est 'classe', 'paumé' ou 'traîne savate' ? Qui est 'marié' ou 'célibataire' ? Qui 'fait la merde', est 'trop méchant' ou est 'droit' ? » Le jeu des approches et des rumeurs bat son plein. Tous l'alimentent, s'en servent, s'en plaignent. Ils « *tchatchent* », se mettent en scène, jouent sur « *l'épate* » ; parallèlement, ils se renseignent sur les femmes ou les hommes qu'ils convoitent. La rumeur devient une forme de régulation sociale avec des sanctions positives et négatives puissantes. Le cercle de cagnoteurs est un lieu de rencontre, pluriculturel, dans l'anonymat relatif du centre-ville, loin du quartier et du foyer. Pour les femmes seules et sans travail régulier, enfermées dans leurs appartements avec leurs enfants, la cagnotte est un espace social. Certaines y retrouvent un compagnon « *fixe* », « *qui les montrent* » à l'extérieur, d'autres un « *homme de passage* ». A la cagnotte, elles peuvent vivre leur « *vie de femme* », sans risquer d'être jugées par le voisinage, tandis que dans leur quartier, elles sont cantonnées à un rôle de mère. « *Une cagnotte, ça permet d'organiser tes sorties, de voir du monde, d'aller boire un verre, sans qu'on parle trop sur ton dos.* » (Orlanda). La cagnotte sert aussi à se retrouver entre amis pour partager de bons moments ensemble.

A la table d'Orlanda, la conversation roule continuellement sur l'amour : la complexité des relations, les représentations de la masculinité et de la féminité dans les différentes cultures d'origine des cagnoteurs, les ruptures et les jalousies amoureuses. Ce monde social est marqué par des souffrances

intimes (Clair, 2008). Les cagnoteuses parlent de leurs déceptions, de la violence de leurs sentiments et de l'importance des jeux de réputation sociale. Adolescentes, beaucoup ont connu la violence masculine dans les bandes de jeunes de leur quartier, dans leur famille ou avec un ancien compagnon (Sauvadet, 2006). Elles continuent à chercher l'amour mais, lorsqu'elles s'en approchent, leur passé leur « *remonte dessus* ». Certaines sont attirées par le combat et l'humiliation amoureuse comme des papillons par la flamme de la bougie. Elles résistent, elles ne veulent pas replonger dans les échanges violents qu'elles ont connus. Mais plus un homme leur plaît, plus elles le défient et le mettent à mal publiquement, aux prises avec des scénarios psychiques qu'elles n'arrivent pas toujours à gérer.

La jalousie, l'emprise sur l'autre, la peur panique de le perdre et les bouffées incontrôlables d'agressivité semblent s'être incorporées aux vies amoureuses de femmes qui ont connu la violence, « *comme des vieux démons qui reviennent* ».

Les interactions quotidiennes de la cagnotte révèlent sensiblement ces difficultés du rapport hommes/femmes lorsque les partenaires ont connu le climat de domination masculine dans la culture de la rue ou le foyer. La rancœur des femmes, les conséquences des traumatismes subis ; le virilisme des hommes socialisés « *à l'école de la rue* » (Jamouille, 2005) sont des facteurs de tension amoureuse bien plus prégnants que les différences culturelles des couples qui se forment.

Dans la cagnotte, les femmes parlent de leurs amours, cherchant à prendre distance avec des scénarii qui les détruisent. Certaines investissent le cercle d'épargne comme un espace de subjectivation et de régulations par l'entourage de leur vie affective. Elles cherchent à pacifier leurs relations avec les hommes qu'elles côtoient en engageant le dialogue avec eux dans le contexte égalitaire

de la cagnotte. Par la pratique de la conversation, hommes et femmes développent leur intelligence affective, relationnelle et interculturelle.

Discuter et régler « les affaires de famille »

Pour entrer en dialogue et établir des liens avec des personnes d'autres cultures ou d'autres classes d'âge, les cagnoteurs en font des parents. Ils s'affilient ainsi une nouvelle parentèle, interculturelle, même si ces nouveaux liens de filiation ou de fratrie sont parfois ambigus. Halil est vu comme « *le père de tous* ». Il est, souvent sollicité pour arbitrer les problèmes de couple et d'autorité dans les familles. Des mères isolées qui cagnotent, investissent Halil comme une figure tierce. Le cercle de la cagnotte permet une forme de coéducation. Les mères y trouvent des protections, des substitutions parentales et des arbitrages. Ce tissu social les aide à réguler leurs relations familiales et les écarts de conduite de leurs adolescents.

Des parents immigrés laissent aussi affleurer leurs déceptions dans les relations de cagnotte. Leurs enfants sont éduqués « *dans la cour des belges* » et s'éloignent de la coutume qu'ils voudraient leur transmettre. Par la pratique de la conversation, chacun cherche à comprendre l'autre, à inventer sa parentalité dans un monde nouveau, en transformation rapide, où les familles changent, où les couples sont mixtes, où les cultures se mélangent. Ainsi, en « *faisant la cagnotte* », Halil et Orlanda discutent de leurs enfants. Les éclairages et les conseils que se donnent la mère belge et le grand-père turc leur sont précieux. Élever des enfants dans un contexte socio-économique, familial et culturel en mutation est particulièrement délicat, une solidarité entre parents est d'autant plus nécessaire. Ils ont besoin de mutualiser leurs expériences, de s'appuyer les uns sur les autres pour élaborer leurs positions. Dans les relations sociales de la cagnotte, les parents entrent en contact avec d'autres règles familiales au sujet de

l'éducation, du statut de la femme, du rôle du père, de la gestion de l'argent... Ces échanges les enrichissent. Ils leur permettent parfois de décaler leurs positions ou de décoder autrement leurs problèmes de famille.

La cagnotte, comme support social⁴ et transculturel

La cagnotte du Piazza rapporte une vie collective et de l'entraide, ce qui, dans les situations d'isolement, vaut plus que l'épargne, même si l'épargne est le prétexte. Elle est, pour certains cagnoteurs, un lieu de reconnaissance et de réassurance sociales. Elle est aussi un support de métissage, où s'inventent des relations interculturelles et des parentés métissées. La participation à la même cagnotte réactive les solidarités et étoffe les parentés sociales⁵.

« *Belgo-belges* », ressortissants d'émigrations anciennes et récentes cagnotent ensemble, s'inscrivent dans une démarche collective pour faire face à certains surcoûts financiers. De surcroît, ils bénéficient d'un cercle de relations chaleureuses, protectrices et utiles. Les familles isolées, économiquement fragiles, traversées par des tensions et des violences sociales importantes, cherchent des ressources et des solutions à leurs difficultés dans leur réseau social. La participation à une ou plusieurs cagnottes peut leur permettre de diversifier leurs appuis et d'expérimenter le dialogue interculturel. La cagnotte rapporte des relations et tisse des liens solidaires. Les cagnoteurs se rendent toutes sortes de services et échangent des informations sur le travail, les « petits boulots » et les loisirs.

⁴ Les supports sociaux sont des cercles de relations et d'appartenance, supports de subjectivation, d'entraide et de solidarité. (Jamouille, 2008)

⁵ La parenté sociale comprend l'ensemble des relations adultes qui comptent pour un individu, sa parenté de cœur, symbolique ou spirituelle. Elle est faite de relations électives qui relèvent d'une entente privilégiée. La personne peut la mobiliser pour répondre aux besoins ordinaires de son existence (Godelier, 2004).

Les familles des mondes populaires vivent souvent des tensions conjugales et parentales importantes quand elles empruntent les itinéraires des familles contemporaines : monoparentalité, conflits conjugaux, divorces, recompositions.... Sortir du confinement qu'impose la précarité peut devenir essentiel. Cagnottes permet aux hommes et aux femmes de se rencontrer. La cagnotte abrite les jeux de séduction, les amours débutantes, les liaisons et déliaisons des couples. Des régulations et des médiations pacificatrices s'y opèrent. Le dialogue homme/femme, qui tisse la vie sociale du cercle d'épargne, peut apaiser les tensions de genre, même si le risque de débordements est permanent.

Les épargnants les plus isolés ont besoin de l'affection et de la protection d'une parenté élective pour gérer leurs problèmes, d'autant plus si leur propre famille s'est défaite, manque ou est restée au pays. Pour entrer en relation avec des personnes d'autres cultures, sexe ou classes d'âge, les cagnottes leur affectent une place de parents. Ils trouvent dans leur cercle d'épargne des frères et sœurs de condition ou des parents de substitution, de différentes cultures. Ainsi, par le « mélange » et la parole, la cagnotte promeut la santé mentale des populations. Elle sort certains parents de l'isolement, étoffe leur parenté sociale, leur donne un entourage. Outre sa fonction économique de lieu d'épargne, la cagnotte est un espace de réflexivité, de subjectivation, d'entraide et d'échange. Elle est un lieu d'invention des rapports hommes-femmes et des rôles parentaux dans des contextes d'immigration.

Un terrain qui fait évoluer la notion de résilience

Longtemps le concept de résilience s'est limité à la dimension personnelle et psychique de l'être humain (Werner et Smith, 1989 ; Rutter, 1987 ; Anaut, 2005 ; De Tichey et Lighezzolo, 2004) considérant que

l'individu résilient peut résister au trauma, traverser les coups du sort et prendre un nouveau cap de développement. Cette réduction fait reposer tout le potentiel de la résilience sur des caractéristiques individuelles. Une telle habitude provient essentiellement de deux mécanismes. Le premier est lié aux origines du terme de résilience dans les sciences naturelles, le second est propre à l'univers de la psychologie qui traite particulièrement du développement personnel de l'être humain. Dans les sciences physiques, la résilience désigne la propriété d'un matériau à résister aux chocs et à reprendre la forme qu'il détenait au départ. La résilience est ici considérée comme une dimension intrinsèque, une propriété propre à l'objet. D'autre part, en psychologie l'accent est mis sur l'étude de l'évolution du comportement et du psychisme de la personne : l'individu est au centre du spectre de référence. L'importation de la notion de résilience des sciences physiques aux sciences humaines allait donc s'effectuer avec ces deux présupposés et lorsque la psychologue Emmy Werner, au terme d'une étude longitudinale de 30 années, décrivait le parcours d'enfants résilients, elle s'interrogeait sur les particularités individuelles qui permettent d'expliquer pourquoi certains s'en sortent après avoir connu un cumul de facteurs de risque comme l'abandon, la carence affective et la maltraitance. Les travaux de Spitz, Bowlby et Rutter iront dans la même voie : relever les spécificités du développement individuel (comme le type de schéma d'attachement incorporé) qui permettent de comprendre comment l'être humain résiste au trauma et poursuit un développement positif, comme on comprend qu'un corps physique résiste à un choc et reprend sa forme initiale.

Même si, à bien des égards, le concept de résilience reste encore ancré dans ces mécanismes individuels et intrinsèques de compréhension, cette notion a évolué et s'est largement ouverte à l'empreinte des travaux de multiples sources telles que la

neurobiologie, l'éthologie, la sociologie ou encore l'anthropologie culturelle. Pour l'intérêt de la présente discussion, nous relèverons qu'une des transformations majeures du concept de résilience au cours de ces dix dernières années est d'avoir évolué vers une acception bien plus largement sociale qu'auparavant. L'importance accordée au 'tuteur de résilience' permet de mieux comprendre cette évolution. Le 'tuteur de résilience' fait partie de l'environnement de la personne. Il permet de soutenir l'individu dans son dépassement du trauma en favorisant l'ancrage dans des repères ou valeurs ou encore des voies de sublimations positives permettant de surmonter l'adversité. Il peut s'agir d'une nouvelle figure d'attachement qui ouvre un nouvel espace des possibles pour les personnes en difficulté.

Au-delà de sa fonction singulière, le tuteur peut être compris non plus comme une personne mais bien comme un groupe ou encore comme un dispositif, un fonctionnement, une entité sociale qui permet de concevoir le mécanisme de la résilience dans une acception sociale. Ce cadrage social permet de concevoir la résilience comme un processus qui peut s'appliquer tantôt à un 'corps' individuel et tantôt à un 'corps' social autrement dit à un groupe ou une collectivité dans un contexte traumatogène. Il s'agit de considérer la résilience comme une dynamique que soutient les relations interpersonnelles par la mise en place de (nouveaux) dispositifs sociaux qui fédèrent, rassemblent et structurent la socialisation. Ces pratiques font figure de nouvelles modalités d'attachement dans des espaces communautaires (sans pour autant être communautaristes) qui facilitent l'inclusion sociale et permettent aux groupes de maintenir les liens face à l'adversité. Ces pratiques illustrent dans quelle mesure la résilience se nourrit des contextes sociaux qui la rendent possible. C'est cette lecture sociale de la résilience que nous souhaitons mettre en lumière à travers l'illustration des cercles d'épargne collective qui ont été décrits précédemment.

La cagnotte comme pratique de résilience sociale

La cagnotte est d'abord un espace monétaire qui relie un ensemble de personnes fragilisées par les coups durs de la vie sociale, culturelle, professionnelle et affective. Les liens sont d'abord ceux d'une solidarité des membres d'une communauté de l'entraide et de la débrouille collaborative. Ces liens prennent vite le pas sur l'enjeu financier que représente la fonction de la cagnotte pour devenir un cercle de reliance ou un 'corps' social. En somme la cagnotte définit les contours d'une collectivité dont les membres sont reliés par des liens monétaires (la face explicite) mais qui renvoient à des pratiques solidaires codifiées (la face implicite) qui tendent à renforcer le maintien des membres dans l'espace social licite.

Quelle(s) caractéristique(s) commune(s) partagent les membres de la cagnotte ? Qu'est-ce qui en fait des candidats au processus de résilience initié dans l'épargne collective ? Les personnes qui se rassemblent dans cette pratique sont d'origines diverses et ont été confrontées à de la souffrance. Si certains ont vécu de grandes violences, ils ont pu rester en lien avec les autres. Ils ne sont pas sujet à l'hébétéude ou l'impossibilité d'agir ou une 'mort psychique' immédiate, indicateurs souvent repris dans le concept de trauma antérieur au processus de résilience individuelle. Les membres de la cagnotte sont plutôt des victimes d'une souffrance qui se distille sur le long terme avec des vécus de discriminations (par l'effet migratoire) et de désinsertions (par l'effet de l'emploi sous-qualifié et sous-rémunéré, voire la perte d'emploi) en cascade, qui aboutissent à des contextes de relégation voire de déni d'existence dans une société normée. Ici le trauma n'est pas un choc immédiat et individuel, il est plutôt constitué d'une suite continue et lancinante d'événements disqualifiant qui aboutissent, à terme, à une mise au ban voire un déni d'appartenance à la vie sociale courante et qui qualifie tel groupe d'exclus sur un territoire donné. Tel est le

trauma social que traversent les membres de la cagnotte.

La cagnotte garantit l'épargne de fin d'année mais surtout elle donne un caractère indéfectible aux solidarités de liaison entre les membres. Ce qu'elle représente est essentiellement l'assurance que les membres du groupe peuvent compter sur les liens d'entraide qu'elle génère. Il s'agit ici de restaurer la possibilité de liens d'attachement secure dans un contexte qui rend les liens fragiles. Ces solidarités ne sont pas des liens para-sociaux comme s'il s'agissait de créer une société alternative. Il s'agit bien plus d'un retissage des liens sociaux qui se sont délités par l'adversité. La cagnotte apparaît comme un processus dans lequel les groupes affiliés négocient leur attachement au monde social : il s'agit de trouver des petits boulots, des activités passagères voire du travail 'au noir' comme autant d'alternatives qui permettent de faire la soudure entre l'espace explicitement social (les revenus complémentaires ou de l'action sociale) et l'espace de désocialisation qui fonctionne comme une zone butoir de laquelle on veut se démarquer. Dans cette mécanique, la cagnotte se présente comme un tricot de relations tissées, un véritable tricot de résilience pour un groupe fragilisé qui remaille les liens distendus avec la société de laquelle ils risquent souvent le décrochage.

Halil, Orlanda et Khaled qui organisent la cagnotte sont les figures emblématiques du cercle de reliance. Ces personnages mettent en scène la confiance qui soude les liens des membres de la cagnotte. Ils sont en quelque sorte les figures d'attachement du groupe. Plus particulièrement Halil fonctionne comme une figure paternelle pour le groupe, par ses conseils et son rôle de conciliateur. Il constitue un repère de « bonne conduite », une sorte de tuteur pour le groupe. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'un tuteur pour un cas individuel, il s'agit plutôt d'un tuteur référent pour le groupe. Plus largement, l'échange de bonnes pratiques au sein du groupe

(notamment en ce qui concerne la relation entre parents et enfants) permet de considérer que la co-éducation est une fonction tutrice de résilience au sein de la collectivité de la cagnotte. En somme, dans ce cas, une personne ou une pratique joue un rôle de support (ou de tuteur) pour reconsolider les liens sociaux et intergénérationnels.

En guise de conclusion : de la résilience individuelle à la résilience sociale

Au-delà de son rôle d'épargne collective, la pratique de la cagnotte apparaît comme un véritable ressort social, un processus de résilience sociale. La cagnotte n'est pas seulement un support social ou un point d'appui, susceptible de s'adresser à des individus d'horizons différents pour les inscrire dans une logique de soutien collectif. Le mécanisme de reliance que suscite la cagnotte dépasse les perspectives et les effets des actions sociales pour la resocialisation (professionnelle, formative ou plus largement à vocation de santé sociale ou mentale). Bien plus, la cagnotte se présente comme une pratique d'initiative interne, propre à une collectivité qui traverse un trauma social. Par cette pratique le groupe adhérent fait corps social et met en œuvre des interactions interpersonnelles, propres au système de cagnotte, qui visent à restaurer l'attachement secure et à fabriquer des fonctions de tuteurs en vue de renouer avec les normes sociales en cours. Certes, il ne s'agit pas d'un processus de normalisation mais plutôt d'une manière de sortir du déni social, de l'exclusion aux marges de laquelle pourraient être relégués la plupart des cagnotteurs. Les pratiques mises en œuvre visent ainsi à ressourcer la dynamique de socialisation, d'appartenance et d'inclusion des membres de la cagnotte.

D'une perspective individualiste, le concept de résilience passe ainsi dans une dimension sociale qui permet de mieux intégrer ce concept dans un contexte systémique et environnemental (au sens large du terme), considérant qu'un corps social peut

faire résilience. Il s'agit également de rendre compte des pratiques de ressourcement dont un groupe peut faire preuve, indiquant ainsi que l'horizon d'indétermination peut non seulement affecter l'individu mais aussi une collectivité ou un groupe.

Bibliographie des auteurs cités

ANAUT Marie, *La résilience. Surmonter les traumatismes*, Paris, Coll.128-Psychologie, Armand Colin, 2^{ème} édition, 2005.

BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, 1999.

CASTEL Robert, *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes ?*, Seuil, 2007

CASTEL Robert, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Seuil, 2003.

CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Gallimard/ Folio essai, 1995.

CLAIR Isabelle, *Les jeunes et l'amour dans les cités*, Armand Colin, 2008

CYRULNIK Boris (dir), *Ces enfants qui tiennent le coup*, Revigny-sur-Ornain, Editions Hommes et Perspectives, 2^{ème} édition, 2008.

CYRULNIK Boris et JORLAND Gérard, *Résilience. Connaissances de base*, Paris, Odile Jacob, 2012.

CYRULNIK Boris et SERON Claude, *La résilience ou comment renaître de sa souffrance ?* Paris, Editions Faber, 2003.

DELAGE Michel, *La résilience familiale*, Paris, Odile Jacob, 2008.

DE GAULEJAC Vincent, *Travail. Les raisons de la colère*, Seuil, 2001.

DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes de l'interprétation socio-anthropologiques*, Académia Bruylandt, 2008.

DE TICHEY Claude et LIGHEZZOLO Joëlle, *L'évaluation de la résilience : quels critères diagnostiques envisager ?* Perspective Psy, 2004.

FAYT Thierry, *Les Alévis. Processus identitaire, stratégie et devenir d'une communauté 'chiite' en Turquie et dans l'union européenne*, L'Harmattan, 2003.

FURTOS Jean (dir), *Les cliniques de la précarité. Contexte social, psychopathologie et dispositifs*, Masson, 2008.

GODELIER Maurice, *Métamorphose de la parenté*, Paris, Fayard, 2004.

IONESCU Serban (dir), *Traité de résilience assistée*, Paris, PUF, 2011.

JAMOULLE Pascale, *Par-delà les silences. Non-dits et ruptures dans les parcours d'immigration*, La Découverte, 2013.

JAMOULLE Pascale, *Fragments d'intime. Corps, amours et solitudes aux marges urbaines*, La Découverte, 2009.

JAMOULLE Pascale, *Des hommes sur le fil. La construction de l'identité masculine en milieux précaires*, Paris, La Découverte/Poche, 2008 (2005).

JAMOULLE Pascale, « L'école de la rue ». *La matière et l'Esprit*, n°2, UMon, 2005, pp. 19 à 36.

JAMOULLE Pascale, *La Débrouille des familles. Récits de vie traversés par les drogues et les conduites à risques*, De Boeck, 2002.

JOUBERT Michel et LOUZOUN Claude (dir.), *Répondre à la souffrance sociale. La*

psychiatrie et l'action sociale en cause, Eres, 2005.

LAPLANTINE François, « Suspens de sens », dans *Espaces et sociétés*, L'Harmattan, n°113/114, 2003, pp. 21-38.

LAPLANTINE François et NOUSS Alexis, *Le métissage*, Téraèdre, 2011 (1977)

LAPEYRONNIE Didier, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Lafont, 2008

LEBRECHT Michaël, *Alévis en Belgique. Approche générale et études de cas*, Académia Bruylant, 2007.

MANCIAUX Michel, *La résilience. Résister et se reconstruire*. Genève, Editions Médecine et Hygiène, 2001.

MARQUET Jacques (dir.), *Evolution contemporaine de la parentalité*, Académia Press, 2005.

MORO Marie-Rose, *Enfants d'ici venus d'ailleurs*, Hachette littérature/La Découverte, 2002.

MORO Marie Rose, *Grandir en situation transculturelle*, Editions Fabert, 2010.

PAUGAM Serge, *La disqualification sociale*, Paris, PUF/Quadrige, 1991.

ROCHE P. (dir.), *La proximité à l'épreuve de l'économie de la débrouille*, ADDAP13, 2005

RUTTER Michael, *Psychosocial resilience and protective mechanisms. American Journal of Orthopsychiatry*, 57, pp316-331, 1987.

SAYAD Abdelmalek, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, 1999.

SAUVADET Thomas, *Le capital guerrier. Concurrences et solidarité entre jeunes de cité*, Armand Colin, 2006.

TOUSIGNANT Michel et EHRENSAFT, Esther, *La résilience par la reconstruction du sens : l'expérience des traumatismes individuels et collectifs*, dans Fondation pour l'Enfance, *La résilience : le réalisme de l'espérance*, Paris, Erès, 2005.

VANISTENDAEL Stefan et LECOMTE Jacques, *Le bonheur est toujours possible. Construire la résilience*, Paris, Bayard, 2000.

WACQUANT Loïc, *Parias urbains. Ghetto, banlieue, Etat*, La Découverte/Poche, 2007 (2005)

WERNER Emmy et SMITH Ruth, *Vulnerable but not invincible. A longitudinal Study of Resilient Children and Youth*. New York, Mc Graw Hill, Adams, Bannister Cox, 1989.

Tecnologías de la información y comunicación. Familias vulnerables y familias resilientes

(Orientaciones y propuestas para familias y educadores /as basadas en el Apego y el Vínculo)

Félix Loizaga Latorre

Grup de Recerca de Parella i Família. Universitat Ramon Llull

Resumen

Este artículo reflexiona sobre el uso, abuso y desarrollo potencial que las Tecnologías de la Información y Comunicación (TIC) pueden ofrecer a las familias. En la primera parte se exponen datos sobre las familias, los menores y el uso que realizan de ellas. Puesto que las TIC no tienen conciencia del otro, el artículo recuerda que las familias deben ser activas orientando y disfrutando de las TIC de una manera positiva.

Las relaciones vulnerables o resilientes con las TIC comienzan en la vida cotidiana de padres y madres. Por ello las familias deben actuar con apego seguro en sus comportamientos habituales: cuidado, confiabilidad, capacidad para calmar, comunicación, juego y límites. Todo esto permite una mayor influencia sobre los menores. Pero también los adultos deben tener en cuenta que sus comportamientos cotidianos visibles son tan importantes como aquellos invisibles, pues el modelo que ofrecen de relaciones con las personas y con el mundo debe estar basado en la libertad, el respeto al otro, la no dependencia (de acciones y sustancias) y la autorregulación de sus conductas.

El artículo finaliza proponiendo actividades concretas para vivir y disfrutar las TIC de manera positiva. Se trata de juegos, actividades en red y/o creación de blog familiares...que permitan a las familias ver las TIC como interesantes para el desarrollo personal y familiar. Igualmente se insiste en la necesidad

de no obviar otras actividades positivas centradas en el ocio familiar más tradicional. Buen uso de las TIC por parte del adulto, apego positivo hacia el otro y orientación activa sobre el menor serán las claves familiares para sustentar la resiliencia y evitar la vulnerabilidad hacia las TIC.

Palabras clave: Tecnologías de la Información y Comunicación, TIC, apego, familia, psicología positiva, menores.

Las Tecnologías de la Información y Comunicación (TIC) están en todos los ámbitos humanos y por ello afectan a las acciones que las personas desarrollan. Esta repercusión es directa en la vida familiar donde los menores y adultos interaccionan con móviles, ordenadores, Tablet, smartphome, WII... y otros instrumentos que se basan precisamente en el desarrollo de las TIC.

Las TIC se aproximan en su modo de funcionar a la mente humana, pero no tienen una conciencia ni una ética del otro. Debido a ello debe haber adultos y familias que orienten sus usos para evitar que sus menores sean vulnerables a ellas. Las TIC han aportado muchas cuestiones significativas al desarrollo humano pero también riesgos sobre la salud de las personas. Dar pistas para evitar la vulnerabilidad y pistas para fomentar la resiliencia familiar es el objetivo de este artículo.

1. ADOLESCENTES, JÓVENES Y FAMILIAS. DATOS PARA LA REFLEXIÓN

1.1. Menores y familias. Algunos datos que pueden afectar a la vulnerabilidad con las TIC.

El número de personas entre 0 y 17 años de edad en el estado español es de 8.348.433 lo que constituye el 17.83% de la población. Los menores residentes que han nacido en el extranjero son más del 8% y seguramente usan las TIC para la relación con sus familias extensas que viven en otros países.

La tasa de riesgo de la pobreza para menores de 16 años es de 25.9% y del 38.9% para los que se encuentran en familias monoparentales, a pesar de ello mucho niños viven mayoritariamente con su padre y su madre. El número de familias numerosas es 487.000 y el de familias monoparentales es aún mayor 548.600. Dato muy significativo que nos dice hacia dónde se dirigen los nuevos estilos de hacer familias.

El número de niños/as existentes en el estado con discapacidad es de 138.700. El número de menores en 2010 bajo tutela o guarda es 35.569. Concretamente 4.955 están bajo medida de guarda y 30.614 en situación de tutela asignada por las Entidades Públicas a miembros de su familia extensa, familias de acogida o recursos residenciales (acogida residencial 14.088, acogimiento familiar 15.100 y acogimiento familiar judicial 5.381). Menores con mayor riesgo que el resto de la población infantil.

Aproximadamente 1.530.000 de personas menores han sufrido maltrato. De estos sobre 517.000 lo han padecido en el último año, lo que representa el 6.2% de los menores. Las mujeres maltratadas tienen dos o más hijos en un porcentaje del 64.9%. Muchas de estas mujeres han vivido la violencia en la familia actual y tienen arrastran dificultades que no les ayuda demasiado en sus funciones educativas.

Uno de los principales retos que encontramos son las altas tasas de fracaso escolar. Casi un 40% de los niños de 15 años ha repetido algún curso. En el año 2009 un 25.9% del alumnado no consiguió graduarse en la ESO. El número de menores en Programas de Cualificación Profesional Inicial fue de 82.939. Todos estos niños y adolescentes con más riesgo necesitan precisamente una atención más cercana para favorecer su resiliencia ante la vulnerabilidad.

Hay quienes han considerado el abuso de las TI, como una dependencia sin sustancias (Carbonell 2014, Oliva et al. 2014). Pero en el estado el consumo de sustancias psicoactivas más frecuentes entre los 14 a 18 años es el alcohol, tabaco y cannabis. El consumo de tabaco en jóvenes ha disminuido considerablemente desde el 21.5% en 2004 hasta el 12.3% en el 2010. El porcentaje de adolescentes de 14 a 17 años que ha consumido alcohol en los últimos 30 días es del 63%. Y el número de los que declaran haber consumido cannabis es del 17.2%. La relación entre abuso de sustancias y problemática familiar guarda una clara relación.

1.2. El tiempo de ocio y consumo de Internet entre jóvenes y menores. ¿Hay menores más vulnerables?

El tiempo libre para el ocio de los jóvenes es actualmente de 32 horas semanales en España. A los jóvenes les gusta usar el ordenador (93%), ver la TV (81%), jugar con videojuegos y consolas (60%). La evolución del ocio juvenil en nuestro país es clara: sube el ocio tecnológico (ordenador y videojuegos) y también la práctica del deporte, mientras que desciende escuchar música, ver televisión e ir al cine.

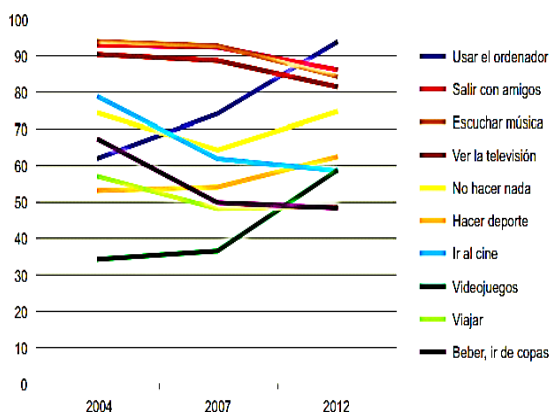


Figura 1. Evolución de la práctica de actividades de ocio en población de 15 a 29 años (%) entre 2004 – 2012. (Fuente INJUVE)

De los estudios sobre la juventud de nuestro país podemos observar que el uso de las nuevas tecnologías se asocia a tres tipos de jóvenes: 1) aquellos que usan el ordenador pero mantienen la música y la amistad como elementos básicos de su vida – comportamiento más ligado a chicas - b) aquellos que viven el deporte, asisten a estos espectáculos y suelen jugar con los videojuegos – más ligado a los chicos - c) un último grupo, quizá interpretable como de relax y audiovisual casero, que utiliza la TV, el uso de videojuegos y las consolas como el descanso puro y duro. Claramente este grupo de jóvenes es el más vulnerable y sobre quienes debieran actuar más directamente las familias.

	Culturales	Música, ordenador y amigos	Copas y baile	Mediáticas	Deportes	TV, videojuegos, descanso
Varianza total	55,5	16	9	9	7	6
Ir a museos, exposiciones	,735					
Ir al teatro	,721					
Ir a conciertos	,648					
Asistir a conferencias, coloquios	,619					
Viajar	,612					
Ir de excursión	,589					
Ir al cine	,522	,322				
Usar el ordenador		,702				
Escuchar música, CDs, cintas		,626				
Salir o reunirse con amigos		,605				
Leer libros		,400				
Beber, ir de copas			,844			
Ir a discotecas, bailar			,821			
Oír la radio				,735		
Leer periódicos, revistas				,712		
Hacer deporte					,778	
Asistir a competiciones deportivas					,681	
Descansar, no hacer nada						,691
Jugar con videojuegos, consolas						,687
Ver la televisión		,312		,404		,467

Figura 2. Grupos factoriales de actividades que practica en el tiempo libre la población de 12 a 19 años.

(Fuente INJUVE)

Las cinco actividades principales que desarrollan en Internet nuestros adolescentes y jóvenes son: a) comunicar con las redes sociales, mensajería instantánea o correo electrónico b) conocer - consultar mediante diferentes dispositivos páginas Web c) compartir con las redes sociales y plataformas contenidos que cuelgan d) divertirse con juegos online, radio y TV digital e) comprar, para lo que es necesario disponer de capacidad legal y monetaria (Bringué y Sádaba 2009). Los niños y adolescentes estadounidenses (Ito et al.2010) desarrollaban principalmente tres actividades concretas posibilitadas por las TIC: a) pasar el rato socializándose a través de redes virtuales, juegos en red o quedada virtuales b) trastear -: búsqueda de información casual mientras se está pasando el rato online con actividades de experimentación y juego alrededor de distintas aplicaciones y c) cultivar las – tecno pasiones - sobre personajes o contenidos mediáticos. Prácticamente la juventud de ambos países no presenta diferencias en las actividades de uso de Internet. No cabe la menor duda que son las redes sociales, la comunicación instantánea, el juego y la búsqueda de información los patrones básicos de uso de las TIC en adolescentes y jóvenes.

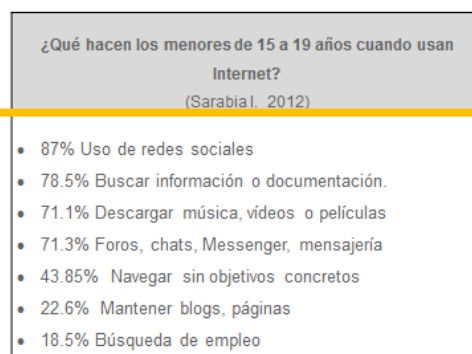


Figura 3. Uso de Internet por menores.

1.3. Uso de las TIC y vulnerabilidad de los menores ¿hasta qué punto se ve afectado el desarrollo?

El uso de ordenadores entre la población infantil (10 a 15 años) es del 95.6% y el uso de Internet del 87.1% sin diferencias de género. Para los 15 años el 87.3 % de los menores dispone de móvil. Estudios europeos demuestran que el 39.2% de los adolescentes pasan más de 2 horas al día en Internet. Alrededor del 50% de los menores ven la televisión más de 2 horas al día y lo que es más importante en la franja horaria de 22 a 24 horas (lo hace un 44%), afectando claramente al número de horas necesarias para dormir y descansar en una etapa crucial para el desarrollo físico y emocional como es la pubertad y adolescencia.

El porcentaje de adolescentes casi sedentarios (11%) y sedentarios (35%) es del 46 %. No cabe la menor duda que esto está afectado por la propia televisión y el uso del ordenador. La Agencia Española de Seguridad Alimentaria y Nutrición (AESAN) en 2011 describe una prevalencia de exceso de peso (sobrepeso + obesidad) en los niños de 6 a 9 años del 45.2%.

En cuanto a la pornografía infantil, las denuncias se han multiplicado desde 392 en 2006 a 704 en 2011. El ciberacoso se ha producido en 435 casos (2011) y 363 casos (2012) descendiendo. A pesar de todo España es el país en el que menos situaciones de ciberacoso se producen (13.3% frente al 37% de Rumanía).

2. MADUREZ, RIESGO Y VULNERABILIDAD ANTE LAS TIC

Si han traído algo nuevo las TIC a la existencia humana es acortar las distancias y pensar en un mundo para todos/as, una casa común perteneciente a toda la Humanidad. Con aplicaciones como Skype, Messenger o Facebook podemos hablar con diferentes personas o con nuestras familias que se encuentran a distancia. Gracias a estas aplicaciones puedo buscar apoyo para soportar mejor el estrés y por tanto adaptarme mejor a

nuevos ambientes, lugares o países. Todas estas nuevas tecnologías nos permiten compartir nuestras alegrías, nuestros duelos y nuestras emociones con las personas que queremos: familiares, parejas, amistades y compañeros/as. Podemos incluso conocer nuevas personas para ampliar nuestra vida. Los nuevos móviles o Smartphone permiten compartir vídeos, conversaciones, quedar con alguien o enviar fotografías al instante. En el fondo comunicar e intercambiar emociones. ¡Qué interesante poder usar las TIC para descubrir que hay un otro/a, alguien que quiere cuidarte, qué piensa en ti, incluso a distancia!

Móviles, Smartphone, GPS, Tablet, Computadoras, Televisiones... ofrecen fuertes beneficios al bienestar humano pero también pueden producir efectos indeseables sobre las personas, especialmente en sus etapas más vulnerables: infancia, adolescencia o juventud. Etapas caracterizadas por el desarrollo, crecimiento y una fuerte búsqueda del yo - de la identidad (Loizaga 2013). También hay personas con mayor fragilidad emocional y psicológica que por distintas causas se quedan enganchadas o pierden la libertad psicológica para poder decir "no" a esas tecnologías (tecnologías que son robots creados a imagen del ser humano).

Toda esta vulnerabilidad se relaciona con la madurez y la capacidad que las personas tienen para discriminar entre realidad, placer, límites, afectos o libertad. Y con la capacidad de resiliencia que han recibido de sus familias y educadores.

2.1. El otro/a siempre está presente en las TIC ¿vulnerables o resilientes?

Muchas culturas y muchos países asientan parte de sus ideologías en el concepto de libertad. El concepto de libertad tiene que ver con uno mismo y con los otros. Pero en ocasiones la libertad es confundida con "haga usted lo que quiera, cuando quiera y donde quiera" más que "su libertad es importante, pero su libertad está limitada por el otro". La ética del otro está siempre presente. Algunas personas adultas y

especialmente algunos niños/as - adolescentes en su relación con las TIC pierden la referencia del otro/a como sujeto a respetar: no caen en la cuenta que personas cercanas pueden verse afectadas por la relación con las TIC (familias, compañeros/as de trabajo y amistades se ven afectadas por mi relación con las nuevas tecnologías). También el otro/a que está detrás de la pantalla de los diferentes dispositivos puede sentirse cómodo – incómodo, entendido – engañado, con mi presencia. Toda actividad y todo juego humano, individual o en compañía, entra en colusión con otras personas a las que se debe una ética de respeto. Algunos pequeños comportamientos como por ejemplo llegar tarde a cenar por estar enganchados al ordenador, no escuchar a mi madre (o padre) que me habla por estar con el móvil en la mano, encerrarme con la televisión sin charlar con mis familiares... marca un estilo de incomunicación con el otro. Mi comportamiento individual afecta de lleno al otro/a y crea una vulnerabilidad que debe ser orientada.

Las nuevas tecnologías también pueden aportar un nuevo talante de estar a muchas familias. Cuando varias personas juegan juntas a la Wii, se ayudan a buscar información por Internet, se enseñan a manejar el uso de los nuevos móviles o bajan de la red una receta de cocina..., comparten tecnologías, comunican que la tecnología tiene valor pero en este caso el otro sigue siendo tan importante como la propia tecnología (o incluso más). Entonces, el otro /a, adquiere una nueva dimensión y el juego con las TIC nos aporta claramente beneficios, nos hace crecer de verdad y nos aporta resiliencia.

2.2. ¿Cuándo tienen que estar atentas las familias para evitar la vulnerabilidad?

Las personas que investigan las conductas relacionadas con las TIC están divididas sobre el riesgo que estas pueden aportar a la conducta humana. Está claro que hay personas más vulnerables que otras. Algunos psicólogos y psicólogas creen que hay numerosas diferencias entre las drogodependencias y lo que se pueden llamar adicciones tecnológicas, pero otros no lo tienen tan claro (Block 2008, Matute 2014). El

uso de las nuevas tecnologías es positivo pues movilizan procesos que desarrollan al individuo: relajación, entretenimiento, pensamiento activo, conexión con otras personas... Usar y jugar con las nuevas tecnologías es por sí mismo algo neutral. Sin embargo hay personas que no pueden disfrutar sin las TIC, pues incluso en sus ratos libres no dejan de pensar en estos dispositivos y las sensaciones de bienestar se encuentran solamente asociadas a su relación con ellos.

Los patrones de conducta que nos deben tener alertas para evitar el riesgo con las TIC serían los siguientes: a) privarse de las horas para dormir o perder comidas por chatear, usar Internet, jugar con videojuegos virtuales o en línea. Todo ello asociado a la pérdida de noción del tiempo y al abandono de necesidades básicas b) sensación de rabia, ira, tensión, ansiedad, depresión por no poder hacer uso de las TIC c) creciente necesidad de más tiempo de exposición a las TIC para sentirse gratificado. Necesidad compulsiva de equipos y software más avanzado d) deterioro de las relaciones sociales, escolares, laborales o de pareja debido al uso excesivo de las TIC, asociados a discusiones, mentiras, aislamiento social y/o fatiga.

PATRONES DE ALERTA SOBRE USO DE LAS TIC

1. Privarse de horas de dormir o perder comidas por chatear, usar Internet o jugar con videojuegos
2. Sensación de rabia, ira, tensión, ansiedad, depresión al no hacer uso de las TIC
3. Creciente necesidad de más tiempo de exposición a las TIC para sentirse gratificado
4. Deterioro de las relaciones sociales, escolares, laborales o de pareja debido al uso excesivo de las TIC
5. Discusiones frecuentes sobre este tema con la familia

6. Negación, mentiras y comportamiento a escondidas con las TIC

PATRONES DE ALERTA SOBRE USO DE LAS TIC	
1.	Privarse de horas de dormir o perder comidas por chatear, usar Internet o jugar con videojuegos
2.	Sensación de rabia, ira, tensión, ansiedad, depresión al no hacer uso de las TIC
3.	Creciente necesidad de más tiempo de exposición a las TIC para sentirse gratificado
4.	Deterioro de las relaciones sociales, escolares, laborales o de pareja debido al uso excesivo de las TIC
5.	Discusiones frecuentes sobre este tema con la familia
6.	Negación, mentiras y comportamiento a escondidas con las TIC

Figura 4. Patrones de alerta

Los principales factores de vulnerabilidad por el estilo de personalidad son la impulsividad, la búsqueda de sensaciones, la intolerancia a estímulos displacenteros y un estilo de afrontamiento inadecuado ante las dificultades. Se ha planteado el nivel de autocontrol personal como una variable crucial para la vulnerabilidad a las nuevas tecnologías (Oliva et al. 2014). Y entre los factores de riesgo emocional estarían: estado anímico bajo, carencia de afecto, cohesión familiar débil y pobreza en las relaciones sociales (Echeburúa y Requesens 2012).

2.3. Familias realistas: Internet, redes sociales, móviles y uso de videojuegos ¿qué datos nos deben hacer pensar sobre las TIC y las personas menores?

En estudios realizados sobre escolares se observa que el ocio tecnológico avanza de manera muy consistente (Sarabia 2012). Los menores actúan sobre ese ocio desde el ordenador o desde cualquier otra plataforma con conexión a Internet (móvil, Tablet y/o consola por ejemplo). El cambio más acusado en el ocio de los últimos años se ha producido en el uso de Internet. Actualmente entre la población escolar no llega a un 5% de quienes no utilizan Internet. Y lo hacen desde el móvil alrededor del 55%. El tiempo medio en Internet es de 88 minutos al

día y suelen hacerlo desde zonas comunes de la vivienda el 63% (lo cual es positivo), especialmente los menores más pequeños. El 59% lo hacen desde ordenadores compartidos. Un dato preocupante: el 47% afirma saber más de Internet que de sus padres. (EU Kids Online 2011).



Figura 5. Claves y datos para que las familias sean realistas

Pero quizá uno de los fenómenos más preocupantes aunque minoritario es el juego con dinero por Internet (cerca de un 10% de los menores de 19 años lo hace al menos una vez por semana, son mayoritariamente chicos). España y México son los países del mundo con más archivos susceptibles de pornografía infantil (Fundación Alia 2, 2009; Echeburúa y Requesens 2012).

Según el estudio de EU Kids On – Line realizado en España para Europa (Garmendia 2011) el riesgo con mayor incidencia entre los menores entrevistados es el contacto a través de Internet con personas que no se conocen previamente en persona (21% de los menores entre 9 y 16 años lo afirman). Cuando se trata de quedar con esas personas el porcentaje pasa a un 9% (estas personas pueden / no pueden ser de riesgo). Menos frecuente es el acceso a imágenes sexuales (11%), el uso indebido de los datos personales del menor (10%) y la recepción de mensajes sexuales (9%). El acoso a través de Internet afecta al 4% de los jóvenes, dato más bajo pero que debe ser tenido muy en cuenta.

La utilización de las redes sociales es un fenómeno claro para la relación entre jóvenes y

cerca del 80% las utilizan , de estos acceden al menos semanalmente a ellas el 93%. Los encuentros online tienden a ser los más frecuentes, pero cada vez más se extienden a la vida offline. La socialización pasa por los nuevos medios que incluso llegan a anteponerse a la familia y a la escuela (Rubio 2010)

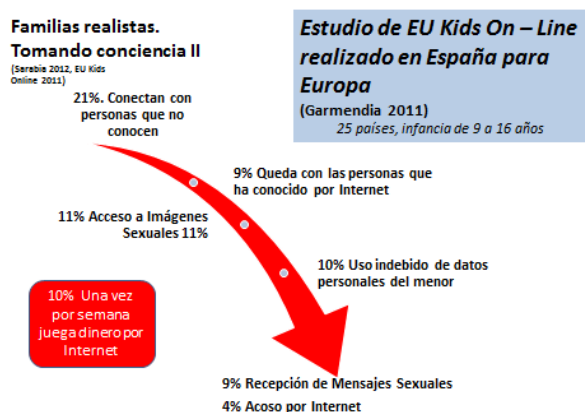


Figura 6. Los riesgos más importantes.

Especialmente los móviles y Smartphone han sido muy estudiados. Es evidente que ambos se utilizan para muchas más cosas que llamar por teléfono y esto en sí mismo es positivo pues los nuevos Smartphone nos permiten jugar, nos ayudan en la conducción, permiten conocer el pronóstico del tiempo, recoger el correo electrónico, hacer operaciones de compra virtual... Algunos datos sobre los menores también merecen ser reflexionados: cerca de un 72% han recibido SMS con ofertas de juegos de azar o participación en sorteos, un 30% ha llegado a sentirse agobiado por no usar el móvil, un 10% lo ha pasado fatal y un 11% ha llegado a mentir o robar a sus padres para aumentar el saldo de su teléfono. Cuando el móvil interfiere en las relaciones familiares y en los estudios o tenemos dificultad para dejar de usarlo por la noche o en la hora de comer, el móvil deja entonces de ser un objeto de uso y disfrute para convertirse en un objeto de dependencia.

Los videojuegos nos distraen y nos absorben en flujos holísticos en los que el tiempo pasa sin sentirlo. Los videojuegos tienen el gran poder de hacer olvidar preocupaciones, nos transportan a

mundos virtuales donde se dominan espacios, lugares, acciones y personas. Una forma de evasión y descanso que puede ser maravillosa cuando está bien regulada. Algunos datos deben ser pensados: a) un 31.2% de la población escolar juega a diario con videojuegos , especialmente cuando son más jóvenes y más de un 80% lo hacen semanalmente y el tiempo dedicado es entre 1 y 2 horas b) el tiempo dedicado a los videojuegos produce discusiones muy frecuentes con las familias (27% de los casos) c) realmente al menos un 14% se reconocen “enganchados” a los videojuegos. Los videojuegos tampoco son excesivamente tranquilos, pues precisamente en más de la mitad de estos (57%) se daña, tortura o se mata a personas. Los videojuegos movilizan los procesos agresivos que pueden ventilarse de manera socialmente aceptable, pero los menores deben discriminar profundamente la diferencia entre realidad y ficción y esto conviene que ocurra con un adulto que respeta y que haga pensar. La experiencia clínica nos dice que el abuso de estos juegos se asocia al número de horas que pasan los menores solos, sin sus familias, y a las dificultades de sus adultos familiares para disfrutar de ocio y conversación compartida.

Sobre los videojuegos

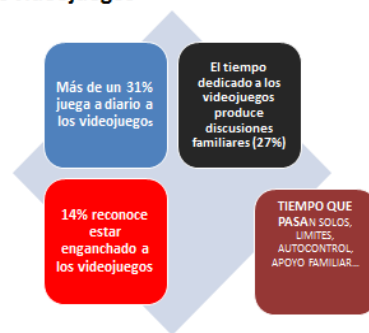


Figura 7. El riesgo en los videojuegos

2.4. Todas las familias deben ofrecer resiliencia.

Las claves son: cuidado, comunicación y límites

Todo lo analizado requiere de las familias una

posición al menos reflexiva, comunicativa y ejecutiva con los menores. Todas las familias están obligadas a educar a sus menores. La función reflexiva implica de las familias ayudar a pensar a sus menores al tiempo que ser capaces de poder conversar (función comunicativa) sobre esas reflexiones realizadas por cada miembro del sistema. Al final hay que llegar a acuerdos o incluso limitar el comportamiento del menor (función ejecutiva). No es fácil para las familias manejar todas estas funciones.

Muchas de las familias actuales son nucleares: están formadas por un padre y una madre que frecuentemente son los familiares biológicos que han procreado a los menores. Pero la realidad está cambiando: familias reconstituidas (padres / madres separadas o divorciadas que vuelven a emparejarse), familias monoparentales (de un solo miembro, generalmente madres solteras), familias divorciadas (madres solas con hijos de sus parejas, a veces padres), familias homoparentales (frecuentemente lesbianas y más excepcionalmente homosexuales), familias acogedoras (con hijos que no son biológicos a los que educan con gran interés). Los menores tienen diferentes familias y cambian con ellas, pero todas deben ser cuidadoras y educadoras. Es obligación de todo adulto cuidar y educar a los menores que tiene a su cargo, que viven en su ambiente, al margen de los lazos sanguíneos. Por tanto, todas las familias están obligadas a realizar la función reflexiva y de comunicación con esos menores y entre las cuestiones a reflexionar y comunicar se encuentran las TIC. Y tomar decisiones y límites en los procesos de educación.

2.5. ¿Quién y qué ofrece resiliencia a una persona menor?

En el mundo actual las estrategias autoritarias no son verdaderamente efectivas para educar a medio plazo. Solo la interacción sincrónica con un adulto es válida hoy en día. Precisamente si algo caracteriza a las TIC es su fácil acceso, su generalización y su presencia en todos los ámbitos humanos. En otras palabras, si la

estrategia autoritaria sería la adecuada, los menores necesitarían un “führer” todo el día para interactuar correctamente con las TIC (algo que es imposible). Solo las estrategias de encuentro y de reflexión pueden funcionar para educar en el uso correcto de las TIC. Para que usted sea parte del círculo de influencia de un menor debe estar en su mente como un adulto de referencia y para ello su actitud para con él debe ser de interés sincero, valoración incondicional y confiabilidad (Loizaga 2011).



Figura 8. Actitudes y conductas básicas de las personas adultas referenciales

Analizamos la siguiente pregunta: ¿Quiénes fueron las personas que más elementos positivos aportaron a nuestra educación y nos hicieron crecer con madurez? (Loizaga 2010). En la respuesta a esta cuestión casi siempre solemos coincidir: a) aquella que nos trató con afecto - cariño. Y trataba con cariño a las personas que queríamos b) nos limitó cuando alguien o algo podía hacernos daño y lo hizo con dignidad hacia nosotros c) comunicaba con sus gestos y/o palabras para entendernos en profundidad d) era respetuosa con nosotros y con aquellas personas que valorábamos e) nos incluía en su mente y en sus pensamientos, nos hacía sentir que éramos importantes para ella. Algunas otros comportamientos y actitudes son interesantes: f) tener buen humor, ser capaz de jugar y capacidad de pasarlo bien g) dar ejemplo positivo. Podríamos resumir que las personas

que más nos aportaron supieron cuidarnos y educarnos. Obsérvese que no hace falta ser padre o madre biológica para poder cumplir los siete criterios. Un maestro/a, un profesor/a, tu entrenador /a, el vecino/a, el padre/madre de un amigo puede cumplir los criterios. En las familias actuales, toda persona puede ser cuidadora y educadora si cumple estos criterios al margen de ser biológica su relación. Los elementos nombrados forman parte de la resiliencia. Todos podemos aportar resiliencia o riesgo.

Desde el enfoque de la Teoría del Apego y del Vínculo sabemos que los adultos deben fundamentalmente calmar y relajar. Esto supone para el menor desarrollar una confiabilidad (o no) sobre ese adulto, que permite generar esquemas cognitivos, adelantarse al comportamiento del adulto, intuyendo si estará disponible, si tendrá capacidad para entenderle y si captará sus potencialidades.



Figura 9. Actitudes y conductas básicas del cuidador y cuidadora desde la Teoría del Apego y Vínculo

3. USANDO LAS TECNOLOGÍAS DE LA INFORMACIÓN Y COMUNICACIÓN DESDE UN ENFOQUE POSITIVO

3.1. Las TIC tienen características básicas del ser humano, pero no tienen conciencia del otro

Obsérvese que algunas de las nuevas

tecnologías (creadas a imagen del ser humano) aportan cualidades que son propias de las personas: a) su comunicación con nosotros a través de su software b) su capacidad de entender necesidades (hay de todos los temas y para todos) c) su tendencia a producir placer y flujo (capacidad para conectar cognitivamente con nosotros). Incluso más d) tienen memoria para recordar nuestro juego y nuestro interés por ellas. Pero las TIC sobre todo carecen de límites y a fecha de hoy no tienen conciencia del otro. Suponen que la persona que la maneja tiene esos límites y esa conciencia.

Las TIC al no tener conciencia dejan que las personas que educan (familiares, padres y madres, hermanos/as mayores y cualquiera que ofrece buen cuidado) sean quienes ayuden a sus menores a entender y responsabilizarse de lo bueno y menos bueno de las TIC. Las aportaciones de las TIC y del software deben ser reflexionadas entre menores y educadores. Esto lo hacen a través de la resiliencia y sobre todo a través del cuidado – afecto – límites.

3.2. La relación visible e invisible de los adultos con las TIC ¿Cómo afecta a la resiliencia de las personas menores en el uso correctamente de las TIC?

Algunos adultos son más importantes que otros. Todos ejemplifican y modelan, pero aquellos más cercanos a los menores son quienes más les afectan y quienes más les influyen. Las TIC pueden ayudarnos a pasarlo bien y casi todos los adultos usan las TIC como información, comunicación o juego. Puesto que el adulto es un modelo y referente para sus menores no cabe duda que el ejemplo que aporta ese adulto es parte de la resiliencia de un menor. Hay cuestiones más visibles que otras. Cuando el adulto usa Internet o el Smartphone correctamente y aprovecha sus funciones para su ocio o trabajo, y luego comparte sanamente estas vivencias con sus menores, está aportando resiliencia. Todos están viendo las buenas prácticas. Jugar a los videojuegos o a la Wii con un hijo puede ser una buena experiencia para compartir juego, disfrutar con él, enseñar a limitarse y hablar posteriormente sobre el

contenido del videojuego. Todo ello en vivo y directo que es la mejor manera de ejemplificar.

Sin embargo no todo es tan claramente visible. Hay cuestiones mucho más invisibles que otras, que tienen más valor para los menores que las visibles. La capacidad de un adulto para limitarse ante los caprichos de la vida, cuenta en la mente del menor. Por ejemplo que usted abuse del comer, del beber alcohol, del culto al cuerpo, de las drogas, de los medicamentos, de las compras, del consumo, del juego... manda un mensaje indirecto pero nítido a las personas que usted educa: falta de autocontrol y dependencia (de acciones, consumo o drogas). Que usted sea capaz de manejar responsablemente la organización de los tiempos de trabajo y de tiempo libre envía otro mensaje invisible: usted está enseñando a compaginar placer y obligaciones, a combinar estas funciones correctamente. Las familias no suelen caer en la cuenta que las acciones más cotidianas encierran mensajes invisibles que son leídos por los menores y por otras personas. Si usted como adulto sabe disfrutar de la compañía de otras personas, es capaz de organizar la vida doméstica diaria y tiene por estilo respetar a los otros, no tenga la menor duda que usted está haciendo educación para el manejo de las TIC: las relaciones interpersonales están por encima de las relaciones con las máquinas, las TIC pueden incorporarse positivamente a la vida cotidiana acomodándolas y sobre todo quienes le acompañan aprenderán de usted que no se debe jugar con las personas detrás de los dispositivos. La paternidad / maternidad visible e invisible están siempre detrás de la educación.

3.3. Recomendaciones para aumentar la resiliencia con las TIC

- Cariño, afecto, respeto.

La capacidad para influir en las personas menores está relacionada con el afecto y cariño que les damos. La credibilidad de un adulto tiene que ver con la confianza y respeto que se tiene hacia el menor. Si usted se relaciona positivamente con el menor, a corto o medio plazo, usted ganará con los consejos que haya

transmitido. Y no le quedará más remedio que incluir el uso de las TIC en sus conversaciones pues ellas están en la vida cotidiana de sus menores. No pierda el afecto y el cariño aún después de las discusiones y enfados. Y recuerde que para los menores es tan importante el buen trato para ellos mismos como para las personas a las que quieren. Quién aporta cariño, afecto y respeto lo tiene más fácil para poder pensar sobre las TIC con sus menores.

- Límites

Ponga tiempos limitados a los videojuegos, al uso del ordenador, a la televisión e Internet...Procure que sus menores no usen prácticamente los videojuegos durante la semana y enseñe a navegar por Internet. Prohíba el uso de los dispositivos en las comidas, reuniones familiares y recuerde que los límites son para todas las personas del hogar. Los adultos están también incluidos.

- Comunicación adecuada

Enseñe a los menores a expresar sus pensamientos y emociones. Disfrute de la conversación con sus hijos/as. Haga que disfruten del conversar con la familia o con otras personas. Si participa en procesos de uso de TIC hable posteriormente con sus hijos/as de lo que ha ocurrido, como se han encontrado, cómo se lo han pasado. Entienda que puedan ocurrir deslices por el mal uso en el uso de las TIC, escuche y aconseje para que no vuelvan a repetirse esos comportamientos de uso inadecuado.

- Capacidad de juego y buen humor

Juegue con humor con sus menores, especialmente con los videojuegos. Déjese enseñar y muestre interés por sus juegos. Los menores suelen ser muy ágiles con las TIC. Vea las nuevas tecnologías como algo divertido. Intente ayudar a los menores a que busquen otras formas de divertirse diferenciadas a las TIC y usted mismo use el ejemplo para demostrar que divertirse es mucho más que estar con terminales o dispositivos. Haga que sientan

que para usted el deporte, la cultura, la música, el cine o la conversación es mucho más importante que uso de las TIC.

- Intente ser coherente como modelo y ejemplo

Su coherencia personal afecta de lleno a la salud y a la prevención de sus menores. Piense que usted es persona y por tanto no puede ser perfecta y cometerá errores que sus menores descubrirán. Si tiene dificultades e incongruencias con las TIC intente hablar de ello, no haga un tema tabú y escuche las sugerencias y críticas de las personas del hogar. Las opiniones, críticas y sugerencias de los menores deben ser al menos escuchadas. Véase limitado pero con interés por mejorar. Usted no debe abusar de las horas de televisión, de Internet, o de los tiempos dedicados al móvil, Smartphone o videojuegos. Si usted está enganchado a las TIC por temas importantes (adicción al juego, al sexo, a las compras o a las redes sociales...pida ayuda profesional).

- Cuidado con dejar excesivamente solos a los menores

Los niños, niñas y adolescentes necesitan supervisión. Muchos de ellos están enganchados a las redes sociales y a los videojuegos, sobre todo al estar solos: terminan por asimilar que el tiempo libre y de ocio se disfruta a través de las TIC y no en contacto con otras personas. Procure que estos menores no estén solos durante mucho tiempo y supervise los ratos de juego con TIC en casa. Coloque cortafuegos y tome medidas preventivas con números de teléfono que no deben ser usados por los menores.

Piense que quizá es mejor dedicar menos tiempo al trabajo y cuidar más a los menores. Y si otros adultos (por ejemplo abuelos) cuidan al menor procure que tengas pautas claras de actuación con las TIC.

- Favorezca otras actividades alternativas, por ejemplo las actividades extraescolares y los encuentros en el barrio de los niños y niñas

Aunque algunos menores juegan en la calle a las TIC, muchos de ellos prefieren juegos diferentes: bicicletas, patines, skate, surfear...o deportes de equipo. Supervise de lejos estas actividades, no interfiera en el juego y preste interés cuando le hablen de todo ello. Dé valor a estas actividades y si puede haga usted deporte con su hijo/a.

- Permita que lleven amistades a casa. Cuídelos y ponga límites a las TIC

Esté abierto a que personas que no son de la familia usen su vivienda de manera saludable. Salude a los niños invitados cuando lleguen a casa y procure interesarse por ellos. Pregunte sobre sus aficiones, la manera de ver las cosas. No se exceda pero no olvide dar consejos. Haga que descansen para merendar, comer o beber, siéntese en ese momento con los pequeños y hable con ellos. Aproveche este rato de alimentación (más cercano al mundo adulto, los menores suelen entender que esté presente el adulto). Ponga condiciones a los menores: si vienen para jugar a las TIC solo estarán durante un tiempo muy limitado con ellas y fuerce a que el resto del tiempo sea para juegos sin las TIC.

- Pantallas a la vista, televisiones en sitios comunes y actúe en Internet como lo haría en la vida real

Los ordenadores de las personas menores deben estar a la vista y las televisiones en sitios comunes de la casa. Enseñe a sus familiares que no deben dar las contraseñas a nadie y que no hagan en la red aquello que nunca harían en la vida real.

- No a las recompensas con las TIC

No use como recompensa para sus menores los videojuegos, los ordenadores y en general las TIC. Las mejores recompensas son estar con su hijo y escuchar sus conversaciones. Tampoco prohíba el uso de las TIC pues se pueden volver excesivamente atractivas. Obligue a periodos de descanso de aproximadamente 15 minutos por cada hora.

- El móvil referente en la educación sobre las TIC

Los móviles son instrumentos de comunicación y no son para jugar. Prácticamente todos los menores tienen móviles a partir de los 12 / 13 años. Evite que lleve el móvil al colegio y acampadas de verano. No permita que el móvil esté abierto a la hora de dormir, excepto como despertador. En las comidas / cenas el teléfono debería estar en el bolsillo. El límite del gasto debe estar claro y no debe sobrepasarse. Si esto ocurriera el menor será el responsable y deberá compensar ese gasto de sus propinas, ahorros o con tareas.

4. SOÑANDO CON LAS TIC. SOÑANDO CON LOS APEGOS FAMILIARES

¿Qué recordará su hijo/a cuando le recuerde a usted como padre o madre? Piense que en los próximos quince años, las TIC estarán todavía más presentes y sería bueno que el menor recordara a un adulto que le cuidó, que le respetó en sus juegos con las TIC, pero que supo aconsejarle y limitarle cuando aquello se acercaba a la dependencia y se comenzaba a no disfrutar de los otros. Sería muy bueno que su hijo recordara buenos momentos jugando a las TIC en familia, con usted o con sus hermanos/as. Ojalá pudieran recordarle jugando a la Wii, cantando con karaokes, chateando con familiares y apoyando a otras personas por las redes sociales.

4.1. Buenas propuestas para disfrutar de las TIC con las familias.

Debemos aprovechar las nuevas tecnologías para jugar y vivir el apego, fomentando el vínculo. De aquí en adelante vamos a plantear diferentes actividades que esperamos sean de su agrado.

- Juegue con la Wii en familia y con las familias

La Wii tiene juegos muy interesantes. Hay juegos de deportes para poder hacer ejercicio,

cantar y bailar . Estos juegos pueden incorporar a otras personas que vienen de visita al hogar... o pueden jugarse con otros familiares que se encuentran a distancia...

Y en otro momento... Coja los patines, póngase la ropa de deporte y salga a la calle. Si sus menores le acompañan, mejor que mejor, estará a punto de tocar el cielo.

- Whatseandoapp con sus grupos de familiares

Cree grupos familiares: uno para la familia nuclear y otro para las familias extensas. Sugiera desde el WhatsApp o Messenger (y otras aplicaciones similares) actividades para hacer casi de manera inmediata. Por ejemplo proponga repentinamente ir por la tarde al cine, tomar un café, salir de compras juntos, comer/ tapear /cenar o ir a pasear con los menores por la calle. Aunque parezca un poco artificial puede escribirle por WhatsApp que les quiere, que se acuerda de ellos o preguntar por un examen que han tenido ese día.

Y en otro momento... puede ver un rato la televisión con sus familia: un buen partido para emocionarnos o unos programas de disfrute juntos. Charlamos mientras lo vemos y al tiempo nos distraemos. Evite más de una televisión dentro del hogar, no exceda el tiempo de visionado, vea la TV en familia y llegue a acuerdos sobre lo que se va a visualizar.

- Jugando a videojuegos con menores del hogar

Si sus menores son aficionados a los videojuegos, dedique tiempo asignado a jugar con ellos. Varíe en los dispositivos: ordenador, Play, Wii... Mejor que estén acompañados un rato por usted o por otros familiares a que estén jugando solos. Muchos de estos videojuegos permiten varios jugadores al tiempo. Diviértase y enseñe al menor que tenga "paciencia" con usted. Procure que los juegos sean variados y ajuste los tiempos solamente a fines de semana y periodos vacacionales

Y en otro momento... saque los juguetes de toda la vida: Memory, Parchis, Oca, Ajedrez, Cluedo, Monopoly... Algunos de estos juegos tienen versiones para ordenador y pueden conectarse a las televisiones en el salón de la casa permitiendo el juego grupal.

**BUENAS PROPUESTAS PARA DISFRUTAR
DE LAS TIC CON LAS FAMILIAS**

- *Juegue con la Wii en familia y con las familias*
- *Whatseandoapp con sus grupos de familiares*
- *Jugando a videojuegos con menores del hogar*
- *Pida ayuda a sus menores para el manejo del ordenador, del móvil o Smartphone*
- *Haga tertulias familiares a distancia con aplicaciones del tipo Skype*
- *Veamos con YouTube algunos vídeos interesantes*
- *Preparar las vacaciones y salidas familiares con aplicaciones como Google Maps, Google Earth, y Webs de alojamientos.*
- *Maravillosos GPS: para el coche, para caminar o para hacer deporte*
- *¿Qué tal un álbum de fotos elaborado desde la WEB o películas de nuestras vacaciones?*

Figura 10. Propuestas para disfrutar de las TIC con la familia

- Pida ayuda a sus menores para el manejo del ordenador, del móvil o Smartphone

Muchos adultos son torpes con las TIC y los menores pueden hacer de maestros de informática. Agradezca la ayuda y sobre todo ponga confianza en el menor y en sus capacidades para tomarse con seriedad las TIC.

Y en otro momento... ayude si puede a sus menores en los estudios y en actividades que lo soliciten. Hágalo con paciencia. Nos ayudamos unos a otros.

- Haga tertulias familiares a distancia con aplicaciones del tipo Skype

Algunos días que usted se encuentra fuera de casa o simplemente no está en el hogar puede aprovechar para encender la cámara y hablar con sus menores por Skype. Puede saludarlos, preguntar por sus vidas o simplemente decir que nota su falta.

Y en otro momento... puede escribir una carta (a mano o por correo electrónico) a alguno de sus familiares para comentarles sus emociones o

sentimientos más profundos. O simplemente para decirles que les quiere.

- Veamos con YouTube algunos vídeos interesantes

Los jóvenes son muy rápidos para conseguir buenos vídeos (la mayoría duran unos segundos o pocos minutos), algunos son verdaderas comedias para reírse y otros hacen pensar. Mírelos y piense que su menor se ha acordado de usted al enviarlo.

Y en otro momento... te hago cosquillas por la espalda, te peino o te ofrezco un pequeño masaje si lo necesitas. Usted también puede solicitarlo a sus menores. Pueden acceder o simplemente rechazarlo como forma de rebelión, ambas conductas pueden ser interesantes.

- Preparar las vacaciones y salidas familiares con aplicaciones como Google Maps, Google Earth, y Webs de alojamientos.

Decidan las actividades vacacionales: busquen por Internet, preparen los recorridos, visualicen los lugares, recojan información de los pueblos, repasen las WEB de alojamientos y disfruten preparando en familia los viajes. No lo haga usted solo. Dé responsabilidades de búsqueda a cada menor y supervise. Haga reuniones posteriormente o simplemente hablen de ello mientras comen o cenan.

Y en otro momento... paseamos juntos por la playa, tomamos el sol y la sombra, salimos por la montaña, recorremos el bosque, vamos a pescar, recogemos "moras" o paseamos por jardines.

- Maravillosos GPS: para el coche, para caminar o para hacer deporte

Los GPS permiten aprender de geografía, planos... deje que los menores preparen con el GPS los viajes de coche y den órdenes habladas y escritas al GPS: Utilicen GPS de montaña o preparen las rutas para caminar desde los Smartphone. Algunas aplicaciones permiten

controlar las acciones del deporte (por ejemplo pulsaciones, kilometraje...). Todo un aprendizaje para la vida.

Y en otro momento... deje que los menores realicen fotografías con las cámaras o los móviles. Las pueden disfrutar posteriormente en la televisión y si le gustan páselas a formato papel para colocarlas en la pared.

- ¿Qué tal un álbum de fotos elaborado desde la WEB o películas de nuestras vacaciones?

Algunas aplicaciones permiten crear álbum de fotos en formato físico. Posteriormente empresas por Internet los envían a su domicilio. Elabore junto a sus menores estos álbumes. Decidan las fotografías, los textos e historias a colocar. Recreen los tiempos vividos en familia y permita que los menores y usted mismo vuelvan a contar sus mejores recuerdos.

Otras aplicaciones gratuitas permiten crear pequeños videos (cuatro o cinco minutos con fotografías) . A estos vídeos se les puede ajustar música. Permita que todas sus familias puedan disfrutarlos. Pueden insertarlos en sus espacios WEBS.

Y en otro momento... con el horno de la casa, la heladera, la yogurtera, la sartén y la “cazuela”... preparamos la comida y la cena de la casa. Unos buenos espaguetis, la pizza, un helado, un postre y las “lentejas del día siguiente”...

4.2. Creando redes sociales positivas. El nuevo rol de las familias.

- Cree páginas y blogs de grupos familiares. Manténgalos enlazados

La creación de páginas familiares y blogs permiten escribir experiencias, dejar fotos de las familias nucleares y/o las extensas, organizar excursiones para las siguientes semanas, dejar vídeos enlazados... Estas páginas crean sensación de familia y generan una sensación de grupo. Enlace las páginas de los diferentes miembros de la familia.

Y en otro momento... acompaña a los menores a la cama, les dice algo bonito antes de dormir, les recuerdo que me hacen ser más feliz y les doy un beso para que tenga buenos sueños.

- Avanzando positivamente con las TIC. Mis aficiones en vista de Blog

Los menores suelen tener aficiones que quieren compartir. Anime a que elaboren Blogs de sus temas preferidos y que los mantengan actualizados. Deben controlar las participaciones del público que siguen su Blog y permitir comentarios que sean respetuosos

Y en otro momento...visitamos los museos de esas aficiones, buscamos juntos más información en la WEB y vemos vídeos sobre esos temas que nos interesan. Podemos hacer amistades con redes sociales relacionadas y evitamos obsesionarnos con un solo tema que nos termina haciendo depender de él.

Creando redes sociales positivas. El nuevo rol de las familias.

- *Cree páginas y blogs de grupos familiares. Manténgalos enlazados*
- *Avanzando positivamente con las TIC. Mis aficiones en vista de Blog*
- *Mi Web profesional y Linkedin. Jóvenes en la búsqueda de empleo*
- *Facebook y otras: toda la red social de sus menores en la WEB*
- *Redes sí, pero sin dependencias*

Figura 11. El apoyo a la creación de redes sociales desde la familia

- Mi Web profesional y Linkedin. Jóvenes en la búsqueda de empleo

Sus menores serán adultos. Ayude a crear a sus jóvenes la WEB profesional para colocar su currículum, su video – currículum, sus proyectos profesionales...Tiene ejemplos en la notas de pie de página (realizados en el Instituto Nicolás Larburu), sus puntos fuertes de cara al empleo. Ayude a través de redes profesionales nacionales o internacionales a que cuelguen sus

experiencias y se animen en la búsqueda de empleo.

Y en otro momento doy clases magistrales, hacemos ejercicios de lápiz y papel para hacer pensar a los jóvenes desde la perspectiva de un adulto. Escucho sus sugerencias, sus críticas e ilusiones y me siento más joven al sentir que me aceptan y comparten conmigo sus proyectos de futuro.

- Facebook y otros: toda la red social de sus menores en la WEB

Piense con los menores qué contenidos son convenientes colgar en Facebook y sobre todo los permisos que dará para ser visualizados. De vez en cuando revise el Facebook de sus familiares, mire que está colgado y comente posteriormente lo que ha visto. No se asuste y ayude a pensar.

Revise usted mismo sus propios contenidos en la WEB y mire en los buscadores de Internet que es lo que aparece de su propia vida. Hable de todo ello en familia, no oculte las cosas pues la Red es pública.

Y en otro momento...hacemos memoria y hablamos de crisis familiares pasadas, malos momentos vividos y secretos familiares que nunca nos atrevimos a comentar en familia. Mejor que sean dados a conocer por usted a que sean descubiertos inesperadamente por los suyos. Todas las familias deben asumir su parte positiva pero deben reconocer el sufrimiento y el dolor asociado a los secretos mantenidos. A los menores con la sinceridad se les gana casi siempre.

- Redes sí, pero sin dependencias

Intente no depender de las redes. Deje tiempos específicos para ello. Disfrute de la naturaleza, la cultura, el ocio, el deporte y el encuentro interpersonal. No se deje enganchar por las redes que pueden convertirse en una adicción. No olvide que a fecha de hoy son el juego por Internet, el sexo compulsivo en la Red, las compras descontroladas y los videojuegos en

línea las que ofrecen mayor posibilidad de dependencia.

Y en otro momento... compro lotería de Navidad que comparto con otros familiares, acompaño a los menores a sus compras de ropa o comparto con personas con las que estoy a gusto momentos de relajación, caricia o afecto.

5. REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

Block, JJ. (2008). Issues for DSM – V: Internet addiction. *American Journal of Psychiatry*, 165: 306 – 307

Bringué X., Sádaba C. (2009). *La generación interactiva en España. Niños y adolescentes ante las pantallas*. Barcelona: Ariel y Fundación Telefónica

Carbonell X. (2014). De la adicción a Internet al trastorno de juego en Internet. En Instituto Deusto de Drogodependencias ¿Existen las adicciones sin sustancias? Deusto Digital: Bilbao pp. 73 - 85

Choliz M., Marco C (2011). *Adicción a Internet y redes sociales. Tratamiento psicológico*. Madrid: Alianza Editorial

Echeburúa E. y cols. (2009). *Adicción a las nuevas tecnologías en adolescentes y jóvenes*. Madrid: Pirámide

Echeburúa E. y Requesens A. (2012). *Adicción a las redes sociales y nuevas tecnologías en niños y adolescentes. Guía para educadores*. Madrid: Pirámide.

Estevez A. (2014). Juego en adolescentes. Nuevas formas mismas consecuencias. En Instituto Deusto de Drogodependencias ¿Existen las adicciones sin sustancias?. Deusto Digital: Bilbao. pp.53 - 71

Garmendia M. (Dir) (2011). *Riesgos y seguridad en Internet: Los menores españoles en el contexto europeo de la red europea de investigación EU Kids On – Line*. Bilbao: Universidad del País Vasco

INJUVE (2013). Informe juventud en España 2012. Madrid: Instituto de la Juventud

Ito M., Baumer S., Bittanti M., Boyd D. et al. (2010). Hangig out, messing around, and geeking out: kids living and learning with new media. Cambridge, Mass: MIT Press.

Loizaga F. (2010). Intervenciones familiares para avanzar en el vínculo y en la base segura. (Un viaje al tren de los apegos). Reflexiones para la mejora del vínculo con familias adoptivas. En Loizaga (dir. (2010). Adopción hoy. Nuevos desafíos, nuevas estrategias. Madrid: Mensajero, 457 – 488)

Loizaga F. (2011). Parentalidad positive. Las bases de la construcción de la persona. (Un enfoque desde la teoría del apego y de vínculo). Revista de Educación Social, 49, 70 -88

Loizaga F. (2013). Trabajando la identidad positiva con las personas adoptadas. Familia, apegos y vínculos como estrategias de la consolidación de la identidad. Cuadernos de Psicomotricidad 46, 7 – 20

Matute H. (2014). Internet ¿adicción o no adicción?. En Instituto Deusto de Drogodependencias ¿Existen las adicciones sin sustancias?. Deusto Digital: Bilbao. pp. 19 - 38

Oliva A. et al (2014). Adicciones con y sin sustancias. Paralelismo. En Instituto Deusto de Drogodependencias ¿Existen las adicciones sin sustancias?. Deusto Digital: Bilbao.

Protegeles. Com (2013). Guía parental. Manteniendo a sus hijos seguros en Internet. http://www.centrointernetsegura.es/descargas/infantiles/inf_guia_parental.pdf

Rubio A. (2010). Generación digital: patrones de consumo de Internet, cultura juvenil y cambio social. Revista de estudios de juventud, 88, 201 - 221

Sarabia I. (2012). Ocio y tiempo libre. En

Instituto Deusto de Drogodependencias. Drogas y escuela VIII. Bilbao: Deusto Digital

Sánchez-Carbonell, X., Beranuy, M., Castellana, M., Chamarro, A. y Oberst, U. (2008). La adicción a internet y al móvil, ¿moda o trastorno? Adicciones, 20, 2, 149-160.

Tejero C.M., Balsalobre C. Higuera E. (2011). Active digital entertainment (ADE). Social reality, trends and opportunities of virtual physical activity. Journal of Sport and Health Research, 3 (1), 7 – 16

6. ENLACES ÚTILES

- Informe Juventud de España 2012

http://www.injuve.es/sites/default/files/2013/26/publicaciones/IJE2012_0.pdf

- Guía parental. Manteniendo a sus niños seguros en Internet

http://www.centrointernetsegura.es/descargas/infantiles/inf_guia_parental.pdf

- Riesgos y seguridad en Internet. Los menores españoles en el contexto europeo. 2011

http://www.sociologia.ehu.es/s0018-eukidsct/es/contenidos/noticia/eukids_informe_280311/es_not/adjuntos/Informe_Espa%C3%B1a_completo_red.pdf

- Infancia y Tecnología. Guías didácticas y materiales

<http://www.infanciaytecnologia.com/>

- Adicciones no tóxicas. Unidad de investigación

<http://www.adiccionestecnologicas.es/>

- IAB Europe. The voice of digital business

<http://www.iabeurope.eu/research-and-papers>

- Las nuevas tecnologías aplicadas a la Psicología. Entrevista

http://www.infocop.es/view_article.asp?id=4775&cat=9

- Ciberfamilias

www.ciberfamilias.com

- Protegles en la Red

<http://www.protegeles.com/>

- Guía de videojuegos para padres

<http://www.guiavideojuegos.es/>

Las personas mayores y la resiliencia

Pues deseo que tú con tus 65 años y yo con mis 62, nos veamos aliviados de este peso que nos es común a entrambos...sé positivamente que esto, como todo, lo llevas y lo seguirás llevando en el futuro con moderación y sabiduría.(Cicerón, Diálogos de la vejez/ de la amistad).

Rosario Paniagua Fernández
Universidad Pontificia de Salamanca

Resumen:

Presentamos un trabajo acerca de las personas mayores y la resiliencia, entendida ésta como la capacidad de hacer frente a las dificultades sobrevenidas a lo largo de la vida, y salir hacia delante de la mejor manera. Las personas mayores y muy mayores, a base de vivir, tienen interiorizados hábitos de resistir, de ayudar, de ser generosas y ponerse a disposición de la familia y próximos en situaciones difíciles. Esta ayuda la prestan desde una encomiable generosidad, sin analizar, detenidamente, el esfuerzo que les pueda suponer, y el coste personal que trae consigo en todos los órdenes. Sobre todo ello vamos a reflexionar en este trabajo.

Palabras clave: Personas mayores, resiliencia, ayuda, generosidad, esperanza.

Abstract: Elderly people and resilience. This article deals with elderly people and resilience. Resilience is the capacity to face successfully any kind of difficulty in life. Elderly people and the very aged, by the very fact of living, develop habits of resisting, helping or being generous with family and relatives in difficult conditions. They spontaneously offer themselves as a help for the others, by generosity, without taking into account the effort and their real personal cost. In this paper there is a reflection on this theme.

Key words: Elderly people, resilience, help, generosity, hope.

Summary: This paper explains how elderly people develop resilience facing problems that affect family or relatives.

1.- Acerca de las personas mayores

El envejecimiento de la población está teniendo lugar a lo largo y ancho del mundo, pero en la actualidad están envejeciendo también los países en desarrollo, lo que supone una novedad. Estamos en una sociedad con menos nacimientos, más envejecimiento y por tanto con una nueva fisonomía, que se va a ir acentuando en los próximos años. Por ello se hace imprescindible saber de qué, o mejor dicho, de quiénes estamos hablando, cuando decimos “personas mayores”. En este trabajo no hemos incluido, a los mayores en situación de dependencia, para centrar la reflexión en aquellas personas mayores con capacidades conservadas y que venturosamente viven su vejez, de un modo senescente y activo, por ajustarnos al contenido del presente trabajo.

El proceso de envejecimiento, se hace perceptible a los ojos por las canas, las arrugas, el esquema corporal, disminución de estatura, siendo el objetivo fundamental, que las personas lleguen a un envejecimiento óptimo en las mejores condiciones posibles en el plano físico, psíquico y social. El envejecimiento de las personas no se puede abordar globalmente, cada uno lo hace de forma singular, no envejece un grupo, que también, sino personas singulares y el devenir de la edad

será muy diferente para cada cual, dependiendo de la biología, de la biografía, del modo de afrontar el cumplir años. Por ello hay que “acercarse” a este grupo y conocerlo en sus verdaderas singularidades: con su edad biológica (cuerpo), edad cronológica (los años) y edad social (el puesto en la sociedad), edades estas que no siempre están en total sintonía.

Las personas no envejecen aisladas, sino dentro de un “contexto social” determinado y determinante, en donde las creencias, los valores, las actitudes y los pensamientos influyen en el comportamiento y la adaptación de los individuos a la nueva realidad vital. El concepto de bienestar en los mayores se emplea para definir el envejecimiento satisfactorio y pleno, las variables que confluyen en la satisfacción vital de los mayores provienen de su estado de salud, de la satisfacción con sus expectativas de vida, el amor, la valoración y el reconocimiento que de ellos se tenga. El amor y el reconocimiento a las personas tienen unas cualidades escultoras de primer orden, dirá Ortega y Gasset. Hay bastiones de longevidad en varios lugares del mundo y lo que revelan, entre otras cuestiones, es el sentirse muy queridos y estimados por las comunidades de referencia.

La imagen que se adopte hacia los mayores, tiene que ver con la historia de cada cual, los recuerdos, afectos, elementos culturales y axiológicos que se han vivido en relación con persona mayores y / o muy mayores del entorno próximo. Esto va a ser decisivo a la hora de acercarse a este grupo social. Ante los mayores caben posturas que van desde la ignorancia, el desconocimiento, la indiferencia, sublimación, sobreprotección desprotección rechazo, entre otros. Solo la aproximación y el respeto absoluto a ellos, llevará a obtener la imagen real lejos de estereotipos negativos y prejuicios.

Las personas mayores no conforman una cultura propia, o lo que sería peor, una subcultura; están inmersos en la cultura colectiva en la que tienen que participar para llegar a ser ciudadanos de pleno derecho. Hay estereotipos negativos vinculados a los mayores, como el edadismo, el viejismo, la gerontofobia que son en definitiva prejuicios sobre el envejecimiento, en ellos se da prioridad a factores de tipo biológico, dejando en segundo plano los factores derivados de la historia de vida, y los modos de envejecer tan particulares que aportan una variación considerable al proceso individual del envejecimiento. Señalamos que las personas que envejecen en épocas y contextos muy próximos, y con uno determinado patrones culturales, lo hacen de forma muy similar, “pero nunca igual”. El envejecer con grupos de parecidas circunstancias se torna beneficioso pues:

- Aumenta las posibilidades de socialización
 - Proporciona intercambio de ideas
 - Desarrollan habilidades grupales y entendimiento mutuo
 - Favorece el encuentro intergeneracional
 - Se potencia la autorrealización y la creatividad
 - Amortigua la soledad y el aislamiento.
- Precisando que ser mayor solo es:
- Haber cumplido años
 - Haber acumulado experiencias
 - Haber vivido en otra época
 - Haber crecido en otro contexto socio-cultural
 - Haber tenido experiencias diversas
 - Haber tenido que enfrentar numerosas pérdidas
 - Haber adquirido conocimientos por el hecho de vivir más.

El que los mayores hayan vivido pérdidas y sufrimientos, no se contradice con llevar una vida activa y gratificante, hasta que sea posible, huyendo de clichés

que identifican a los mayores con un conjunto de carencias físicas e intelectuales. Se trata de dotar a los mayores de todos los recursos necesarios para el total desarrollo de una vida independiente y saludable, a la que tienen derecho.

Los mayores prestan ayudas impagables en las familias, ejerciendo de manera generosa la llamada “abuelidad” de la que nuestro país, junto a Portugal y Grecia, está a la cabeza de Europa. Los mayores aportan a las jóvenes generaciones las verdaderas conclusiones, la síntesis de la vida en donde caben muy pocos y muy sólidos valores, que son de siempre y para siempre. De este modo coronan su existencia con el hermoso oficio de maestros. Los mayores transmiten la síntesis de lo que verdaderamente merece la pena vivir, y ser fiel a una identidad personal construida con pocos y sólidos soportes. En síntesis los consejos básicos de los mayores se resumen en: vivir el presente, saborear lo bueno de cada día, y luchar cuando aparecen las dificultades, siendo este el tema de la resiliencia que desarrollaremos en este artículo.

Estamos ante el rostro de una “nueva vejez,” una nueva fisonomía de este grupo social, al que se accede en buenas condiciones de salud integral, por tanto la contribución a la sociedad es más rica y comprometida. Esta nueva vejez debe gestionar bien su tiempo, ocuparse en actividades gratificantes, llenar la vida de sentido, no de cosas, una etapa por vivir y desarrollar el capital humano que se ha acumulado. La participación social de los mayores, en asociaciones, voluntariados, pone de manifiesto la diversidad existente entre ellas, y nos permite ver la forma de vivir no estereotipada; la participación social facilita que esta etapa de la vida no quede circunscrita al ámbito privado. Hacemos nuestra la propuesta del profesor Subirats.

- La vejez no tiene porque asimilarse a un estado de carencias más o menos permanente

- La personas mayores no constituyen un grupo especial de nuestra sociedad

- La vejez es un oportunidad de convivir con los demás

- De hacer aquello que antes no se pudo

- De recuperar lazos de amistad, de familia, de la tierra de origen

- Aprender, enseñar cosas útiles para los demás y gratificante para uno mismo

- No perder la curiosidad por el mundo y tener ocupada la mente.

Aprender cosas nuevas, es la mejor medicina para la soledad, el abandono, el aislamiento. Es la mejor forma de demostrarse que nunca es tarde, que vale la pena vivir, y que el objetivo de las actividades desempeñadas, no estriba ya en el reconocimiento exterior, sino en la satisfacción personal de seguir creciendo y culminar la propia existencia creativamente. Hay que habituarse a ver la vida con plenitud, como un continuo de posibilidades vitales, pues como dice Pascal, “...No hay nada más duro para el hombre, que el reposo completo, sin pasión, sin ocupación, sin distracción ni meta. Entonces es cuando percibe su insignificancia, su aislamiento, su insuficiencia, su subordinación, su impotencia y su vacío...”

A la edad de jubilación llegan personas muy diferentes, como distintos han sido sus recorridos vitales, de ahí que habrá que elaborar programas variados y creativos teniendo en cuenta la diversidad de perfiles que acceden a esta situación tan importante, una vez concluida la vida laboral. Consideremos a los prejubilados, que asumen papeles de jubilados en óptimas condiciones de salud y capacidades, con lo cual su contribución social al mundo del voluntariado y ayuda familiar se ha visto sustancialmente

incrementado. Este grupo está creciendo anualmente en más de 50.000 personas, en muchos casos motivado por los ERE.

Lo verdaderamente importante es adoptar posturas de acuerdo con la verdad sobre los mayores, erradicando imprecisiones y tópicos que han ondeado sobre este grupo, con el deseo de que sean, de una vez por todas, los protagonistas de su propia historia, del quehacer cultural que les corresponda, activos en la contribución social cotidiana, en el momento que les ha tocado vivir y de acuerdo con las posibilidades reales de cada uno.

Una crisis es una situación productiva, basta con saber quitarle el regusto a catástrofe (Max Frisch)

2.- Acerca de la resiliencia.

Se entiende por resiliencia la capacidad de superación ante situaciones difíciles y/o muy difíciles con el propósito de salir adelante. Hay un talante resiliente en las personas, pero se hacen precisas herramientas válidas para salir adelante, cuando las dificultades hacen su aparición en la vida de las personas. En toda vida hay acontecimientos desestabilizadores con los que no se contaba y acontecen sin ser llamados, lo que Teilhard de Chardin denomina las pasividades de disminución. Se hace necesario el fortalecimiento y el acopio de recursos, para salir de las situaciones y no perecer en ellas. Gracias a la resiliencia una persona puede llegar a conocer las estrategias a las que debe recurrir, para salir de las adversidades. La resiliencia se aprende, a lo largo de la vida se pueden ejercitar las estrategias y habilidades pertinentes para superar las dificultades.

Pero nadie posee la resiliencia de una vez para siempre, cada vez que la situación vital cambia, se deben “activar” las fuerzas y las capacidades necesarias para hacer frente a las nuevas exigencias.

Ese “reiterado proceso de adaptación”, ofrece de nuevo posibilidades de crecimiento, desarrollo y maduración. Aprender a lo largo de la vida, significa estar siempre abiertos a nuevas experiencias, y estar dispuestos a superar antiguos modelos y pautas de conducta. A largo plazo, la resiliencia no se desarrolla mediante cambios bruscos, sino a través de pequeñas, pero duraderas y eficaces correcciones, que forman parte del vivir cada día. Es importante que el impulso de superación venga de dentro a fuera, pero también es un buen complemento que alguien desde el exterior, ayude a abrir los ojos para ver aquello, que desde hace tiempo estaba en lo profundo, y no se ha sabido activar, y una ayuda oportuna beneficia notablemente a la persona en dificultad.

- La resiliencia, designa el conjunto de fuerzas que las personas ponen en funcionamiento para controlar su vida en los momentos de dificultad

- Son resilientes las personas que durante mucho tiempo no se han dejado abatir, han resistido, pero no exentas de dificultades

- Las personas resilientes, sufren duros “golpes” y repetidas veces, con el tiempo vuelven a la vida

- Además con más vida, una existencia con mayor significación con más experiencia, más compasión, más generosidad, más comprensión con la vulnerabilidad del otro

- Lo negativo es permanecer caído, no luchar por salir adelante, arrastrar a otros en la caída

- Percibir, acoger y soportar el dolor lo mejor posible y emprender el camino de salida

- Es la única actitud positiva de la que se derivaran bienes del mal

- Solo el que se reconoce débil podrá hacerse fuerte.

Cuando las personas superan graves crisis confiesan que al mirar retrospectivamente su vida, reconocen que

sus perspectivas personales se han ampliado y se desenvuelven en torno a nuevos centros de intereses. Tras la crisis se instaura una nueva identidad enriquecida y reforzada por la dura experiencia vivida, se da el fenómeno del Ave Fénix que resurge de sus cenizas.

Para medir la resistencia anímica de una persona, son de suma necesidad: el optimismo, la aceptación y la búsqueda de soluciones, sobre este tríptico descansa el buen camino de aceptación y de salida de las dificultades. Unido a la autorregulación, responsabilizarse de uno mismo, mantener relaciones, y tener proyectos de futuro son elementos que ayudan y allanan los caminos facilitando la salida. Un buen sistema de relaciones y el desempeño de tareas ilusionantes, llenas de sentido, dan respuesta a necesidades de las personas y tienen un buen efecto estabilizador. Lo importante es que la persona no se hunda en la dificultad, sino que la afronte y crezca a través de ella. La exteriorización y el relato repetido de lo que acongoja, puede ayudar a que la persona elabore la experiencia y la integre llena de sentido.

Los acontecimientos que tienen una incidencia mayor en la vida de las personas, y los mayores, por el hecho de haber vivido más, tienen más ocasiones de haber sufrido son: la enfermedad, las pérdidas, la muerte de seres queridos, todo ello supone una dura prueba para la capacidad de resistencia anímica de los que las padecen, unido a dificultades familiares tales como el desamor de los hijos, la desatención, la falta de recursos varios lo que puede desembocar en situaciones de fuerte sobrecarga, que exige una buena dosis de temple de ánimo, para lo cual necesitaran los propios recursos y el apoyo externo de los próximos para poder salir con éxito de la situación. Cuando se ha salido de la crisis de modo resiliente se aprecian unos signos positivos como:

- Se incrementa la capacidad de compasión y empatía
- Se concede mayor aprecio a las relaciones personales
- Se acepta mejor la propia vulnerabilidad y las experiencias negativas
- Se obtiene mejor consideración de los propios valores.
- Se produce un cambio de prioridades, jerarquización más ajustada a la realidad
- Se incrementa la propia competencia de superación
- Se consigue un sentimiento más estable del propio valor
- Se logra mayor madurez emocional
- Se da una mayor valoración y comprensión de la vida en su verdadero sentido
- Se viven las creencias con más convicción y profundidad.

Gruhl y Körbächer pp. 14-15.

En suma, los resilientes son personas que controlan la situación, y no dejan que las cosas se les vayan de las manos, sino vivirlas desde una presencia de ánimo y fortaleza aprendidas, precisamente porque se viven frágiles y se esfuerzan en vivir el dolor lo mejor posible, y sacar de la situación difícil los mejores aprendizajes para la vida y ayudar a otros en parecidas circunstancias; generando con ello redes de solidaridad desde una fuerza aprendida para luchar. Ahí radica el secreto de los fuertes en reconocerse débiles, hay muchas lágrimas en los resilientes, y se han encontrado de frente con su propia vulnerabilidad.

En cuanto a duración, del mismo tiempo se dispone para afligirse por el pasado, que para construir el futuro (Dicho hindú).

3.- Acerca de los mayores y la resiliencia

El término resiliencia, es heredado de la Física, en su significación de resistencia de un material a los golpes, lo contrario a la fragilidad. Pasó luego a la Psicología, entendida como la resistencia al sufrimiento, a la adversidad, a los eventos dolorosos, o más literal a los “golpes”. Las personas mayores hablan de “golpes” y el haber vivido mucho, ha dado lugar a que estos se sucedan, y los han ido sorteando con mejor o peor acierto, como han podido.

Hay conexiones entre la resiliencia y el envejecimiento; en la sociedad prevalecen representaciones sociales negativas acerca de la vejez, pero en la realidad las personas mayores no tienen porque asociarse inequívocamente al deterioro, si a los cambios, como ocurre en otras etapas de la vida, por ello es un error identificar el envejecimiento humano solo con la declinación y el desgaste, esto supone desconocer las capacidades de los mayores, la fortaleza con la que afrontan las dificultades, y la capacidad de adaptación a las nuevas circunstancias como venimos señalando.

El envejecimiento no implica no tener proyectos, no tener ilusiones sino todo lo contrario. En esta etapa de la vida la resiliencia cobra una especial importancia, con ella los mayores son capaces de adaptarse a nuevas situaciones sin que se ponga en riesgo su “estar en la vida con sentido”. El envejecer deberá significar el mayor desarrollo de las capacidades, la fragilidad que naturalmente presentan las personas mayores, puede verse compensada por la experiencia, la prudencia, la sabiduría. La vejez va asociada a pérdidas, que son también oportunidades, ante esa realidad indudable, muchos mayores viven estas circunstancias con:

- Presencia de ánimo
- Vitalidad envidiable
- Fortaleza y temple
- Sabiduría y experiencia

- Proyectos ilusionantes y creativos
- Ocio lleno e instructivo
- Prestación de ayuda a otros en dificultad
- Colaboración y/o sosteniendo de la dinámica familiar etc.

Las personas mayores actualmente están dando muestra de una gran fortaleza, saliendo al paso ante las precarias condiciones familiares por falta de trabajo, problemas de hipotecas, debilidad económica, sosteniendo la situación de hijos y nietos por tiempo indefinido. O abandonando la institución geriátrica en la que residían para ayudar, en solitario, a la familia extensa, como único soporte, dando muestras de gran fortaleza y encomiable generosidad. La situación de crisis que está atravesando el país pone de manifiesto, cada día esta realidad que estamos señalando.

No hay duda que un gran sector de los mayores, se ha visto obligados con anterioridad a vivir con precariedad, teniendo que ajustar bajos ingresos y sobrevivir en innumerables situaciones adversas siendo fuerte, esto ha creado en ellos un aprendizaje resiliente, que madura con los años. Esto unido al arraigado sentido de familia hace que salgan al paso de lo que sea preciso “sin pensarlo dos veces”, hay que hacerlo y se hace. Muchos mayores han pasado guerras, pérdidas, precariedades severas que les han hecho desarrollar una generosidad hasta el límite digna de todo elogio. En definitiva son personas que han vivido siempre de modo resiliente, ya que estas conductas desplegadas hacia los otros no se improvisan, han tenido un aprendizaje largo e “intramuros”, en el seno de la familia, sin ninguna visibilidad social, pero de un valor incalculable.

En los mayores la resiliencia puede ser un resultado y también un proceso. Como resultado la resiliencia muestra a una persona que, después de haber sufrido eventos dolorosos, reacciona de forma

adecuada haciéndose cargo, desplegándose hacia los otros, no aislándose, y en actitud de apertura para salir de la situación y hacer salir a otros y, si la situación no es pasajera, acostumbrándose a vivir con ella. A todo ello ayuda el apostar por un buen mantenimiento físico, psíquico y social y con redes de apoyo formales (instituciones, centros, asociaciones) e informales (la familia, los amigos, los vecinos etc.)

Al analizar la resiliencia como proceso se observa la relación de los factores de riesgo y los resultados obtenidos, sin olvidar las variables moderadoras (de personalidad, autoestima, control personal) que han contribuido positivamente a hacer frente a las adversidades.

- Las personas mayores disponen de recursos que se ponen en funcionamiento cuando son necesarios para “poder con la situación”

- Están acostumbradas a resistir, tiene mucha experiencia acumulada, y un aprendizaje innato, que le ha dado el haber vivido muchos años

- Estos recursos tiene que ver con las cualidades personales, la forma de afrontar las situaciones difíciles, la paciencia, el control sobre las cosas etc.

- Hay recursos suficientes para hacer frente a la situación, por ello no hay que psicologizar la vida y pedir ayuda al instante

- La ayuda se solicitará cuando es necesaria, ni un minuto después, ni un minuto antes

- La persona mayor tiene un capital humano “desconocido” que se activa cuando viene la dificultad seria

- Si no se puede con la vida la vida podrá con nosotros.

La familia tiene una función protectora en todo el ciclo vital, pero especialmente en las etapas primera y última de la vida, el entorno familiar va a contribuir de forma decisiva, como recurso

valioso a los mayores, facilitando una vida con más calidad, tejida de cariño, respeto, autonomía, dignidad, competencia y todos los elementos que constituyen una buena vida de manera integral. De no ser así, el mayor tendrá serias dificultades para el desarrollo de su vida cotidiana de una forma saludable.

Diferentes teóricos e investigadores han coincidido en que existe un paralelismo entre desarrollo y resiliencia y, aunque no son sinónimos, ambos indican en la adaptación a nuevas circunstancias y de eso los mayores, al haber tenido un mayor trayecto en el curso de la vida, han tenido que ajustarse y adaptarse “más veces” a situaciones estresantes. Lo que viene a corroborar que los mayores son resilientes más veces, y con ello adquieren un aprendizaje muy válido para resistir los “golpes”

Algunos estudios han señalado que la resiliencia no se presente solo en situaciones extremas, sino que está presente, y acompaña a lo largo de toda la vida, y hace posible que las personas se adapten a nuevas situaciones adversas. La vida da para mucho, y los mayores han tenido ya muchas experiencias, muchas vivencias, han tenido que agitar “pañuelos blancos” de despedida muchas veces, han tenido que caminar bajo soles abrasadores y estepas heladas y han resistido, de ahí la experiencia y el hábito de ir pudiendo con lo que venga, no sin esfuerzo.

En los procesos de desarrollo personal las personas mayores juegan un papel muy activo, poniendo en marcha mecanismo que permiten salir de la situación de modo positivo, incluso en edades avanzadas en donde la fortaleza física está mermada, pero se potencian unos recursos personales, que estaban aparentemente ocultos y llegan en ayuda de la situación cuando son necesarios, ese capital ignoto, se hace visible en los momentos en los que la resistencia es el

único camino posible. El hábito de la resistencia se va consolidando con los años, para ello la persona ha de tener objetivos, ha de tener proyectos, todo ello va a ser decisivo tanto en el desarrollo de la persona, como en la adquisición de aspectos centrales de la teoría de la resiliencia, como por ejemplo tener clara la identidad, la autovalía, la autoeficacia, la autoestima, el empoderamiento, el mantenimiento de relaciones sociales etc.

En la vejez existen pérdidas y ganancias, consideramos que las ganancias permiten suplir las pérdidas mediante los procesos de adaptación siendo resilientes, además en esta etapa de la vida se toma mucha conciencia del tiempo, se revisa lo que se ha hecho y lo que no, los años que se fueron cumpliendo, los eventos familiares, la salida de los hijos de casa, la jubilación, los nietos, las pérdidas múltiples y significativas, muertes cercanas por razones de edad, los cambios corporales, las arrugas, las canas, prótesis de ayuda. En suma todo lo que constituye el proceso de la reminiscencia, que hay que afrontarla bien para no desligarse del presente, envueltos en los recuerdo pasados.

La conciencia del tiempo, y las pérdidas que trae consigo, son elementos fundamentales al proceso del envejecimiento, en donde la presencia de la resiliencia hará más favorable el poderlo encajar, que en definitiva es aceptar la vida. La pérdida por la muerte del cónyuge y de hijos, va acompañada de una fuerte tensión emocional y aumento de la soledad. Estas pérdidas, conllevan grandes cambio en la vida cotidiana, cambios de domicilio, asunción de nuevas responsabilidades, la soledad resulta difícil de sobrellevar, es el momento que algunos mayores deciden formar nueva pareja, pues las necesidades emocionales precisan de la misma atención que en otras etapas de la vida. Esta decisión no es bien recibida familiar y socialmente, pero los mayores, convencidos de su decisión, siguen adelante dando cauce a su

necesidad de compañía, dando ejemplo de una gran fortaleza y coraje por conseguir su objetivo.

Con la edad, aumenta las vulnerabilidades y los riesgos que repercute en el bienestar de las personas, pero los niveles de satisfacción con la vida no decrecen, disfrutan de lo cotidiano, de la tranquilidad y de momentos gratos con la familia, con los amigos. La conciencia de grupo de iguales cobra un gran protagonismo como sucede en la adolescencia y la juventud. De otro lado, los niveles de depresión y ansiedad no aumentan, en edades muy avanzadas los mayores refieren satisfacción con la vida cotidiana y felicidad. Afirma Pinquart que las personas centenarias, son al menos tan felices como en edades anteriores, y tienen un buen nivel de bienestar emocional. Este fenómeno se denomina “paradoja de bienestar en la vejez”, la resiliencia ocurre de manera usual y puede ser considerada, como un fenómeno ordinario, más que extraordinario.

Consideramos el llamado concepto de “plasticidad,” como una forma de moldear al sujeto para minimizar los efectos negativos, y lograr la adaptación a los demás y al entorno. Para que se active la resiliencia es importante considerar la capacidad de plasticidad o lo que es lo mismo, minimizar los efectos nocivos a través de cambios estructurales y funcionales en otras áreas. La resiliencia se activará a través de diferentes procesos como son la selección, la optimización y la compensación, con todo ello se va facilitando el equilibrio.

Para aproximarnos a la verdadera realidad de los mayores hay que valorar las pérdidas y las ganancias en busca del mejor camino, para que se den las mejores condiciones de una vejez activa y creativa, compensadas las pérdidas y ganancias con los recursos con los que cuenta el mayor, logrará así definir las fortalezas que le

permitirán vivir de una forma saludable y equilibrada.

Para superar las situaciones críticas (jubilación, viudedad, pérdidas en general) se hace necesario un replanteamiento nuevo que permita al mayor superar la crisis y lograr un equilibrio lo más estable posible. Para que exista un acercamiento a las fortalezas humanas y a la resiliencia, se hace imprescindible la asunción de nuevas formas de conducta acordes a las necesidades y expectativas personales, tratando de fomentar la resiliencia. Esto es un proceso estructural profundo que se hace de dentro a fuera, en el cual cambia la forma de pensar, para percibir a los demás y los eventos que acontecen más como recursos que como problemas, más como oportunidad que como dificultad, más como crecimiento que como disminución, en suma una nueva forma de vivir.

4.- Para finalizar

La vejez supone retos, pero disponen de un bagaje importante de recursos otorgados por la propia vida, estos recursos tiene una gran validez para hacer las adaptaciones y ajustes, cuando llega el evento doloroso, con el objetivo de vivir la vida con calidad y sosiego propio de la madurez y los muchos años.

Los mayores atesoran sabiduría y experiencia, pero la sociedad en general no valora ese gran capital que solo dan los años, y el haber tenido muchas experiencias y el haberse adaptado a ellas, no sin dolor.

Los conocimientos y las experiencias de los mayores son “bibliotecas viviente” no solo en relatos y acontecimientos históricos vividos, sino como guía para otros de cómo sortear la difícil y apasionante carrera de la vida, todo ello es transmitido desde la propia vivencia.

Los conceptos relacionados con la resiliencia, como son: competencia,

autoestima, control interno, espiritualidad, emociones positivas, personalidad resistente, son fundamentales para una comprensión global de lo que es la resiliencia en los mayores.

La serenidad del mayor, está vinculada a la ausencia de ciertas inseguridades propias de la juventud y la madurez (el trabajo, el salario, la familia, pero aparecen otras: (la economía, la salud etc.) Pero “con lo mucho vivido” ha aprendido a solventar las dificultades si cuenta con los suficientes apoyos afectivos y relacionales.

Las personas mayores valoran mucho el afecto, la familia, el grupo de iguales, las creencias, todo ello otorga energía vital y fortaleza para sortear los golpes y disfrutar de la vida, pese al dolor sobrevenido, que es incuestionable en toda existencia humana.

Los mayores resurgen de las dificultades, se hacen fuertes a base de ejercicios repetidos en las muchas pérdidas por las que han tenido que atravesar, de donde extraen consejos muy útiles para otros, que están empezando la andadura de la vida.

La no aceptación a nuevas situaciones perjudica seriamente el crecimiento de las personas, que por ello se hace necesario formarse en la resiliencia desde etapas tempranas, para afrontar la vida con equilibrio y fortaleza. Terminamos nuestra reflexión con un hermoso poema en la línea de lo que hemos presentado de la poeta gaditana Pilar Paz Pasamar en su Ópera Lecta.

¡Al fin todo depende del salto y del empuje! / ¡Saltar sobre la vida, sobre tiempos y espacios ¡/ Largo y negro es el lomo, la embestida, / negro y bravo es el reto del acróbata. / Medir con la mirada la anchura de la fiera/ y volar sobre ella, del testuz a las ancas. / ¡Saltar entre cuchillos,

volar ese es el modo! ¡Todos nacemos desde un misterio que embiste!

5.- Bibliografía

ALBERCA, F, Todo lo que sucede importa, Cómo orientar en el laberinto de los sentimientos. Bilbao, Descleé de Brouwer, 2012.

BALLESTEROS JIMÉNEZ, S. (edit. y coord.) Gerontología. Un saber multidisciplinar. Madrid, Universidad Nacional de Educación a Distancia. 2004.

BERCIANO, I. Cómo envejecer con dignidad y aprovechamiento. Bilbao, Descleé de Brouwer, 2012.

BERMEJO, J.C. Soy mayor. Pensamientos para regalar. Madrid, PPC, 2013

BURÓN OREJAS, J. Debilidad aprendida y fuerza para luchar. Nuevos horizontes de la Psicología. Santander, Sal Terrae, 2011.

DOB, B y POLETTI, R. Soltarse. Decirle "si" a la vida. Santander, Sal Terrae, 2008.

GIRÓ MIRANDA, J. (coord.), Envejecimiento, conocimiento y experiencia. Universidad de la Rioja, Servicio de Publicaciones 2010.

CHITTISTER, J. El don de los años. Saber envejecer. Santander, Sal Terrae, 2009.

GRUHL, M. El secreto de las personas fuertes: la resiliencia. Santander, Sal Terrae, 2012

GRUHL, M – KÖRBÄCHER. Adiestrarse en la resiliencia. Santander, Sal Terrae, 2013.

GRÜN, A. Vive ahora. El arte de envejecer. Santander, Sal Terrae, 2010.

LABONTÉ, M.L. EL clic. Transformar el dolor que destruye en dolor que cura. Santander, Sal Terrae 2006.

LEY, K. Como a ti mismo. Nunca es demasiado tarde para amarse. Santander, Sal Terrae, 2008.

MARTÍN REYES, M. Ganar perdiendo. Los procesos de duelo y las experiencias de pérdidas. Bilbao, Descleé de Brouwer, 2010.

MIGUEL de, A. El arte de envejecer. Madrid, Biblioteca Nueva, 2005.

MONCADA, A. Años dorados. Entender a los mayores y prepararte para serlo. Madrid, Ediciones Libertaria, 1998.

NEMETSCHER, M. Renovar el ánimo, la elaboración del duelo. Santander, Sal Terrae 2009.

ORTIZ, LLEDÓ, I. Desde la cresta de los años. Animar y acompañar a nuestros mayores. Madrid, Fundación San Juan de Dios, 2010.

PANGRAZZI, A. Por qué a mí, el lenguaje sobre el sufrimiento. Madrid, San Pablo.1994, 3ª edición.

PANIAGUA FERNÁNDEZ, R. Reflexiones acerca de los mayores. Sombras y luces de una realidad, en Revista Sal Terrae, Marzo 2006, tomo 94/3, nº 1.099, pp.175- 187.

PANIAGUA FERNÁNDEZ, R. El proceso de envejecimiento y la intervención social. Universidad de Passo Fundo (Brasil) en Revista Brasileira de Ciencia del Envejecimiento Humano. Volumen 4, nº 1, 2007, pp. 57-75.

PANIAGUA FERNÁNDEZ, R. La protección social a las persona mayores. Una mirada al Siglo XX, en Revista

Miscelánea Comillas. Volumen 65, nº 126, enero- junio 2007 pp. 535-567.

PANIAGUA FERNÁNDEZ, R. Las persona mayores, aproximación a una realidad. Madrid, Editorial el Perpetuo Socorro, 2012, 2ª edición (aumentada).

REID FERRUCCI, V. Saber vivir. La cortesía del alma. Madrid, Paulinas 2011.

TOBEÑA, A. Mentes lúcidas y longevas. Universidad Autónoma de Barcelona, 2011.

Hacia un derecho que promueva la resiliencia

Blanca Gómez Bengoechea

Universidad Pontificia Comillas

Introducción:

La resiliencia es un concepto propio de la Psicología que tiene que ver con la capacidad de las personas para superar las dificultades, desarrollarse adecuadamente a pesar de las mismas, e incluso crecer en su presencia de una manera positiva.

Esta posibilidad de enfrentar las situaciones de adversidad a las que nos vemos sometidos a lo largo de la vida y salir de ellas más fortalecidos, cuenta con algunos mecanismos protectores, entre los que se pueden mencionar:

1. El vínculo temprano, logrado a partir de la vida en familia
2. La posibilidad de reconstruir la propia historia
3. La responsabilidad sobre los propios actos, y con ella, la posibilidad de perdonar y sentirse perdonado
4. La vida en comunidad
5. La capacidad de ser dueño de las propias acciones

Aunque pueda parecer, a primera vista, que nos encontramos ante una realidad puramente psicológica, respecto de la cual el Derecho tiene poco que decir, lo jurídico juega un papel muy importante en el modo en que se protegen o favorecen estos mecanismos que propician la resiliencia en las personas.

A lo largo de este artículo nos detendremos a reflexionar sobre cómo puede el Derecho

influir en la presencia o la ausencia de esta capacidad, analizando cómo salvaguarda la legislación vigente los mecanismos protectores de la misma antes mencionados.

1. Especial importancia del vínculo y la familia

En el camino hacia la resiliencia tienen especial importancia el vínculo temprano y la vida en familia como experiencia fundamental para construirlo.

La contribución del Derecho a la presencia de este mecanismo protector de la resiliencia viene determinada por el reconocimiento que se hace del derecho de los niños a vivir en familia, incluyendo:

- El derecho a vivir con tu familia
- El derecho a que se ayude a tu familia a cuidarte
- El derecho a que te separen de ella si no puede o no quiere hacerlo
- El derecho a un cuidado familiar sustituto

Nuestro ordenamiento jurídico recoge el derecho de los niños a vivir con sus padres prioritariamente, y considera como tales, como regla general, a la mujer que los ha dado a luz y al hombre que está casado con ella o que les ha reconocido como hijos. Ellos son titulares de la patria potestad de sus hijos menores, lo que les obliga a velar por ellos, tenerlos en su compañía, alimentarlos, educarlos y procurarles una

formación integral, así como a representarlos y administrar sus bienes. Todo ello siempre en beneficio del hijo, de acuerdo con su personalidad y con respeto a su integridad física y psicológica¹.

Esta prioridad de los padres para hacerse cargo de sus hijos menores y cuidar de ellos está reconocida jurídicamente tanto en el ámbito internacional (artículo 6 de la *Declaración de Derechos del Niño* y artículo 3 de la *Declaración sobre los principios sociales y jurídicos relativos a la protección y el bienestar de los niños, con especial referencia a la adopción y la colocación en hogares de guarda, en los planos nacional e internacional*) como en la legislación española.

La Constitución Española, sin referirse específicamente a esta cuestión, recoge en su artículo 39.3 la obligación de los padres de asistir a sus hijos habidos dentro o fuera del matrimonio, durante su minoría de edad. La Ley Orgánica de Protección Jurídica del Menor menciona, entre sus principios rectores, el mantenimiento del menor en su medio familiar de origen, salvo que no sea conveniente para su interés (Artículo 11.2). Y las legislaciones autonómicas reguladoras de la protección de menores, establecen como criterio la permanencia del menor con su familia siempre que sea posible², el derecho de los niños a permanecer con su familia³, y la limitación de las separaciones de los menores de su entorno a los casos en los que sea estrictamente necesario⁴.

¹ Artículo 154 Código Civil.

² Art. 48d), Ley de Garantías de los Derechos de la Infancia y la Adolescencia de la Comunidad de Madrid.

³ Art. 18; Ley 8/95, de 27 de julio, de Protección de Menores de Cataluña; Arts. 43 y ss., Ley 14/2002, de 25 de julio, de Promoción, Atención y Protección a la Infancia de Castilla y León.

⁴ Art. 4, Ley 14/2002, de 25 de julio, de Promoción, Atención y Protección a la Infancia de

De modo que constituye un principio jurídicamente reconocido que los hijos menores únicamente no vivirán con sus padres cuando su interés superior así lo aconseje, e incluso que, en estos casos, se intervendrá con la familia para intentar solucionar los motivos que dieron lugar a la separación para intentar que ésta termine lo antes posible.

El cuidado fuera de la propia familia debe ser, por tanto, subsidiario, y, antes de que se tome la decisión de separar a un niño de sus padres, es necesario asegurarse de que ninguna medida de apoyo (económico, psicológico, etc.) puede servir para que permanezca con ellos con sus necesidades materiales, psicológicas y afectivas cubiertas.

Así lo recoge el Tribunal Europeo de Derechos Humanos, que menciona la necesidad de que las autoridades competentes pongan todos los medios necesarios para ayudar a los padres a superar las dificultades que les impiden vivir con sus hijos. Entiende que la imposibilidad de ofrecer un alojamiento adecuado o asegurar ingresos regulares no son suficientes para separar a los niños de ellos, ya que, ante estas dificultades es posible aplicar otro tipo de medidas menos drásticas⁵.

En el ordenamiento jurídico español (tanto en la legislación estatal como, especialmente y por cuestiones competenciales, en la autonómica) aparecen mencionados distintos tipos de ayudas que se pueden prestar a las familias para posibilitar que éstas se hagan cargo de sus hijos menores. Entre ellas ayudas

Castilla y León, Art. 18; Ley 8/95, de 27 de julio, de Protección de Menores de Cataluña.

⁵ Entre otras, se pronuncian sobre esta cuestión: Sentencia del Tribunal de Derechos Humanos de Estrasburgo (Sección 5ª), de 26 de octubre de 2006; Sentencia del Tribunal de Derechos Humanos de Estrasburgo (Sección 1ª), de 21 de septiembre de 2006.

económicas, de formación, acompañamiento y apoyo en el ejercicio del rol parental, y de supervisión del cuidado de los niños.

Con respecto a las ayudas económicas, se han visto notablemente reducidas en los últimos años de crisis (ha desaparecido la prestación económica por nacimiento, se han alargado notablemente los plazos para la concesión de rentas mínimas de inserción o ayudas por hijo a cargo...); en cuanto a la formación y el asesoramiento a los padres, es necesario incrementar y mejorar los recursos de apoyo y acompañamiento, especialmente en los primeros años de vida de los niños, en los que se establecen las bases de la relación familiar.

Una de las cuestiones más importantes y más complicadas que se plantean en relación con esta cuestión es hasta cuándo hay que intentar que la familia de origen se haga cargo del niño, hasta cuándo hay que ayudarla para ver si es capaz de cuidarle.

No es una pregunta fácil de responder, ya que es difícil lograr el equilibrio entre no prestar ayudas de ningún tipo y entender la adopción de los menores por otra familia como primera y, muchas veces, única manera de proteger a los niños (como ocurre muchas veces en los países en desarrollo), y disponer de un amplio catálogo de ayudas de todo tipo que se aplican sucesiva y/o conjuntamente, muchas veces sin medios suficientes y sin plazos determinados legalmente, de modo que los niños quedan demasiado tiempo en una situación de inestabilidad y pseudo-protección mientras se les dan oportunidades a sus padres (como ocurre muchas veces en nuestro país).

Sin embargo, en la respuesta a esta pregunta está la clave de la adecuada protección de los menores. Deben permanecer con su familia de origen siempre que sea posible, es necesario

prestar ayudas para lograrlo, pero debe hacerse durante un tiempo previamente fijado en función de la edad y las características del niño, y aplicando durante el mismo los medios suficientes. Si en ese plazo, razonable para el niño, y con esas ayudas, objetivamente suficientes, sus padres no han logrado asumir sus responsabilidades, el menor debe ser separado de ellos e integrado de forma estable en otra familia.

Descartado el apoyo a la familia de origen como posibilidad para recibir los cuidados que necesita, porque las ayudas no son suficientes, o porque el niño no está siendo atendido adecuadamente, tiene derecho a ser separado de ella y a recibir un cuidado familiar alternativo, ya que el cuidado parental pierde su sentido si la familia “cuidadora” no es capaz de proporcionar al niño aquello que éste necesita para crecer y desarrollarse.

En estos casos las autoridades públicas tienen la obligación de declarar el desamparo de los niños privados de la asistencia moral o material que necesitan, y asumir las responsabilidades de su cuidado, buscando para ellos recursos alternativos, teniendo en cuenta sus intereses, su necesidad de recibir afecto y su derecho a la seguridad y al cuidado continuado.

Como regla general se debe procurar que sea confiado a otra familia y que se incorpore a la convivencia con ella en el menor plazo de tiempo posible, eligiendo para ello alguna de las figuras recogidas por la ley para estos casos (acogimiento, en familia extensa o ajena, o adopción), según cuál sea su situación y la de su familia de origen⁶.

⁶ El Derecho del menor a ser oído está recogido tanto en el artículo 9 de la Ley Orgánica 1/96, de 15 de enero, de Protección Jurídica del Menor, como

Aunque resulta claro que deberían ser las necesidades de los niños las que determinaran el tipo de medida protectora que se debe tomar cuando un menor es separado de su familia, la realidad es que, en muchas ocasiones, la medida se escoge en función de los recursos disponibles, o, incluso, valorando excesivamente los intereses de las familias biológicas.

Así, es frecuente que los niños sean acogidos en una institución (acogimiento residencial) cuando lo ideal para ellos sería vivir integrados en una familia⁷. Esta situación, en principio residual, se repite tanto por la falta de familias dispuestas y preparadas para acoger, como por la intención de preservar el vínculo con la familia de origen de cara a una posible reintegración en la misma⁸.

2. La posibilidad de reconstruir la propia historia

Otro mecanismo protector de la resiliencia es la posibilidad de reconstruir la propia historia en los casos en los que ésta se ha visto truncada en algún momento:

- Porque se desconoce a los dos o a uno de los padres biológicos, y existen cuestiones sin resolver acerca de su identidad, el abandono (en su caso) y el propio origen.

En estos casos, la legislación registral española es protectora del derecho al

conocimiento del propio origen y prevé tanto la identificación del recién nacido al nacer como la inscripción como madre en el Registro Civil de la mujer que lo dio a luz (obligatoria en todos los casos desde 1999 en que el Tribunal Supremo declaró inconstitucional el parto anónimo), así como la posibilidad de acceder a estos datos, ya que lo recogido en el Registro es, generalmente, público.

Se establece también la posibilidad de investigar la paternidad, emprendiendo para ello las acciones legales necesarias (de reclamación, impugnación o mixtas) y empleando todas las pruebas posibles, incluidas las biológicas, cuya fiabilidad está ampliamente reconocida.

Si existen otros interrogantes acerca de la historia personal, éstos podrán ser resueltos en la medida en que sea posible localizar a las personas que aparecen legalmente como padre y/o madre, o se pueda acceder al expediente de protección de menores en los casos en los que, como consecuencia de la ausencia materna/paterna, el menor hubiera pasado a estar a cargo del sistema de protección. En estos supuestos también está reconocido legalmente el derecho a acceder a la información de la que disponga la administración sobre el origen de la persona afectada (Ley de Adopción Internacional)

- Porque el nacimiento fue consecuencia de la aplicación de técnicas de reproducción asistida en las que intervinieron uno o dos donantes de material genético.

Estos supuestos son especialmente problemáticos en lo que tiene que ver con la construcción de la propia historia, ya que, por una parte, las familias son reacias a facilitar esta

en el artículo 12 de la Convención de Naciones Unidas de Derechos del Niño.

⁷ Aproximadamente el 40% de los acogimientos que se dan en España son acogimientos residenciales. Ver datos de 2011 proporcionados por el Ministerio de Sanidad, Servicios Sociales e Igualdad en “Boletín Estadístico 14. Boletín de Datos Estadísticos de Medidas de Protección a la Infancia.

⁸ Esta “espera” hace que los niños crezcan en los centros de protección y vean reducidas las posibilidades de ser acogidos o adoptados por una familia según van haciéndose más mayores.

información a sus hijos y la participación de alguien ajeno en su generación no aparece contemplada en la inscripción registral del nacimiento (Art. 7.2, Ley 14/2006, de 26 de mayo, sobre técnicas de reproducción humana asistida); y por otro lado, porque la ley española protege fuertemente el anonimato de los donantes, cuya identidad se mantiene en secreto, custodiada en clave en los bancos respectivos y en Registro Nacional de Donantes.

Sí que es posible para los hijos y para las receptoras de los gametos obtener información general de los donantes, pero no su identidad, que solo será revelada *“excepcionalmente, en circunstancias extraordinarias que comporten un comprobado peligro para la vida del hijo, o cuando proceda con arreglo a las leyes procesales penales, (...) siempre que dicha revelación sea indispensable para evitar el peligro o para conseguir el fin legal propuesto”*, y nunca supondrá la determinación legal de la filiación, es decir, el/la donante nunca tendrá que responder legalmente ante el niño como padre o madre (artículos . 5.5.3 y 8.3, Ley 14/2006, de 26 de mayo, sobre técnicas de reproducción humana asistida)

- Porque en algún momento, debido a la situación de desprotección del niño, se optó por la adopción y la incorporación definitiva a una nueva familia.

En estas circunstancias, la construcción de la propia historia precisa del conocimiento del hecho adoptivo, y puede hacer necesarios también, según los casos, el conocimiento de las circunstancias que rodearon a la adopción y la vida previa

a la misma, y/o el conocimiento de la identidad de la familia biológica.

El conocimiento del hecho adoptivo y la identidad de los padres biológicos está legalmente sustentado por la forma en la que se hace constar la adopción en el Registro Civil, ya que ser adoptado no supone destruir la inscripción originaria del nacimiento, en la que aparecen los padres biológicos, y sustituirla por una nueva en la que aparezca la familia adoptiva, sino que la primera inscripción se mantiene y la adopción, con los datos de la familia adoptiva, se anota al margen. Tal y como explicábamos en los casos de desconocimiento de la identidad del padre y/o madre biológicos, también en estos supuestos constará necesariamente en el Registro la identidad de la mujer que dio a luz y existirá la posibilidad de investigar la paternidad biológica, al margen de que su conocimiento y determinación no afecten a la adopción (art. 180.4 Código Civil).

Esta protección de la información se puede ver empañada por la posibilidad, legalmente reconocida, de sustituir la inscripción originaria de nacimiento del adoptado por una nueva en la que consten únicamente los datos de la filiación adoptiva, manteniéndose, eso sí, una referencia a la existencia de una inscripción originaria de publicidad restringida; y por la opción de hacer constar como lugar de nacimiento del niño el domicilio de los padres adoptivos. Ambas posibilidades pueden “dejar sin pistas” a quien no se le haya comunicado la existencia de la adopción.

En relación con esta cuestión, es especialmente relevante la concienciación familiar acerca de la necesidad de hablar con los hijos

adoptados sobre sus orígenes, revelándoles el hecho de la adopción cuanto antes, y prestándose a ayudarles y acompañarles en la búsqueda de cuantos datos necesiten para construir su historia. Es esta una situación difícil de abordar legalmente, ya que no es posible obligar a las familias a hablar con sus hijos, pero notablemente importante en el proceso vital de estas personas, por lo que debe estar cada vez más presente en los procesos de idoneidad de los adoptantes y en las cuestiones a tratar en el período post-adoptivo.

En cuanto a las circunstancias que rodearon a la adopción y cómo transcurrió la vida antes de la misma, toda la información de la que dispongan sobre esta cuestión las administraciones públicas (en expedientes de protección de menores o similares) debe ser facilitada a quienes la reclamen como protagonistas de la misma, ya que la Ley de Adopción Internacional recoge el derecho de los adoptados a acceder a ella (artículo 12, Ley 54/2007, de 28 de diciembre, de adopción internacional)

3.- La responsabilidad y el perdón

Otra de las cuestiones importantes a la hora de superar las dificultades y poder desarrollarse a pesar de ellas tiene que ver con la responsabilidad sobre los propios actos y el perdón.

En el ámbito jurídico, la responsabilización y el perdón están relacionados, sobre todo, con el Derecho Penal, encargado de mantener el orden social a través del establecimiento, imposición y ejecución de sanciones a las personas que realizan conductas que lesionan bienes jurídicos protegidos.

En su concepción más frecuente, la retributiva, la justicia penal se centra en la realización de un acto que ha vulnerado una norma, la identificación del sujeto que ha cometido tal vulneración y la aplicación del castigo que esa persona merece, con el objetivo de privarle de la capacidad de seguir cometiendo delitos y disuadirle, a él y a otros, de repetir esta conducta.

De modo que la justicia retributiva suele separar a quien cometió el delito de la sociedad y, aunque la Constitución Española recoge en su artículo 25.2 la orientación de las penas hacia la reeducación y la reinserción social, y esta debería ser el horizonte último del sistema penal⁹, parece que caminamos más bien hacia un sistema de “venganza legal” en el que se trata de devolver al infractor el sufrimiento que ha causado y se endurecen las penas a pesar de que los índices de criminalidad no son excesivamente altos. En esta dirección parece apuntar la reforma del Código Penal¹⁰, y de esta manera parece pensar una sociedad que busca en la aplicación de la pena compensar el daño sufrido por la víctima generando dolor al infractor.

Sin embargo, existe otro modo de acercarse a estas situaciones, en las que una persona realiza un acto que daña a otra o a otras, menos frecuente pero más favorecedor de la resiliencia, tanto en el delincuente como en la víctima: la llamada justicia restaurativa.

⁹ Este principio se recoge también en el artículo 1.1 de la Ley Orgánica General Penitenciaria, que establece que “*Las Instituciones penitenciarias reguladas en la presente Ley tienen como fin primordial la reeducación y la reinserción social de los sentenciados a penas y medidas penales privativas de libertad, así como la retención y custodia de detenidos, presos y penados*”.

¹⁰ Cambios en el sistema de alternativas a la prisión, introducción de la prisión permanente revisable, nuevo régimen de medidas de seguridad.

Esta aproximación a las situaciones de conflicto penal parte del reconocimiento de que el delito genera un daño a las personas, la detección de las necesidades de quien ha sufrido el daño y la búsqueda de soluciones para poder satisfacerlas. Se busca una compensación para la víctima, que permita su recuperación resiliente y favorezca la reconciliación y la restauración de la convivencia. Para ello se responsabiliza al infractor del daño cometido y, en la medida de lo posible, de su reparación.

Se trata de canalizar la parte emocional presente en cualquier delito hacia algo constructivo, que no lleve a la venganza, en la que el centro es el infractor, sino al protagonismo de la víctima, cuyo daño debe ser reparado.

Este sistema implica el desarrollo de un procedimiento penal en el que exista un espacio para la responsabilización y el perdón, en el que la mediación ocupa un lugar importante, y que permite de mejor forma que los implicados, la persona que ha delinquido y la víctima, puedan seguir adelante y seguir desarrollándose como personas, más allá de los roles de víctima e infractor.

4.- La vida en comunidad

La vida en familia es especialmente importante durante los primeros años de un niño, pero vivir en comunidad es siempre un modo de proteger la resiliencia en las personas.

El primer ámbito de vida en comunidad, y en el que se inicia el desarrollo es la familia. Ya hemos hablado del derecho a vivir con la familia de origen y a disponer de un cuidado familiar sustituto si no es posible. Es importante tener en cuenta que en los casos en los que los niños no puedan vivir cuidados por una familia, lo hagan en un ambiente lo más parecido a lo que sería una comunidad familiar (lejos por tanto de

grandes centros de protección donde la vivencia de comunidad es más difícil)

Sin embargo, aun en los casos en los que permanecer con la propia familia es posible, es necesario proteger esta vida en la comunidad familiar para permitir y proteger los mecanismos de resiliencia.

El Derecho debe, por tanto, a través de su normativa, favorecer en lo posible la atención dentro de la familia de las personas dependientes, empleando para ello ayudas económicas, permisos de carácter laboral, etc.

Las ayudas a personas dependientes fueron centro de debate y objeto de legislación en el año 2006 en que se aprobó la Ley 39/2006, de 14 de diciembre, de Promoción de la Autonomía Personal y Atención a las personas en situación de dependencia, que recoge como objetivo facilitar la existencia autónoma en el medio habitual de la persona en situación de dependencia y atender sus necesidades de ayuda para realizar tareas cotidianas. En este ámbito se contemplan ayudas para las familias que tengan una persona dependiente a su cargo, destinadas a poder mantenerla en su entorno habitual recibiendo los cuidados necesarios (art. 18).

Sin embargo, la crisis económica ha supuesto importantes recortes en las ayudas previstas para este tipo de situaciones, por lo que, a pesar de la vigencia de la ley, las familias cuentan en la práctica con pocos apoyos para atender a sus miembros dependientes.

En cuanto a las medidas de conciliación de la vida familiar y laboral, aún son insuficientes. Aunque en los últimos años se ha hecho hincapié especialmente en lo relacionado con el cuidado de los hijos menores (parentalidad positiva), las familias españolas, especialmente las monoparentales y las que carecen de una

red familiar de apoyo, no cuentan con condiciones laborales y sociales que les permitan ocuparse de forma adecuada del cuidado de sus hijos.

Los largos horarios laborales hacen que sea difícil compartir tiempo en el día a día y que sea necesario contar con personas del entorno familiar que se hagan cargo de los niños, o que éstos pasen muchas horas fuera de casa al cuidado de profesionales. Aunque los padres y madres querrían poder dedicar más tiempo a sus hijos, las condiciones laborales, económicas y familiares no se lo permiten¹¹.

Las medidas previstas en España para poder conciliar la vida laboral con el cuidado de los hijos tienen que ver, especialmente, con el tiempo que rodea al nacimiento del niño y la regulación de la ausencia del trabajador de su puesto de trabajo. No tienen en cuenta la necesidad de hacer compatible el trabajo y la vida en familia, en beneficio tanto de los trabajadores como de los niños, mientras estos últimos se encuentren en situación de dependencia y precisen de la presencia cotidiana de sus padres.

Entre ellas se pueden mencionar:

- El permiso de maternidad, de 16 semanas (6 de ellas de obligado disfrute por la madre tras el parto).
- El permiso de paternidad, de 15 días. La normativa europea obliga a ampliarlo hasta las cuatro semanas, pero por el momento esta ampliación no ha entrado en vigor en España.
- El permiso de lactancia¹²: puede ser ejercido solo por uno de los padres en

caso de que ambos trabajen. También se permite su disfrute acumulando las horas por lactancia, tras el permiso por maternidad, pero está sujeto a lo previsto en la negociación colectiva o el acuerdo con el empresario.

- La reducción de jornada por cuidado de hijo: es un derecho recogido por el artículo 37.5 del Estatuto de los Trabajadores, pero tras su reforma por la Ley 3/2012, solo es posible en relación a la jornada diaria (ya no se puede elegir no trabajar tardes, fines de semana o en periodos de vacaciones escolares).
- Los permisos por cuidado de hijos (excedencias): se pueden disfrutar hasta que el hijo cumpla los 3 años pero se trata de un permiso no retribuido.
- Prevención de riesgos para la salud y cuidados de la madre y el bebé: existen permisos para exámenes prenatales y preparación al parto, permiso por parto prematuro u hospitalización, o reducción de jornada para el cuidado de hijos con enfermedades graves.

Otro tipo de medidas o la flexibilidad en la jornada laboral quedan supeditadas a que exista un acuerdo con el empleador o estén contempladas en el convenio colectivo.

Más allá de la comunidad familiar, es necesario también posibilitar la integración de las personas y las familias en la sociedad en la que viven. En este sentido tienen especial importancia las medidas destinadas a la integración escolar, social y laboral de los adultos y niños inmigrantes, así como la de aquellos que sufren algún tipo de discapacidad.

5.- Capacidad para ser dueño de los propios actos

¹¹ La conciliación de la vida laboral y familiar en España: Una oportunidad para promover y proteger los derechos de la infancia. SAVE THE CHILDREN, 2013.

¹² Recogido en el artículo 37.4 del Estatuto de los Trabajadores ha sido modificado por la Ley 3/2012,

de 6 de julio, de medidas urgentes para la reforma del mercado laboral.

La última cuestión a la que nos vamos a referir es la capacidad para ser dueño de los propios actos. La posibilidad, que contempla el Derecho, de incapacitar a las personas y limitar su capacidad de obrar, hace necesaria una reflexión sobre cómo se limita, desde lo jurídico, este mecanismo favorecedor de la resiliencia.

En los casos en los que una persona no puede valerse por sí misma y tomar decisiones relacionadas tanto con su persona como con sus bienes, está prevista la posibilidad de incapacitarla o limitar su capacidad de obrar, de modo que sean otros quienes tomen estas decisiones en su lugar.

Para garantizar que esta medida se toma exclusivamente en los casos en los que es necesaria, el Código Civil establece que sólo se puede incapacitar a una persona a partir de una sentencia judicial y por una de las causas previstas en la ley. Se mencionan como tales las *“enfermedades o deficiencias persistentes de carácter físico o psíquico que impidan a la persona gobernarse por sí misma”*¹³.

Para determinar que alguien se encuentra en esta situación se sigue un procedimiento judicial que pueden iniciar el presunto incapaz, su cónyuge o quien se encuentre en una situación de hecho asimilable, los descendientes, los ascendientes, o los hermanos del presunto incapaz (artículo 757.1 de la Ley de Enjuiciamiento Civil). En él interviene el Ministerio Fiscal (artículo 749.1 de la Ley de Enjuiciamiento Civil), y el presunto incapaz es asistido por un abogado y representado por un procurador (artículo 750.1 de la Ley de Enjuiciamiento Civil).

A lo largo del proceso, además de las pruebas que se practiquen a instancia de las partes, del Ministerio Fiscal o del propio

¹³ Artículos 199 y 200 del Código Civil.

Tribunal, el Juez oír a los parientes más próximos del presunto incapaz, examinará a este por sí mismo¹⁴, y acordará los dictámenes periciales necesarios o pertinentes en relación con las pretensiones de la demanda y demás medidas previstas en las leyes¹⁵ (artículo 759.1 de la Ley de Enjuiciamiento Civil).

Terminado el procedimiento el Juez dictará una sentencia en la que se declarará la existencia de una causa de incapacidad de las previstas en la ley y se recogerá la extensión y los límites de la incapacitación y el régimen de tutela o guarda a la que debe quedar sometido el incapacitado (artículo 760.1 de la Ley de Enjuiciamiento Civil). De manera que la incapacitación no produce siempre los mismos efectos jurídicos, sino que según las circunstancias de cada caso, la sentencia debe fijar su alcance y establecer para qué tipo de actuaciones se priva al incapaz de la capacidad de obrar y cuáles podrá realizar por sí mismo.

También se recogerá en la sentencia, si así se le ha pedido al Juez en la demanda, la persona o personas que habrá de asistir o representar al incapaz y velar por él.

Si, pasado el tiempo, las circunstancias cambian, se puede iniciar un nuevo proceso para dejar sin efecto o modificar los términos de la incapacitación ya establecida, tanto para reducir los límites

¹⁴ "El examen o inspección personal del demandado, constituye, de una parte, un valioso elemento probatorio, y sobre todo, una garantía en previsión de abusos y maquinaciones, y, en otro aspecto, una importante ayuda al pronunciamiento de meditadas decisiones constitutivas en una materia que no se halla reservada estrictamente a la Medicina o a la Psiquiatría, sino que presenta un carácter multidisciplinar y ha de tener en cuenta criterios sociales carentes de rigurosa fijación". STS de 7 de julio de 2004 (681/2004)

¹⁵ Nunca se decidirá sobre la incapacitación sin previo dictamen pericial médico acordado por el Tribunal.

de la misma como para cambiar el régimen al que esté sometido el incapacitado (artículo 761.1 de la Ley de Enjuiciamiento Civil).

6.- Conclusiones:

Aunque en un principio pueda parecer que la resiliencia es un concepto psicológico totalmente al margen de lo jurídico, Derecho y Psicología están claramente relacionados en lo relativo a esta cuestión.

El modo en que la legislación regula temas como los relacionadas con la protección de los vínculos tempranos seguros, la convivencia familiar, el conocimiento del propio origen o la responsabilización y/o

reparación por un daño generado por uno mismo o sufrido por parte de otro, puede influir notablemente en la capacidad de las personas para sobreponerse a las situaciones adversas que se enfrentan a lo largo de la vida y a la posibilidad de crecer y desarrollarse a pesar de las mismas.

La consciencia sobre esta relación debería llevar a los juristas, especialmente al legislador y al Juez, a plantearse hasta qué punto sus decisiones favorecen o dificultan esta posibilidad, que en último término está relacionada con el fin primero del Derecho: proteger el bienestar personal y social.

Resiliencia y violencia de pareja

Pérez Testor, C.^{1,2}; Alomar Kurz, E.²; Davins, M.¹; Aznar, B.^{1,2}; Saccinto, E.²;
Callís, M.²; Aramburu, I.¹; Salamero, M.¹

1 *Universitat Ramon Llull. Institut Universitari de Salut Mental Vidal i Barraquer.*

2 *Universitat Ramon Llull. Facultat de Psicologia, Ciències de l'Educació i l'Esport Blanquerna*

Desde hace años venimos desarrollando una línea de investigación sobre violencia en la pareja a partir de la atención clínica que realizamos tanto en la Unidad de Pareja y Familia de la Fundació Vidal i Barraquer de Barcelona, como en la Unidad de Atención a Mujeres Maltratadas (UNADOM) de la misma Fundación. Y desde el año 2011 colaboramos con la Universidad Alma Mater de Bologna en una investigación sobre el comportamiento humano en situaciones de crisis, abordando los constructos “resiliencia” y “crecimiento postraumático”, por lo que el tema de este trabajo puede ser considerado como una intersección entre dos de nuestras líneas de investigación.

Hemos dividido nuestro trabajo en 6 puntos: Introducción, Resiliencia, Violencia de Pareja, Estudio Bibliométrico, Discusión y Conclusiones.

1.- Introducción

En los años 70, un investigador de la Fundació Vidal i Barraquer, Jordi Font, propuso una aproximación al concepto de salud que fue ampliamente debatido en el Congreso de Médicos y Biólogos de lengua catalana en 1975. La conclusión consensuada en dicho congreso y formulada por Jordi Gol fue: “Salud es aquella manera de vivir, que es autónoma, solidaria y gozosa”. Esa definición de salud abarcaba la dimensión personal (autónoma y gozosa), pero también la relacional y social (solidaria). Dicha formulación tuvo un fuerte impacto en varias

generaciones de médicos y estudiantes de ciencias de la salud de finales del siglo XX en Cataluña.

Jordi Font había propuesto la siguiente definición: “Salud es una capacidad individual y social de bien ser somático y psíquico, compatible con estados de sufrimiento o de “falta” (enfermedad), que no impiden una vida personal más plena.” (Font, 1976).

Font partía de las 7 competencias que había propuesto previamente:

- 1.- Capacidad de reacción
- 2.- Capacidad de crecimiento
- 3.- Creatividad
- 4.- Autonomía
- 5.- Capacidad de integración
- 6.- Capacidad de relación
- 7.- Capacidad de satisfacción (gozo)

Los dos primeros indicadores, capacidad de reacción y capacidad de crecimiento, significaban para Font que una persona saludable era aquella que era capaz de enfrentarse a las adversidades (reacción) y además tenía la posibilidad de superarlas (crecimiento). Para nosotros, la persona capaz de enfrentar la dificultades, capaz de reparar los daños ocasionados, capaz de crecer, es una persona saludable y dicha formulación nos parece muy cercana al constructo de resiliencia que seguidamente abordaremos.

2.- Resiliencia

En estos últimos años hemos colaborado con

la Università Alma Mater di Bologna en una investigación sobre el comportamiento humano en situaciones de crisis. A partir de ese proyecto hemos revisado dos conceptos difíciles de diferenciar: resiliencia y crecimiento postraumático. Partimos de la definición de resiliencia como “la capacidad de una persona o grupo para seguir proyectándose en el futuro a pesar de acontecimientos desestabilizadores, de condiciones de vida difíciles y de traumas a veces graves” (Manciaux, Vanistendael, Lecomte y Cyrulnik, 2001). Este concepto ha sido tratado con matices diferentes por autores franceses y anglosajones. Así, el concepto que manejan los autores franceses relaciona la resiliencia con el concepto de crecimiento postraumático, al entender la resiliencia simultáneamente como “la capacidad de salir indemne de una experiencia adversa, aprender de ella y mejorar”. Mientras que el concepto de resiliencia manejado por autores anglosajones, principalmente norteamericanos, es más restringido, hace referencia al “proceso de afrontamiento que ayuda a la persona a mantenerse intacta”, diferenciándolo del concepto de crecimiento postraumático. Desde la corriente norteamericana se sugiere que el término resiliencia sea reservado para denotar el retorno homeostático del sujeto a su condición anterior, mientras que se utilicen términos como florecimiento (*thriving*) o “crecimiento postraumático” para hacer referencia a la obtención de beneficios o al cambio a mejor tras la experiencia traumática (Carver, 1998; O’Leary, 1998; Saccinto, 2014).

La confusión terminológica en el empleo de estos vocablos es reflejo de la reciente aparición de la corriente que estudia los potenciales efectos positivos de la experiencia traumática (Park, 1998), razón por la que en la actualidad aún se carece de un léxico estandarizado con el que trabajar y unificar intereses. Para Elisa Saccinto es importante diferenciar el concepto de resiliencia del concepto de recuperación (Bonanno, 2004), ya que representan trayectorias temporales

distintas. En este sentido, la recuperación implica un retorno gradual hacia la normalidad funcional, mientras que la resiliencia refleja la habilidad de mantener un equilibrio estable durante todo el proceso (Saccinto, 2014).

El origen de los trabajos sobre resiliencia se remonta a la observación de comportamientos individuales de superación que parecían casos aislados y anecdóticos (Vanistendael, 2001) y al estudio evolutivo de niños que habían vivido en condiciones difíciles. Uno de los primeros trabajos científicos que potenciaron el establecimiento de la resiliencia como tema de investigación fue un estudio longitudinal realizado a lo largo de 30 años con una cohorte de 698 niños nacidos en Hawái en condiciones muy desfavorables. Treinta años después, el 80% de estos niños había evolucionado positivamente, convirtiéndose en adultos competentes y bien integrados (Werner y Smith, 1982; 1992). Este estudio, realizado en un marco ajeno a la resiliencia, ha tenido un papel importante en la definición de la misma (Manciaux et al., 2001). Los estudios con niños resilientes han demostrado que un niño traumatizado no está necesariamente condenado a desarrollar una patología o a ser un adulto enfermo, aunque todavía no sabemos qué precio ha de pagar para mantener su integridad psicológica.

La resiliencia, entendida como la capacidad para mantener un funcionamiento adaptativo de las funciones físicas y psicológicas en situaciones críticas, nunca es una característica absoluta ni se adquiere de una vez para siempre. Es la resultante de un proceso dinámico y evolutivo que varía según las circunstancias, la naturaleza del trauma, el contexto y la etapa de la vida y que puede expresarse de muy diferentes maneras en diferentes culturas (Manciaux et al., 2001).

Una de las cuestiones que más interés despierta en torno a la resiliencia es la determinación de los factores que la promueven, aunque este aspecto ha sido escasamente investigado (Bonanno, 2004). Se

han propuesto algunas características de personalidad y del entorno que favorecerían las respuestas resilientes, como la seguridad en uno mismo y en la propia capacidad de afrontamiento, el apoyo social, tener un propósito significativo en la vida, creer que uno puede influir en lo que sucede a su alrededor, creer que se puede aprender de las experiencias positivas y también de las negativas, etc.

En estudios con niños, uno de los factores que más evidencia empírica acumula en su relación con la resiliencia es la presencia de padres o cuidadores competentes (Manciaux et al., 2001; Masten, 2001; Masten et al., 1999; Richters y Martínez, 1993). En el estudio llevado a cabo por Fredrickson (Fredrickson, Tugade, Waugh, y Larkin, 2003) tras los atentados de Nueva York del 11 de septiembre de 2001, se encontró que la relación entre resiliencia y ajuste estaba mediada por la experiencia de emociones positivas. Éstas parecen proteger a las personas frente a la depresión e impulsar su ajuste funcional. En esta misma línea, la investigación ha demostrado que las personas resilientes conciben y afrontan la vida de un modo más optimista, entusiasta y enérgica, son personas curiosas, abiertas a nuevas experiencias y caracterizadas por altos niveles de emocionalidad positiva (Block y Kremen, 1996). En este punto puede argumentarse que la experiencia de emociones positivas no es más que el reflejo de un modo resiliente de afrontar las situaciones adversas, pero también existe evidencia de que esas personas utilizan las emociones positivas como estrategia de afrontamiento, por lo que se puede hablar de una causalidad recíproca. Así, se ha encontrado que las personas resilientes hacen frente a experiencias traumáticas utilizando el humor, la exploración creativa y el pensamiento optimista (Fredrickson et al., 2003).

3.- Violencia de pareja

La violencia en las relaciones familiares, y concretamente en la pareja, es un tema que en

las últimas décadas ha preocupado en nuestro país y a los países de nuestro entorno y que ha constituido una de nuestras principales líneas de investigación (Davins, 2005). Además, cuando el maltrato tiene lugar en una relación de pareja, estamos ante un marco que destaca por una particularidad fundamental, la pareja, un tipo de relación especial, amorosa, en la que al menos en occidente, los dos miembros que la componen se eligieron libremente en algún momento de sus vidas. Este hecho convierte en aún más desconcertante el fenómeno del maltrato conyugal, el cual nos pide poder pensar en primera instancia, en el mundo de la pareja desde sus inicios, es decir, en cómo se forma una determinada relación.

En efecto, desde nuestro modelo la elección de pareja deja de ser un puro azar, una casualidad, para convertirse en un conjunto de posibilidades donde intervienen mecanismos sociales conscientes e inconscientes y mecanismos personales conscientes y también inconscientes (Bobé y Pérez-Testor, 1994; Pérez-Testor, 2006). Tener en cuenta la configuración inicial de la pareja nos puede ayudar a entender el tipo de vínculo y las dinámicas adoptadas, y ver si es posible establecer algunos nexos que nos permitan comprender cómo, en aquella pareja, su inadecuada manera de resolver los conflictos - aparte de otras circunstancias- desembocó en violencia.

Aparte del maltrato psicológico -que puede darse sin ir acompañado de otros tipos de maltrato-, entendemos que siempre que existe maltrato físico existe maltrato psicológico y, cuando hay abuso sexual, éste también va acompañado tanto de agresión física como de maltrato psíquico. Contrariamente a la creencia de que las agresiones físicas comportan más riesgo para la salud psicológica de la persona maltratada, se observa que la coacción psicológica, sin lesiones físicas, puede resultar más incapacitante y nociva para el funcionamiento habitual de la mujer (Echeburúa y Corral, 1998; Elliston y Whatley, 2002). Echeburúa se pregunta qué es lo que genera más daño

psíquico, y la respuesta que ofrece se puede sintetizar principalmente en tres puntos: la amenaza a la propia integridad psicológica, la “pérdida” violenta del ser amado, y la percepción del daño como intencionado. Este tercer aspecto nos parece fundamental, y hace referencia a que el daño no es casual, sino que precisamente viene de una persona que es con la que se ha compartido una vida en común, amorosa; particularidad que provocaría la vivencia de un mayor daño psicológico. El impacto del maltrato psicológico, considerado de lenguaje, expresado en palabras, hierde igualmente el cuerpo, dejando señales, secuelas, que constituyen muchos de los síntomas de las mujeres maltratadas. Según Bermant (2004), cuando la violencia traspasa los límites del cuerpo del otro, con frecuencia, más que el golpe en sí mismo, lo que hierde es la duda y/o la comprobación de la intención agresiva del otro, su odio, este odio incomprensible que tiende a la destrucción. No se trata entonces solamente del acto violento sino de la intención violenta que emerge detrás de la máscara del amor.

Más allá de las diferentes tipologías (p. e., maltrato psicológico, físico, sexual, económico, patrimonial, violencia por omisión, etc.), una idea interesante a subrayar es la de que, en último término, los límites entre lo que es violencia y lo que no, son confusos, precisamente porque ésta acaba siendo un concepto subjetivo. La noción de subjetividad tiene que ver con la diferente consciencia sobre el maltrato que tiene cada persona. Nuestra experiencia clínica con mujeres maltratadas nos indica que mujeres sometidas a malos tratos graves pueden normalizar, minimizar, negar o incluso banalizar lo que han vivido, mientras que a la vez, y por un fenómeno simétrico, las mujeres más conscientes de sus derechos y menos familiarizadas con el maltrato pueden aumentar o magnificar la gravedad con la que perciben la violencia.

No haber podido incorporar la experiencia de tener relaciones interpersonales suficientemente estables o la vivencia de unas

figuras de apego suficientemente cálidas en la familia de origen, influye a la hora de establecer nuevas relaciones con los demás. Por ejemplo, se puede iniciar una relación con un alto grado de idealización y de una manera poco realista, que puede ser sostenida por la visión del amor perfecto o romántico a pesar de situaciones conflictivas y/o violentas (Towns y Adams, 2000). A veces las mujeres maltratadas también pueden sentir mucha dependencia emocional de la pareja, sienten que tener pareja es necesario para reforzar su propia identidad y que, por tanto, se debe mantener como sea. O la mujer puede establecer un apego de tipo inseguro, con una tendencia a buscar constantemente la aprobación y la valoración del otro, y con preocupación y temores por perderlo y quedarse sola.

Por lo que hemos podido observar en nuestro trabajo psicoterapéutico con parejas y con mujeres maltratadas, las experiencias relacionales infantiles, el trato recibido y la relación observada entre los padres, ejercen una clara influencia sobre las características de las relaciones íntimas que se establecen a la edad adulta. Clínicamente, prestamos especial atención a aquellos factores de vulnerabilidad a sufrir malos tratos en la mujer juntamente con aquellos factores que dificultan el distanciamiento de la persona que maltrata. A parte de las razones económicas, sociales y familiares que intentan explicar las dificultades por parte de algunas mujeres por desvincularse de sus parejas (Perles, Moreno y Rando, 1998; Strube y Barbour, 1984), existen quizás otras explicaciones psicológicas más profundas que pondrían luz sobre esta cuestión, y tendrían que ver con las características personales, la historia personal previa, la forma de establecer vínculos y el tipo de apego, la colusión, la minimización del problema como resultado de una cierta habituación a la situación de tensión, el miedo a la reacción de la pareja y la indefensión generada, la resistencia a reconocer el fracaso de la relación, el temor al futuro en soledad, etc. (Barnett, 2001; Villavicencio y Sebastián, 1999).

Según nuestro punto de vista, la labor del profesional consiste en poder ayudar a analizar la situación y facilitar que la mujer agredida tome sus propias decisiones. En la práctica clínica nos encontramos con experiencias únicas y particulares; lo vivido necesita ser pensado, explicado, entendido. Si es el caso, el alejamiento físico de la pareja debe ir acompañado de una reflexión sobre la naturaleza de la relación. Se puede ayudar a detectar y comprender la presencia de un patrón relacional básico que haya caracterizado el vínculo con la pareja, de manera que la mujer pueda tenerlo presente y, si es necesario, trabajar para modificarlo o reducir su intensidad. Como clínicos, nuestro estilo de intervención se ajusta a las necesidades de la mujer y a la etapa del proceso de cambio en que se encuentre. No se podrá trabajar del mismo modo con una mujer que tiene poca consciencia del problema, que lo minimiza y que desconoce las alternativas que tiene, que con otra mujer que ya da por acabada definitivamente la relación y que está decidida a iniciar una nueva etapa de su vida.

En definitiva, cuando ofrecemos una función de contención inicial, juntamente con una actitud de interés y disposición, de escucha activa y empática; cuando creamos un vínculo terapéutico generador de confianza y contenedor de las ansiedades y el dolor; cuando ayudamos a poner palabras a lo vivido y a los propios sentimientos; cuando trabajamos para subjetivizar la demanda de modo que lleve a asumir la responsabilidad de la propia vida y así poder decidir; cuando clarificamos, potenciamos la capacidad de pensar, fomentamos la conexión de lo que está dissociado, etc., estamos considerando que un modo de trabajar que tenga en cuenta estos factores incluirá elementos de eficacia capaces de promover el cambio.

No nos parece demasiado distinto del enfoque de trabajo de autores que intentan promover la resiliencia en colectivos de mujeres maltratadas.

4.- Estudio Bibliométrico Violencia –

Resiliencia

El empleo de estudios bibliométricos se fundamenta en la idea de que la investigación científica se da a conocer, se transmite y se comunica por medio de publicaciones (Bellavista, Guardiola, Méndez y Bordons, 1997).

Instrumentos

Se llevó a cabo una búsqueda bibliográfica en la base de datos informatizada PsycINFO, elaborada por la APA (American Psychological Association). La búsqueda se realizó desde el acceso web de la Universitat Ramon Llull, acotada desde 2009 hasta 2014.

Procedimiento

Para realizar la búsqueda se utilizaron los términos "family violence" y "resilience", o "intimate partner violence" y "resilience" o "domestic violence" y "resilience" en cualquiera de los campos. No se limitó la búsqueda por razones de idioma puesto que la base de datos consultada recoge los campos principales de los estudios en inglés, lengua en la que se incluyeron los términos de búsqueda.

El análisis se ha realizado sobre un total de 51 publicaciones. La lista de registros generada fue codificada teniendo en cuenta: autor/es, año de publicación, país, idioma, tipología, revista, tipo y metodología de investigación y participantes de la investigación. Las características mencionadas fueron incluidas en el análisis de la productividad. Se utilizó el programa estadístico SPSS (v. 21) para realizar una base de datos que permitiese el análisis de las características de las publicaciones.

Finalmente, se realizó una revisión del contenido de los trabajos de la lista de autores más prolífico.

Resultados

Análisis de productividad

Productividad anual. El número de publicaciones que incluyen los términos "family violence" y "resilience", o "intimate partner violence" y "resilience", o "domestic violence" y "resilience" ha tenido una presencia desigual en estos cinco años. En el 2009, 7 artículos, en el 2010, 7, en el 2011, 8, en el 2012, 13, en el 2013 han sido 12 y en el 2014, hasta abril de 2014, 4 artículos (véase Figura 1).

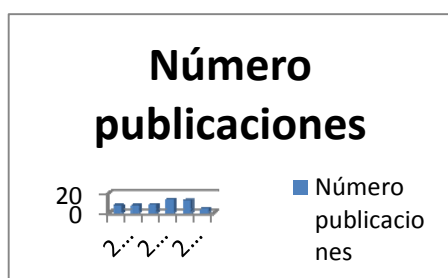


Figura 1. Publicaciones por año

Productividad según país de publicación. Se ha encontrado una gran mayoría de publicaciones en Estados Unidos, con un 59,18% del total. Los países que le siguen, con un porcentaje mucho menor, son Australia con un 10,20% y Canadá con un 8,16%. En la Tabla 1 se incluyen además los datos de otros 3 países con menos publicaciones.

Tabla 1

País	n	%
USA	29	59,18
Australia	5	10,20
Canadá	4	8,16
Alemania	2	4,08
Holanda	1	2,04
Palestina	1	2,04
No consta	7	14,29
Total	51	100

Productividad según idioma. Un 100 % de las publicaciones se realizaron en inglés.

Productividad según tipología de trabajo.

Como se muestra en la Tabla 2 más de la mitad de las publicaciones encontradas, un 60%, son revistas. Un 31,11% son libros, un 7,78% tesis doctorales y finalmente, un 1,11% que se clasifica como un firstposting.

Tabla 2

Tipología de los trabajos

Trabajos	n	%
Revistas	28	54,90
Libros	15	29,41
Tesis Doctorales	7	13,73
Firstposting	1	1,96
Total	51	100

Productividad por revistas. El total de artículos académicos y comentarios/réplicas encontrados se publicaron en 27 revistas. En la Tabla 3 se muestran las dos revistas con mayor productividad (2 trabajos). Las revistas con una mayor productividad son la Child Abuse and Neglect y Journal of Family Violence, con un total de 2 artículos académicos cada una. Le siguen Aggression and Violent Behavior, Asian American Journal of Psychology, British Journal of Criminology, Child & Family Social Work, Child & Youth Service, Child Development, Clinical Social Work Journal, Dialogue: Recherchessur le couple et la famille, Families in Society, Journal of Family Issues, Journal of Immigrant and Minority Health, Journal of Personality, Journal of Social Service Research, Journal of Traumatic Stress, Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology, Prevention Science, Psychological Trauma: Theory, Research, Practice, and Policy, Research on Social Work Practice, South African Journal of Psychology, Social Service Review, Trauma, Violence & Abuse, Traumatology, Victims & Offender, Violence Against Women, Violence and Victims con un artículo por revista.

Tabla 3

Productividad por revistas

Revistas	n
<i>Child abuse and neglect</i>	2
<i>Journal of family violence</i>	2

Productividad según tipo de investigación en artículos académicos. El 37,35% se basa en estudios empíricos. Un 24,10% eran estudios cuantitativos. La entrevista se usó en el 12,5% de los trabajos. El estudio cualitativo se eligió en el 10,84% de los artículos. El estudio longitudinal se usó en 4,83% de los trabajos. Un 3,61% de los trabajos se basó en una revisión de la literatura. El modelo matemático se usó en un 2,41% de los trabajos. El estudio de caso clínico, el estudio de campo, el estudio de seguimiento y el estudio sistemático constituyen el 1,20% del total respectivamente (véase Tabla 4).

Tabla 4

Tipo y metodología utilizados en los artículos académicos de investigación

Trabajos de investigación	n	%
Estudio empírico	31	37,35%
Estudio cuantitativo	20	24,10%
Entrevista	10	12,05%
Estudio cualitativo	9	10,84%
Estudio longitudinal	4	4,82%
Revisión literaria	3	3,61%
Modelo matemático	2	2,41%
Estudio caso clínico	1	1,20%
Estudio de campo	1	1,20%
Estudio de seguimiento	1	1,20%
Estudio sistemático	1	1,20%

Productividad según agentes participantes de la investigación. Del total de 51 artículos académicos que realizaban investigación, destacaron aquellos con muestra de adultos (mayores de 18) con un 20,79%, los niños hasta 12 años con un 16,83% y los adolescentes entre 13 y 17 años con un 14,85% (véase Tabla 5).

Tabla 5

Muestra participantes en los trabajos de investigación

Edad participantes	n	%
Adultos (mayores de 18)	21	20,79%
Niños (hasta 12 años)	17	16,83%
Adolescentes (13-17 años)	15	14,85%
Edad escolar (6-12 años)	10	9,90%
Alrededor de los 30 años	9	8,91%
Jóvenes (18-29 años)	9	8,91%
Entre 40 y 64 años	8	7,92%
Edad preescolar (2-5 años)	6	5,94%
Ancianos (mayores de 65 años)	3	2,97%
Muy mayores (mayores de 85 años)	1	0,99%
Entre 2-23 meses	1	0,99%
Neonatales	1	0,99%

Tabla 6

Número de autores por artículo

Nº autores	Nº artículos (n)	%
1	16	31,37
2	14	27,45
3	7	13,73
4	9	17,65
5	3	5,88
6	1	1,96
7	1	1,96
Total	51	100

Se observó que la mayoría de los autores, un 95,41 %, participó en una sola publicación, mientras que un 4,59% de los autores lo hizo en más de una publicación.

Los principales autores son:

Howell, Kathryn H. con 6 publicaciones
 Graham-Bermann, Sandra A. con 4 publicaciones
 Anderson, Kim M. con 3 publicaciones
 Artz, Sibylle con 2 publicaciones
 Kassis, Wassilis con 2 publicaciones
 Zubrick, Stephen R. con 2 publicaciones

5.- Discusión

Sin duda 51 artículos en 5 años es una cifra baja teniendo en cuenta todo lo que se ha publicado sobre resiliencia y sobre todo lo que se ha publicado sobre violencia en la pareja en estos últimos años. Uno de los motivos de esta baja productividad nos parece que debe ser debido a la relativa juventud del término y la dificultad de su definición, confundiendo con términos como “resistencia” o como “crecimiento postraumático”. Pocos son los investigadores que trabajan en violencia de pareja que hayan investigado sobre

resiliencia, pero poco a poco asistiremos a un crecimiento de las publicaciones sobre estos términos.

Que el idioma utilizado sea el inglés no deja de ser una obviedad dado que hemos optado por revisar revistas indexadas en el PsycINFO y la mayoría son en inglés, así como los países de mayor producción como USA, Australia y Canadá. Tampoco llama la atención que el 37,35% de las publicaciones se base en estudios empíricos y que un 24,10% fueran estudios cuantitativos. Estamos convencidos que una manera eficaz de transmitir conocimientos es a través de los estudios clínicos, pero estos apenas son el 1,20% de las publicaciones revisadas.

A pesar de ello, de los trabajos cualitativos, nos parece interesante destacar aquellos en los que se ha trabajado con el constructo “intimate partner violence” y “resilience”. En efecto, Ahmad, Rai, Petrovic, Erickson y Stewart, en su estudio “Resilience and Resources Among South Asian Immigrant Women as Survivors of Partner Violence” del 2013, estudiaron a 11 mujeres víctimas de la violencia en la pareja (IPV) y que habían superado la victimización, mediante entrevistas en profundidad. Se identificaron cuatro temas transversales: los recursos antes y después del punto de inflexión en el que decidieron hacer frente a la violencia, los cambios en ellas mismas, la modificación de las redes sociales y el hecho de ser inmigrantes. Las mujeres recurrieron a sus capacidades cognitivas individuales, al apoyo social y a la asistencia profesional para superar la victimización. Todas las mujeres entrevistadas pudieron modificar sus redes sociales. Los cambios producidos fueron un mayor sentido de autonomía, perspectiva positiva de la vida, y mantenerse ocupadas. Los cambios como colectivo se produjeron cuando las mujeres desarrollaron un sentimiento de pertenencia a su país de adopción. Para los autores, esta identidad híbrida crea un lazo de reciprocidad y el deseo de contribuir a su comunidad que les impulsa al cambio.

Por otro lado, Reynolds y Shepherd, en su trabajo de 2011 titulado “Young women's accounts of intimate partner violence during adolescence and subsequent recovery processes: an interpretative phenomenological analysis”, exploraron a tres mujeres jóvenes para comprender por qué habían sido vulnerables a la IPV a mediados o finales de la adolescencia, sus experiencias de maltrato, y sus procesos de recuperación. La investigación se centró en gran medida en los aspectos comunes de la experiencia del IPV según lo narrado por las tres jóvenes que consideraban que se habían recuperado de la experiencia. Las entrevistas semi-estructuradas permitieron explorar situaciones retrospectivas sobre cómo habían quedado atrapadas en la adolescencia en una relación abusiva a largo plazo, cómo les había afectado la IPV en ese momento, y los procesos que han encontrado útiles para recuperar el bienestar. Las conclusiones del trabajo fueron que las participantes atribuyeron en gran medida su vulnerabilidad a la IPV a sentirse confundidas acerca de sentimientos y relaciones, a encontrarse en situaciones de sumisión en la adolescencia temprana, falta de poder, sentirse atrapadas en la familia de su pareja, vivir marginadas por sus propias familias y con crisis de identidad. Para los autores los procesos de resiliencia se iniciaron en momentos clave. Las participantes describieron la reparación de identidad a través de la participación en actividades apropiadas para su edad, el salir de la familia de la pareja, y reconstruir sus relaciones familiares.

Otro enfoque aparece en los trabajos de Kuijpers y Van der Knaap colaboradores de la Tilburg University y concretamente de la Tilburg Law School. Por ejemplo en su trabajo publicado con Winkel FW en el 2012, titulado “Victims' influence on intimate partner violence revictimization: an empirical test of dynamic victim-related risk factors” muestran su interés sobre el fenómeno de la revictimización. Parten de la importancia de investigar tanto sobre la víctima de la violencia como sobre el agresor. En una

muestra de 156 mujeres que habían sufrido IPV, el objetivo era examinar qué factores dinámicos relacionados con las víctimas influyen en el riesgo para una posible revictimización. Estudiaron el riesgo de repetición de la IPV. Uno de los modelos que utilizaron se centra en los factores psicológicos, mientras que los otros se centran sobre los factores ambientales. La carencia de estrategias de afrontamiento adecuadas en la víctima (salud, autoestima, estilo optimista, etc.), las repercusiones psicopatológicas experimentadas por el maltrato crónico (TEPT, síntomas ansioso-depresivos, etc.) y los factores sociales (falta de empleo, precariedad económica, etc.) interactúan con las respuestas específicas de la víctima en el ámbito de la relación (dependencia emocional, expectativas negativas de cambio, insatisfacción con la relación, etc.).

La conclusión del estudio es que los factores relacionados con las víctimas contribuyen al riesgo de revictimización y profundizar en estos factores será necesario para fomentar la resiliencia.

En otra publicación anterior de estas autoras junto a Lodewijks, en 2011, titulada "Victims' influence on intimate partner violence revictimization: a systematic review of prospective evidence", presentan una revisión sistemática de la literatura que examina el vínculo potencial entre los tres factores clave de los modelos y el riesgo de revictimización por IPV. En esta revisión destaca que la severidad y la frecuencia de la violencia experimentada antes de la IPV es un fuerte predictor de la revictimización. La evidencia con respecto a las dificultades y la resiliencia de las víctimas es más heterogénea. Los resultados se discuten en términos de implicaciones para la práctica y la investigación. Las autoras consideran que los profesionales podrían ayudar a las víctimas a tomar el control de su situación y contribuir a su empoderamiento.

6.- Conclusión

El constructo "resiliencia" aparece todavía en pocos estudios empíricos cuando se investiga en violencia de pareja. Uno de los motivos puede ser la relativa juventud del término y la dificultad de su definición, confundiendo con términos como "resistencia" o como "crecimiento postraumático".

Seguramente desde la clínica trabajamos promoviendo la resiliencia aunque no la denominemos de este modo. Cuando Jordi Font (1976) propuso su definición "Salud es una capacidad individual y social de bien ser somático y psíquico, compatible con estados de sufrimiento o de "falta" (enfermedad), que no impiden una vida personal mas plena", estaba ya poniendo las bases, sin saberlo, de lo que hoy podemos denominar resiliencia y/o crecimiento postraumático.

Bibliografía

Ahmad, F., Rai, N., Petrovic, B., Erickson, P.E. y Stewart, D.E. (2013). Resilience and Resources Among South Asian Immigrant Women as Survivors of Partner Violence. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 15(6), 1057-1064.

Barnett, O. W. (2001). Why battered women do not leave, part 2. *Trauma, Violence & Abuse*, 2(1), 3-35.

Bellavista, J., Guardiola, E., Méndez, A. y Bordons, M. (1997). Evaluación de la investigación. Cuadernos Metodológicos del CIS nº 23, Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid.

Bermant, C. (2004). El maltrato psicológico. *Full Informatiu*, 166, 3-4. Barcelona: Col·legi Oficial de Psicòlegs de Catalunya.

Block, J. y Kremen, A.M. (1996). IQ and ego-resiliency: conceptual and empirical connections and separateness. *Journal of Personality and Social Psychology*, 70, 349 - 361.

Bobé, A., y Pérez Testor, C. (1994).

Conflicto de pareja: diagnóstico y tratamiento. Barcelona: Fundació Vidal i Barraquer/Paidós.

Bonanno, G. A. (2004). Loss, trauma, and human resilience: have we underestimated the human capacity to thrive after extremely aversive events? *American Psychologist*, 59(1), 20.

Carver, C. S. (1998). Resilience and thriving: Issues, models, and linkages. *Journal of social issues*, 54(2), 245-266.

Davins, M. (2005). Maltractament en les relacions de parella: estils de personalitat, simptomatologia i ajustament diàdic d'un grup de dones maltractades. Tesis Doctoral. Universitat Ramon Llull, Facultat de Psicologia, Ciències de l'Educació i l'Esport Blanquerna.

Echeburúa, E., y Corral, P. (1998). *Manual de Violencia Familiar*. Madrid: Siglo XXI.

Elliston, E., y Whatley, J. (2002). Why don't they just leave? The effects of psychological abuse on sheltered women [Abstract]. *Dissertation Abstracts International. Section A: Humanities and Social Sciences*, 62(7-A), 2570.

Font, J. (1976). "Definició de salut mental" a *Funció social de la medicina*. X Congrés de Metges i Biòlegs de Llengua Catalana. Barcelona: Academia de Ciències Mèdiques de Catalunya i Balears.

Fredrickson, B.L., Tugade, M.M., Waugh, C.E. y Larkin, G. (2003). What good are positive emotions in crises? A prospective study of resilience and emotions following the terrorist attacks on the United States on September 11th, 2001. *Journal of Personality and Social Psychology*, 84, 365-376.

Kuijpers, K.F., Van der Knaap, L.M., Winkel, F.W. (2012). Victims' influence on intimate partner violence revictimization: an empirical test of dynamic victim-related risk factors.

Journal of Interpersonal Violence, 1(27), 1716-1742.

Manciaux, M., Vanistendael, S., Lecomte, J., y Cyrulnik, B. (2001). La resiliencia: état des lieux. *Cahiers Médico-sociaux*, 13-20.

Masten, A. S. (2001). Ordinary magic: Resilience processes in development. *American psychologist*, 56(3), 227.

Masten, A.S., Hubbard, J.J., Gest, S.D., Tellegen, A., Garmezy, N., y Ramirez, M. (1999). Competence in the context of adversity: Pathways to resilience and maladaptation from childhood to late adolescence. *Development and psychopathology*, 11(1), 143-169.

O'Leary, V.E. (1998). Strength in the face of adversity: Individual and social thriving. *Journal of Social issues*, 54(2), 425-446.

Park, C. L. (1998). Stress-Related growth and thriving through coping: the roles of personality and cognitive processes. *Journal of social issues*, 54(2), 267-277.

Pérez-Testor, C. (2006). *Parejas en conflicto*. Barcelona: Fundació Vidal i Barraquer/Paidós.

Perles, F., Moreno, P., y Rando, M. A. (1998). Imagen social de las mujeres víctimas. *Revista de Psicología Social*, 13(3), 521-525.

Reynolds, F. y Shepherd, C. (2011). Young women's accounts of intimate partner violence during adolescence and subsequent recovery processes: an interpretative phenomenological analysis. *Psychology and Psychotherapy: Theory, Research and Practice*, 84(3), 314-334.

Richters, J. E., y Martínez, P. E. (1993). Violent communities, family choices, and children's chances: An algorithm for improving the odds. *Development and Psychopathology*, 5(04), 609-627.

Saccinto, E. (2014). Reacciones psicológicas

en situaciones de desastre y emergencia: estudio de la vivencia del suceso traumático. Tesis Doctoral en co-tutela: Universitat Ramon Llull, Facultat de Psicologia, Ciències de l'Educació i l'Esport Blanquerna y Alma Mater Studiorum Università di Bologna.

Strube, M. J., y Barbour, L. S. (1984). Factors related to the decision to leave an abusive relationship. *Journal of Marriage and the Family*, 46, 837-844.

Towns, A., y Adams, P. (2000). "If really loved him enough, he would be okay": Women's accounts of male partner violence. *Violence Against Women*, 6(6), 558-585.

Vanistendael, S. (2001). La résilience au quotidien. *CAHIERS MEDICO SOCIAUX*, 179-188.

Villavicencio, P., y Sebastián, J. (1999). *Violencia doméstica: su impacto en la salud física y mental de las mujeres*. Madrid: Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales/Instituto de la Mujer.

Werner, E. E., y Smith, R. S. (1992). *Overcoming the odds: High risk children from birth to adulthood*. Cornell University Press.

Werner, E. E., y Smith, R. S. (1982). Vulnerable but invincible: A study of resilient children, 169-2.

La protection des enfants sans parents sur le territoire français et les outils juridiques de droit commun

Marie Douris

Université de Lyon

Contrairement à la situation d'un mineur accompagné dont la protection juridique dépend de son parent¹, le mineur non accompagné des titulaires de l'autorité parentale sur le sol français, défini par l'acronyme MIE (Mineur Isolé Etranger), fait émerger des questions non résolues à propos du traitement de la personne prise dans une triple situation de vulnérabilité : du fait de son âge, de l'absence de parent et de l'application des règles internes.

La problématique juridique se situe dans un paradoxe entre les dispositions du droit français existant et la protection effective du mineur non accompagné.

La question centrale -un peu provocante- suppose de savoir si un enfant, situé en France, doit en raison de sa nationalité étrangère, bénéficier d'un régime de protection amoindri et moins sécurisé que le mineur français qui serait lui-même isolé ?

Les fondements de la protection des mineurs non accompagnés (I.) permettent d'envisager les conditions françaises de prise en charge à laquelle ces enfants ont naturellement droit (II.).

I. Les fondements de protection des enfants étrangers sur le sol français

Malgré la diversité des contextes correspondant à des situations de mineurs non accompagnés, les fondements juridiques de la

protection des enfants sont identiques pour tous.

1. La diversité contextuelle des mineurs non accompagnés

D'après le dernier rapport de trois inspections françaises sur la question, l'arrivée des mineurs isolés étrangers sur le sol français n'a cessé de croître depuis la fin des années 2000². En dehors des situations de mineurs français non accompagnés de leurs parents sur le territoire, l'étude de Clémence Helfter³ permet de recenser des typologies de mineurs isolés qui viennent de l'étranger, à partir des motivations qui ont présidé à leur venue en France. Ainsi sous le même vocable, elle recense six groupes qui constituent cette catégorie non définie juridiquement de mineurs isolés étrangers :

Les « réfugiés » correspondent aux mineurs qui ont fui la guerre et les persécutions dans leur pays d'origine. D'après Mme Helfter, « *c'est un inconnu compatissant ou un ami de la famille qui a payé le voyage et mis ces enfants à l'abri en France* ».

² L'évaluation du dispositif relatif aux mineurs isolés étrangers mis en place par le protocole et la circulaire du 31 mai 2013, *Rapport*, IGSI-IGAS-IGA, juillet 2014, p. 16.

³ C. Helfter, « La prise en charge des mineurs isolés étrangers par l'aide sociale à l'enfance. Une protection nécessaire et perfectible », *L'enfant au cœur des politiques sociales ?*, CNAF, *Informations sociales*, 2010/4, n° 160, p. 124.

¹ Anafé, Guide théorique et pratique. La procédure en zone d'attente, janv. 2013, p. 27.

Les « confiés » sont des enfants mineurs qui ont été amenés en France par un adulte ayant accepté cette mission. En France, un membre de la famille élargie un ami de la famille, en dehors de tout cadre légal ou parfois par le biais d'une kafala (pays de droit musulman reconnaissant ce cadre légal) prend en charge l'enfant, de façon volontaire ou de façon imposée. D'après Mme Helfter, « *ce majeur peut ne pas avoir été prévenu de l'arrivée de l'enfant et refuser alors d'en assumer la charge* »

Les « rejoignants », autrement dit « *des mineurs qui ont accepté de rejoindre leurs parents* » ou *l'un d'eux, « en dehors de toute procédure légale »*. Apparemment, ces mineurs ne connaissent pas toujours la localisation exacte de leurs parents et se retrouvent isolés en France en attendant de les rejoindre ou abandonnent cette idée faute d'arriver à les localiser.

Les « exploités » qui sont « *utilisés comme des forces de travail non rétribuées* » en France et qui sont « *corvéables à merci* ».

Les « missionnés », autrement dit « *les mineurs poussés par les parents eux-mêmes pour fuir la misère de leur pays. Ceux qui ont incité et aidé le missionné partir avaient un projet pour le mineur : qu'il s'en sorte, qu'il aille à l'école, qu'il reçoive une formation professionnelle pour pouvoir gagner sa vie et échapper au destin qui serait le sien s'il restait* ».

Les « conquérants », c'est-à-dire les mineurs qui, d'après le récit fait aux travailleurs sociaux, ont décidé « seuls » de partir pour un pays riche.

Autant de parcours de vie différents qui ne justifient pas des traitements différents en droit de la protection de l'enfance.

2. Les fondements internationaux d'une protection unique de l'enfant non accompagné

Malgré la différence de force contraignante des différents outils juridiques de protection, plusieurs fondements textuels positionnent la justification de la protection sur la privation de milieu familial et indépendamment de la migration.

Principalement, l'article 22 de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) dispose que « (...) *Lorsque ni le père, ni la mère, ni aucun membre de sa famille ne peut être retrouvé, l'enfant se voit accorder, selon les principes énoncés dans la présente Convention, la même protection que tout autre enfant définitivement ou temporairement privé de son milieu familial pour quelque raison que ce soit* ». Dans le même sens, pour le Comité des droits de l'enfant⁴, la question des disparités entre les enfants particulièrement vulnérables (parmi lesquels on comprend les enfants touchés par les migrations) et les autres enfants assure que la discrimination est « *un affront à la dignité humaine de l'enfant* ».

Par ailleurs, une résolution du Parlement européen du 14 janvier 2009 sur la situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne incite à « *accorder une attention particulière aux mineurs non-accompagnés et à ceux séparés de leurs parents arrivant sur le territoire de l'Union par voie d'immigration irrégulière et souligne l'obligation des Etats membres e leur fournir assistance et une protection spéciale ; demande à toutes les autorités et aux institutions européennes (...) d'assurer la désignation sans délai*

⁴ Conseil des droits de l'homme, Etude du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits sur les difficultés et les meilleures pratiques rencontrées dans l'application du cadre international pour la protection des droits de l'enfant dans le contexte des migrations, 5 juillet 2010, p. 7, n° 22.

d'un tuteur, de leur fournir une assistance juridique, (...), d'améliorer leurs conditions d'accueil par le biais d'un logement approprié, d'un accès facilité aux services de santé, d'éducation et de formation, particulièrement s'agissant de l'enseignement de la langue officielle du pays d'accueil, de la formation professionnelle et d'une complète intégration dans le système scolaire (...) ».

En n'imposant pas aux Etats ce qu'elle véhicule, cette résolution conduit à un flottement institutionnel. La prise en charge des personnes concernées ne peut donc pas être effectivement amélioré. C'est ce qui peut s'observer en droit français.

II. La protection juridique des enfants sans parents sur le sol français

En droit français, l'article L. 112-3 du Code de l'action sociale et des familles (CASF), utilise les mêmes expressions que la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Cette disposition prévoit que la protection de l'enfance « *a pour but de prévenir les difficultés que peuvent rencontrer les mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et d'assurer leur prise en charge* ».

Cela suppose de connaître le critère juridique puis les formes de protection de l'enfance sur le sol français.

1) Critère juridique de protection de l'enfant isolé en France

Faisant suite à l'article 22 de la Conv. IDE précitée, depuis 2007, l'article L.112-3 du Code de l'action sociale et des familles ne prévoit pas une prise en charge du fait de la nationalité. Les grandes évolutions dans les contextes de migration ont produit une transformation superficielle dans les sémantiques utilisées en passant de mineurs étrangers isolés à mineurs isolés étrangers : elles n'enlèvent jamais, en réalité, l'adjectif « étranger » des expressions consacrées. Le maintien visible de ce terme peut conduire à

un traitement différent de la situation des enfants français, et amener à produire des prises en charge dépendantes des politiques successives. Pourtant, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a précisé que « *l'application d'un traitement différent fondé sur le statut quant à la citoyenneté ou à l'immigration constitue une discrimination si les critères de différenciation ... ne visent pas un but légitime et ne sont pas proportionnés à l'atteinte de ce but* »⁵. Autrement dit, pour ne pas rattacher cette question à une problématique d'immigration, il faudrait enlever le terme étranger à la prise en charge sur le sol français de ces enfants à protéger. A condition qu'ils soient bien des mineurs.

La minorité fixée en dessous du seuil de dix-huit ans est le seul critère qui fonde la protection de l'enfant isolé en France. Pour exercer les droits français, la minorité retenue dans le pays d'origine de l'enfant n'aura pas d'effet sur le sol français. Cependant, la nationalité étrangère du mineur permet souvent de douter de cette condition d'âge, même si les mineurs peuvent présenter des papiers.

Pour lutter contre ce risque migratoire, l'administration répond par l'expertise osseuse. Il faut préalablement remarquer que malgré les prescriptions de la loi en ce domaine, l'analyse des développements staturo-pondéral et pubertaire, de la formule dentaire et de la radiographie du squelette sont des actes médicaux qui nécessitent le

⁵ Comité sur l'élimination de la discrimination raciale, recommandation générale n° 30 concernant la discrimination contre les non-ressortissants, in Conseil des droits de l'homme, Etude du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits sur les difficultés et les meilleures pratiques rencontrées dans l'application du cadre international pour la protection des droits de l'enfant dans le contexte des migrations, 5 juillet 2010, p. 7, n° 22.

consentement des exerçants de l'autorité parentale et que seule l'urgence ou les risques graves pour la santé⁶ ou le défaut de consentement de l'enfant autorisent le médecin à procéder à des actes sans cette décision parentale⁷. En conséquence, de tels actes ne devraient pas être pratiqués si le mineur n'y consent pas, ce qui suppose la présence d'un traducteur. A tout le moins, l'expertise osseuse exige la présence de l'administrateur *ad hoc*⁸, ce qui n'est pas la pratique actuelle⁹.

même si elle est scientifiquement contestable. En effet, les clichés notamment radiographiques du jeune sont comparés à des tables de référence datant de 1935 et s'appuyant sur des jeunes de race blanche¹⁰. Si la méthode est donc fiable à plus ou moins 18 mois¹¹, elle consacre une imprécision et son inefficacité à fixer un âge précis¹². De plus, cette expertise osseuse semble surtout servir à réguler les prises en charges¹³, et les protocoles semblent employés de façon inégale d'un conseil général à un autre. D'ailleurs, le Comité consultatif national d'éthique (CCNE), en 2005, a rendu un avis sur les méthodes de détermination de l'âge à des fins juridiques : il n'est pas possible « *de se fier à des critères scientifiques qui ont une utilité et des objectifs purement médicaux pour déterminer juridiquement un statut de*

mineur »¹⁴. Le même Comité a aussi estimé que « la soumission à des investigations radiologiques et à un regard clinique [pouvait] apparaître comme porteuse d'une certaine violence (effectuées généralement sans consentement) et [pouvait] blesser la dignité des adolescents soumis à un tel regard médical sans comprendre leur finalité, dans une structure hospitalière apparentée alors à une structure policière. Le CCNE « *confirme l'inadaptation des techniques médicales utilisées actuellement aux fins de fixation d'un âge chronologique* ». Sans récuser leur emploi, le CCNE invite à un emploi relatif de ces méthodes.

Par ailleurs, le juge n'utilise pas toujours suffisamment son pouvoir d'appréciation, en se retranchant derrière l'expert, alors que l'article 246 du code de procédure civile montre que « *le juge n'est pas lié par les constatations ou les conclusions du technicien* ». Du point de vue de la défense, pourtant, il y a suffisamment de démonstration du caractère contestable de cet outil pour que les praticiens préparent systématiquement une note à produire en justice dénonçant le manque de fiabilité de l'expertise osseuse. De plus, comme l'explique Nathalie Ferré, la théorie du risque de la preuve devrait permettre de considérer cet individu isolé, en état de vulnérabilité, comme un mineur en présence d'un doute sur la preuve, ce qui devrait lui profiter¹⁵. Au lieu de cela, pour les personnes réellement mineures, il y a suspicion.

Concrètement, en jurisprudence, pour contrecarrer l'expertise osseuse, il faut apporter un faisceau d'éléments participant à la démonstration de la minorité. Ainsi, la Cour administrative

⁶ Code de la santé publique (CSP), art. L. 1111-4.

⁷ Code de la santé publique (CSP), art. L. 1111-5.

⁸ Gisti, « Les droits des mineurs étrangers isolés », *Les cahiers juridiques*, Gisti, 2011, p. 9.

⁹ CCNE n° 88, 23 juin 2005 sur les méthodes de détermination de l'âge à des lois juridiques.

¹⁰ N. Ferré, « La détermination de la minorité », *Plein droit*, 2002, n° 52, p. 16.

¹¹ Académie de médecine, Rapport sur la fiabilité des examens médicaux visant à déterminer l'âge à des fins judiciaires et la possibilité d'amélioration en la matière pour les mineurs isolés, 22 janvier 2007.

¹² Gisti, « Les droits des mineurs étrangers isolés », *Les cahiers juridiques*, Gisti, 2011, p. 20.

¹³ Mission d'analyse et de proposition sur les conditions d'accueil des mineurs étrangers isolés en France, Rapport IGSJ-IGAS-IGA n° 2005/010, janvier 2005.

¹⁴ CCNE n° 88, 23 juin 2005 sur les méthodes de détermination de l'âge à des lois juridiques.

¹⁵ N. Ferré, art. préc., p. 18.

d'appel (CAA) de Douai le 8 janvier 2009¹⁶ a décidé que « *face au résultat contradictoire de deux examens osseux, l'un établissant la majorité et l'autre la minorité du jeune étranger, le juge prend en compte les autres éléments du dossier pour considérer que le jeune étranger est mineur et ne peut pas faire l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière* ». La CAA Metz avait également décidé, le 26 septembre 2005¹⁷ qu' « *il n'y a pas lieu, sur la seule prise en considération de l'estimation de l'âge, compte tenu du caractère imparfait et peu fiable des examens osseux et de l'absence d'autres éléments capables de les conforter, de mettre en cause la foi attachée à l'acte d'état civil remis par le jeune étranger* ».

La méthode et la réalité de l'objectif poursuivi par l'expertise osseuse n'assurent donc pas une protection efficiente de l'enfant. Le protocole et la circulaire du 31 mai 2013¹⁸ participent de cette précipitation, de ce défaut de considération et de ce traitement inhumain en imposant que l'évaluation de la minorité soit effectuée dans un délai de 5 jours, qui a du être d'ores et déjà ramené à 13, et qui ne permet qu'une évaluation sociale¹⁹. La liberté de la preuve en ce domaine pourrait, comme l'explique Nathalie Ferré²⁰, permettre de retenir d'autres instruments probatoires puisque la détermination de la minorité est un fait juridique. Elle pourrait être apportée par présomptions (apparence physique, maturité de l'individu) ou par témoins (membre de la famille) ou sur simple déclaration de minorité, même si le contexte ambiant ne permet pas de penser que les administrations y sont disposées. En tous les cas, l'authenticité de l'acte de naissance fourni ne peut être en principe contestée la preuve de l'expertise

osseuse. L'administration doit utiliser une procédure adaptée permettant de vérifier cette véracité et informer la personne concernée dans un délai de deux mois d'une telle recherche. Le silence gardé pendant huit mois vaut décision de rejet. Le litige éventuel suppose que le juge forme sa conviction à partir des éléments fournis tant par l'autorité administrative que par l'intéressé²¹.

Enfin, dans l'hypothèse où le mineur n'est pas pourvu d'un acte d'état civil ou d'une pièce d'identité, l'article 8-2 de la CIDE stipule prévoit que les Etats parties doivent lui accorder une assistance et une protection pour que cette identité soit rétablie. De la sorte, pendant le temps d'accueil même temporaire de cet enfant qui se déclare mineur, l'Aide sociale à l'enfance à qui l'enfant est confié doit se mettre en relation avec les services consulaires en France du pays d'origine pour les interroger sur les conditions de délivrance d'un acte d'état civil et écrire pour obtenir un tel document. L'échec de cette procédure devra se traduire en une forme de tutelle appropriée²².

Le critère de minorité, même malmené, justifie l'entrée de l'enfant dans le dispositif français de droit commun de protection.

2) L'entrée dans le dispositif de protection de l'enfance

Il va sans dire que la situation des mineurs non accompagnés ne peut pas répondre du domaine de la protection prévue en présence des parents, puisque par définition, ils ne sont pas auprès de

¹⁶ Pourvoi n° 08DA01199.

¹⁷ Pourvoi n° 05/00115.

¹⁸ Circulaire du 31 mai 2013 relative aux modalités de prise en charge des jeunes isolés étrangers : dispositif national de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation

¹⁹ Mission d'analyse et de proposition sur les conditions d'accueil des mineurs étrangers isolés en France, rapp. préc., p. 29.

²⁰ N. Ferré, art. préc., p. 19-20.

²¹ Art. 22-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

²² Code de l'Action Sociale et des familles, art. L. 222-4, 1°.

l'enfant. Or, la logique de l'assistance éducative prévue à l'article 375 du C.civ., est de s'exercer dans le cadre de la relation défaillante entre un parent et son enfant. Cette section est en effet positionnée dans le code civil dans le chapitre de l'autorité parentale. Ce dispositif nécessite de démontrer ce dysfonctionnement dans la relation parent-enfant et non une absence de parent. L'article L. 226-2-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) va dans le même sens que l'article 375 du code civil, en s'y référant expressément, et en considérant que les personnes qui mettent en œuvre la politique de protection de l'enfance le font suivant les notions de risque et de danger, autrement dit, dans la relation parent-enfant.

Cependant, pendant la phase de rencontre de l'enfant non accompagné, une phase de mise à l'abri/évaluation/orientation est réalisée dans le département. En vertu de l'article L. 223-2 du CASF, le Conseil général du lieu où le jeune se déclarant mineur isolé a été repéré ou s'est présenté, effectue un accueil provisoire d'urgence pendant 5 jours. D'après le protocole entre l'Etat et les départements du 31 mai 2013²³, pendant cette période, le Conseil général évalue la situation du jeune afin de s'assurer de sa minorité et de son isolement sur le territoire français. Si la minorité et l'isolement du jeune sont confirmés, le président du Conseil général saisit le procureur de la République du lieu où le mineur a été repéré ou s'est présenté. De façon contestable, et pour équilibrer les prises en charges sur le territoire, le procureur de la République désigne le Conseil général du lieu de placement définitif auquel il confie le mineur par ordonnance de placement provisoire²⁴ et peut donc provoquer un déplacement du jeune, sans le consentement de ce dernier.

En l'absence de parent, la cohérence juridique nécessaire à la construction du dispositif de

protection du mineur suppose d'ouvrir une tutelle. Ceci parce que la protection par l'assistance éducative est inadaptée : il n'y a pas de parent sur le sol français, notamment pour prendre les décisions. Or, la logique de l'assistance éducative, va dans le sens du maintien des relations parents-enfant. Dans ce cas, maintenir des relations parentales dans un contexte qui ne le permet pas puisque les parents ne sont pas présents, est impropre à la technique juridique et affaiblit à terme le mineur. D'ailleurs, la Cour d'appel de Poitiers, le 7 novembre 2002, a déjà pu admettre que la compétence du JE dans ce contexte « (...) ne fait pas obstacle à celle parallèle du juge des tutelles (...), susceptible d'intervenir sur le fondement des articles 373-5 et 390 du Code civil ».

La tutelle correspond donc logiquement au système de protection à mettre en œuvre pour l'enfant non accompagné de ses parents. En effet, l'article 390 du C. civ. prévoit qu'elle s'ouvre « *lorsque le père et la mère sont tous deux décédés ou se trouvent privés de l'exercice de l'autorité parentale* ». Cette privation de l'exercice de l'autorité parentale renvoie à l'article 373 du C.civ. prévoyant que les parents qui sont hors d'état de manifester leur volonté en raison de leur incapacité, de leur absence ou de toute autre cause. L'enfant dont les documents administratifs valides montrent l'existence de parents en vie fera l'objet d'une tutelle départementale par l'Aide sociale à l'enfance²⁵. En revanche, si l'enfant est sans papiers valables, la tutelle des pupilles de l'Etat doit être interrogée au regard du premier alinéa de l'article L. 224-4 du CASF.

Conclusion

²³ Dispositif national de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation des mineurs isolés étrangers.

²⁴ C. civ., art. 375-3 et 375-5.

²⁵ C. civ., art. 411.

Il n'est pas meilleur sujet pour démontrer combien l'individu peut se trouver au service des règles, et par là même, dépendant des professionnels, de leurs analyses et de leurs diverses suspicions. La question profondément politique du mineur isolé étranger peut donc être traitée à tort en fonction de la nationalité de l'enfant. Rien de tel n'est juridiquement prévu et la torsion des textes peut donc malheureusement affaiblir la protection de l'enfant et la stabilité qui lui est nécessaire pour construire un avenir. Il semble aussi que tous les outils du dispositif de protection de l'enfance ne sont pas tous utilisés.

Rappelons donc le proverbe africain incitant à construire une évolution des pratiques : « pour marcher loin, il faut marcher (*et donc penser*) ensemble »

VULNERABILITE DE L'ENFANT ET CRISE DES INSTITUTIONS

Kamel Arar

Université de Lyon

Introduction :

Une observation rapide des termes qui figurent dans les titres des communications de notre colloque, par l'abondance des « ismes » ... « hyper » « post » ... suffirait à nous montrer que nous sommes entrés, depuis quelques temps déjà, dans une ère de l'excès, du trop, du trop-plein, excès qui ne serait pas sans effet sur la consistance du lien social, les processus d'institutionnalisation, de symbolisation et par voie de conséquence sur la constitution du sujet. L'excès et le manque de limites qui caractérisent aujourd'hui un changement important dans les formes de pathologies que rencontre le psychanalyste, pathologies qui ne sont plus celles du conflit, du désir et de la culpabilité mais bien plutôt celle de l'identité, de sa construction et de ses errements, mais également celle de l'idéal et du lien. Ce sont ces dernières qui nous permettront d'envisager la relation que nous pouvons établir entre l'individualisme, concept philosophique et sociologique, et celui de narcissisme, qui s'inscrit et relève du champ psychanalytique.

Dans ce champ nous porterons attention aux processus d'individuation et à la construction progressive de l'identité personnelle, ce qui ne nous prive pas pour autant de nous intéresser comme Freud l'avait initié à l'organisation de la vie collective par les mécanismes inconscients

qui la sous-tendent. Nous observerons les changements les plus significatifs de cette construction au sein de deux institutions, la Famille et l'Ecole, traversées aujourd'hui par des phénomènes de violence qu'il s'agira de discerner et distinguer pour nous demander en quoi et comment ils seraient le symptôme d'une transformation profonde du lien social et, partant de la construction de l'Identité.

I. Individualisme et Narcissisme

Dans un premier temps nous aurons à définir les concepts que nous utiliserons afin de prendre en compte les conditions épistémologiques de leur rapprochement.

L'individualisme, dans son usage courant, est compris comme un égoïsme, un intérêt exclusif que l'on porte à soi-même et à ses propres intérêts. Il s'oppose à deux autres termes porteurs eux aussi du même suffixe : le Personnalisme d'une part, et, l'Humanisme, d'autre part. Le personnalisme est une conception de l'Être Humain comme constituant une valeur absolue: la personne humaine n'a pas un prix mais une dignité inaliénable. L'humanisme, quant à lui, postule que l'individu n'a de valeur que par son universalité, en érigeant, là encore comme valeur suprême cette condition. La conception philosophique de l'individualisme prend naissance au Moyen-Âge pour certains, à la Renaissance

pour d'autres, avec la constitution de la notion même d'individu comme unité insécable, différenciée du groupe auquel elle appartient et fait référence. Avant d'être un modèle social qui privilégie le culte de la réussite individuelle et de la performance personnelle, l'individualisme est d'abord une conception de l'homme considéré en tant qu'individu conçu comme principe absolu et unique de référence. En ce sens, cette perception ne se borne pas seulement à affirmer la prééminence de l'individu sur le groupe, elle en fait également la source de toute valeur.

S'inspirant de cette vision du monde, l'individualisme moderne et post-moderne va développer un culte du bien-être uniquement préoccupé par soi-même : de fait le développement de l'univers de la consommation le potentialisera avec une inventivité croissante. La dimension actuelle est celle d'une logique programmatique : il s'agit de se construire soi-même en construisant son mode de vie, son emploi du temps, ses réseaux relationnels, c'est également augmenter ses capacités communicationnelles comme autant de preuve de la valorisation de soi. Cette valorisation ne va pas sans une autocorrection de ses propres insuffisances. Ainsi, corriger les imperfections de son corps pour se rendre le plus attrayant permet de s'affirmer et d'affirmer une puissance sur l'autre par la comparaison et l'envie que l'on a suscitée. L'individualisme d'aujourd'hui a essentiellement comme dynamique interne et objectif ultime le narcissisme.

Si dans une première approche le narcissisme est l'amour que l'on porte à soi-même et à sa propre image, en tant que concept psychanalytique ce terme a une longue histoire qu'il ne s'agit pas de restituer ici, mais bien plutôt de comprendre en quoi aujourd'hui les conditions de l'éducation, les nouvelles formes de relations familiales s'organisent autour de cette référence. En effet, si nous

faisons une hypothèse que les manifestations de mouvements de violence, dans leur diversité et leur spécificité, que l'on observe dans le milieu familial et dans le cadre scolaire peuvent être dues à un affaiblissement du sur-moi culturel; la notion de sur-moi culturel est définie par Freud en 1929 dans son « Malaise dans la civilisation » dans ces termes : « on est en droit de soutenir que la communauté elle aussi développe un surmoi dont l'influence préside à l'évolution culturelle ». La culture est donc bien présente dans les premières relations entre la mère et l'enfant puisque les exigences du groupe culturel auquel appartient la dyade sont transmises par la mère qui les signifie dans le moindre de ses comportements et les énonce par son langage avant d'être confirmées et poursuivies par le père et le groupe.

Le contrat narcissique permet à l'enfant d'intérioriser les idéaux auxquels il doit se conformer pour s'identifier au Père de sa préhistoire personnelle. Comme le montre Gilbert Diatkine (2000), à la suite de Freud, cette identification est à l'origine de l'Idéal du Moi. Cet Idéal du Moi est lui-même constitué de deux identifications narcissiques combinées : une relation à un alter-ego par l'image que l'enfant trouve dans le regard de la mère et une identification à l'image idéale du père que le sujet perçoit dans les yeux de la mère quand elle le regarde. Cet Idéal du Moi s'oppose point par point au Moi Idéal qui est comme le souligne Gilbert Diatkine (2000) « un état de conformisme, dans lequel le sujet se soumet à ce que son entreprise, son parti ou son église exigent de lui, sans éprouver ni ambivalence, ni culpabilité par rapport à autrui ... » et nous pouvons ajouter à chacun de ses parents. N'assistons-nous pas à une disjonction des deux identifications constitutives de l'Idéal du Moi pour laisser le sujet confronté au narcissisme exclusif de chacun de ses parents. L'enfant se constituerait progressivement « un moi qui tient le plaisir et la satisfaction pour valeurs

absolues ... » (A. Green, 1983) Ne reconnaît-on pas là ces enfants-rois devenus enfants-tyrans qui font régner loi et terreur dans la famille et à l'école.

II. La Famille et l'Ecole; deux institutions en crise.

La famille et l'école ont pour points communs de préparer l'enfant par l'éducation et la socialisation à sa vie adulte. Or, elles sont elles-mêmes confrontées à des évolutions dont elles régulent difficilement les effets. La place de l'enfant dans la famille a radicalement changée: ce n'est plus le couple qui est au centre, c'est bien plutôt l'enfant, un enfant du Désir, un enfant-projet, un enfant-promesse. L'enfant devient ainsi pour chacun des parents un élément de la construction de soi du programme du projet individualiste. Prenant une valeur inestimable pour chacun d'eux, les parents demanderont à l'école la réalisation de cette promesse. Lorsque l'école ne comble pas cette promesse, les parents auront à cœur de montrer que c'est cette dernière qui est inadaptée à « la précocité » de leur enfant. Le dialogue s'avère difficile, si de plus, la place faite à l'enfant à l'école reste « un parmi d'autres » alors que la famille de son côté a laissé l'enfant prendre toute la place, toutes les places. Tout devient affaire de discussion et de négociation par crainte de l'affrontement, du conflit et de l'exercice de l'autorité.

C'est précisément cette autorité que l'enfant et sa famille acceptent mal et dont l'école elle-même doute. Au nom de quelle légitimité? Au nom de quelles valeurs? De quels fondements? Lorsque la mission de l'école est de former des citoyens partageant les mêmes règles et les mêmes valeurs, la famille perçoit dans la socialisation la performance d'un individu uniquement préoccupé par ses propres intérêts et une adaptation efficace à la compétitivité du système économique et

social. Le savoir dans ces conditions n'est plus un héritage transmis de génération en génération par des maîtres pour former un sujet institutionnalisé mais un individu communicant capable de s'adapter aux évolutions de son environnement. La communication l'emporte sur la transmission et les modèles ne sont plus les figures tutélaires de la culture et du savoir, ce « don des morts », mais des images venues du monde médiatique envahissant progressivement l'espace privé au point de devenir des êtres familiers cohabitant dans « une scène commune ».

Cette indistinction des espaces privés et publics rend celui de l'école de plus en plus difficile à délimiter par sa spécificité, ses objectifs et ses modalités. Dans ces conditions l'école traverse aujourd'hui une série d'épreuves dont l'un des symptômes est celui de la violence. Un bref rappel des faits peut nous indiquer que ces situations de violence ont été caractérisées durant les années 90 par des incivilités, des agirs violents à l'égard des personnes et des biens de la communauté éducative, et si, aujourd'hui ces manifestations ont significativement diminuées cette violence se-manifeste surtout dans le groupe de pairs. En effet, les tensions, incompatibilités et attaques entre les élèves préoccupent à juste titre les enseignants et les éducateurs. Les phénomènes de bouc-émissaires, le harcèlement deviennent fréquents et atteignent les plus vulnérables, et quelques fois les plus compétents. Une difficulté à « vivre-ensemble » devient croissante et attire notre attention sur la fragilité du lien social aujourd'hui à l'école.

III. De l'emprise à l'hyper-réalisme : le lien social à l'épreuve.

Comme nous le constatons, dans ces deux lieux, la famille et l'école, l'évitement du conflit et de la confrontation laisse la place à l'allégeance et la conformité. Le rapport à l'autre s'organise autour de la séduction et

de l'emprise et laisse peu de place à une affirmation de soi-même, de ses positions et de ses arguments. La violence devient alors le langage (ou plutôt l'agir) de la rébellion et de l'opposition à cette conformité. Le développement d'espaces d'interlocution, d'échanges argumentés et personnalisés devient une nécessité dans ces deux espaces pour permettre à l'enfant de rencontrer des adultes qui ne craignent ni le désaccord ni le dissensus et peuvent assumer une résolution de ces confrontations. Une culture du conflit est à réapprendre pour les uns et les autres afin d'y puiser authenticité et créativité. Ce conflit n'est pas celui « du narcissisme de la petite différence » mais plutôt de l'épreuve et de l'expérience de la construction de la norme et de la règle.

Conclusion :

Comme le dit Tocqueville «le passé n'éclairant plus l'avenir l'esprit marche dans les ténèbres» : les traverser nécessite de repenser les nouveaux paradigmes qui permettent aux générations antérieures de comprendre la génération actuelle et à venir. Repenser le rapport au Temps, à l'Espace, à la Réalité, à l'Image, bref à l'Autre devient une tâche urgente.